

**SUPREME COURT
OF CANADA**



**COUR SUPRÊME
DU CANADA**

**BULLETIN OF
PROCEEDINGS**

**BULLETIN DES
PROCÉDURES**

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Subscriptions may be had at \$200 per year, payable in advance, in accordance with the Court tariff. During Court sessions it is usually issued weekly.

Le prix de l'abonnement, fixé dans le tarif de la Cour, est de 200 \$ l'an, payable d'avance. Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

The Bulletin, being a factual report of recorded proceedings, is produced in the language of record. Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$10 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

Le Bulletin rassemble les procédures devant la Cour dans la langue du dossier. Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande au registraire, accompagnée de 10 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

CONTENTS**TABLE DES MATIÈRES**

Applications for leave to appeal filed	1853	Demandes d'autorisation d'appel déposées
Applications for leave submitted to Court since last issue	1854 - 1868	Demandes soumises à la Cour depuis la dernière parution
Oral hearing ordered	-	Audience ordonnée
Oral hearing on applications for leave	-	Audience sur les demandes d'autorisation
Judgments on applications for leave	1869 - 1884	Jugements rendus sur les demandes d'autorisation
Judgment on motion	-	Jugement sur requête
Motions	1885 - 1889	Requêtes
Notices of appeal filed since last issue	1890	Avis d'appel déposés depuis la dernière parution
Notices of intervention filed since last issue	-	Avis d'intervention déposés depuis la dernière parution
Notices of discontinuance filed since last issue	-	Avis de désistement déposés depuis la dernière parution
Appeals heard since last issue and disposition	1891 - 1894	Appels entendus depuis la dernière parution et résultat
Pronouncements of appeals reserved	1895 - 1898	Jugements rendus sur les appels en délibéré
Rehearing	-	Nouvelle audition
Headnotes of recent judgments	1899 - 1947	Sommaires des arrêts récents
Agenda for January 2003	1948 - 1949	Calendrier de janvier 2003
Summaries of the cases	1950 - 1977	Résumés des affaires
Notices to the Profession and Press Release	-	Avis aux avocats et communiqué de presse
Deadlines: Appeals	1978	Délais: Appels
Judgments reported in S.C.R.	-	Jugements publiés au R.C.S.

**APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL FILED**

**DEMANDES D'AUTORISATION
D'APPEL DÉPOSÉES**

Mellco Developments Ltd., et al.

G. Patrick S. Riley
Taylor McCaffrey

v. (29504)

The City of Portage La Prairie, et al. (Man.)

Randolph B. McNicol, Q.C.
Fillmore Riley

FILING DATE 29.11.2002

Georges Guay

Georges Guay

c. (29505)

Me Jacques Ghanimé, et autres (Qué.)

Lizann Demers
Bernard, Roy & Associés

DATE DE PRODUCTION 29.11.2002

Allan Murphy

Robert Allard
Labrecque Robitaille Roberge

c. (29509)

**Comité de surveillance de l'Association des
intermédiaires en assurance de personnes du
Québec (Qué.)**

Jacques Gauthier
Borden Ladner Gervais

DATE DE PRODUCTION 29.11.2002

Joanne Miller

Kimberly R. Murray
Aboriginal Legal Services of Toronto Inc.

v. (29501)

Attorney General of Canada (F.C.)

Gail Sinclair
A.G. of Canada

FILING DATE 4.12.2002

Iwona Wcislo

Iwona E. Wcislo

v. (29506)

**Ramsay Heights Cooperative Housing Limited
(Alta.)**

Tony G. Bell
Burnet, Duckworth & Palmer

FILING DATE 6.12.2002

Carmelle Boutin

Christopher R. Mostovac
Ravinsky Ryan

c. (29510)

Sa Majesté la Reine (C.F.)

Johanne Boudreau
P.G. du Canada

DATE DE PRODUCTION 10.12.2002

DECEMBER 16, 2002 / LE 16 DÉCEMBRE 2002

**CORAM: Chief Justice McLachlin and Bastarache and Deschamps JJ. /
Le juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Deschamps**

Anthony Daoulov

c. (29295)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel - Stupéfiants - Possession pour fins de trafic - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en concluant que l'omission de diriger le jury à l'égard de la restitution n'a causé aucun préjudice au demandeur ? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en concluant que la défense fondée sur la restitution n'avait ni fondement ni vraisemblance ? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur sur les directives portant sur la complicité du demandeur ? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en appuyant la décision du juge de première instance de ne pas permettre la divulgation de l'identité d'un informateur ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 4 décembre 2000
Cour supérieure du Québec
(Barrette-Joncas j.c.s.)

Requêtes du demandeur en arrêt de procédures et en divulgation de l'identité d'un informateur rejetées

Le 20 décembre 2000
Cour supérieure du Québec
(Barrette-Joncas j.c.s.)

Demandeur déclaré coupable par jury de possession d'héroïne pour fins de trafic contrairement aux articles 5(2) et 5(3) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*

Le 4 janvier 2001
Cour supérieure du Québec
(Barrette-Joncas j.c.s.)

Demandeur condamné à dix ans d'emprisonnement

Le 14 mai 2002
Cour d'appel du Québec
(Michaud j.c.q., Proulx et Rousseau-Houle jj.c.a.)

Appel de la déclaration de culpabilité rejeté

Le 3 juin 2002
Cour d'appel du Québec
(Michaud j.c.q., Proulx et Rousseau-Houle jj.c.a.)

Appel de la sentence accueilli: peine d'emprisonnement réduite à cinq ans, neuf mois et deux semaines

Le 13 août 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

André Vincent

c. (29337)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel - Procès - Meurtre, séquestration et complot - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en refusant d'accorder réparation suite à la violation du droit à la divulgation résultant de la perte d'une preuve matérielle essentielle au motif que le demandeur n'avait pas démontré de préjudice alors que la perte d'opportunité raisonnable avait été prouvée ? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en prétendant qu'une phrase isolée erronée dans les directives ne rend pas le procès inéquitable alors que le juge de première instance avait attiré l'attention du jury à l'effet qu'il s'agissait là de la seule question importante du procès ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 24 novembre 1999
Cour supérieure du Québec
(Boilard j.c.s.)

Demandeur déclaré coupable de meurtre, séquestration
et complot

Le 6 juin 2002
Cour d'appel du Québec
(Beauregard, Chamberland et Robert jj.c.a.)

Appel rejeté

Le 5 septembre 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Daniel Roy

c. (29358)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel - Preuve - Droit à défense pleine et entière - Audition sur détermination de la peine - Équité du procès - Interventions irrégulières du premier juge dans l'interrogatoire des deux témoins experts de la défense - Le juge de première instance a-t-il erré en droit en rejetant la requête en exclusion de la preuve présentée par le demandeur, bien que la preuve ait établi de façon claire et non équivoque que les policiers avaient sciemment induit le juge de paix en erreur dans la dénonciation au soutien de leur demande de mandat de prélèvement d'ADN - Le juge de première instance a-t-il privé le demandeur du droit à un procès juste et équitable et à une défense pleine et entière en lui interdisant de plaider qu'un témoin crucial de la poursuite avait été incapable de le reconnaître sur une parade d'identification où il apparaissait, bien que ce soit pourtant le cas - Le juge de première instance a-t-il privé le demandeur du droit à un procès juste et équitable et à une défense pleine et entière en forçant l'avocat du demandeur à déclarer aux jurés qu'il les avait induit en erreur sur les résultats de cette parade d'identification, alors que ce n'était absolument pas le cas - Le juge de première instance a-t-il ainsi erronément induit le jury à croire que l'avocat du demandeur tentait de leur mentir, alors qu'il tentait plutôt d'établir la faiblesse de la preuve d'identification, une question cruciale et déterminante au présent litige - Le juge de première instance a-t-il privé le demandeur du droit à un procès juste et équitable et à une défense pleine et entière en lui interdisant de mettre en preuve les résultats obtenus à un test de dépistage d'alcool subi le lendemain des événements à l'origine du litige, bien que cette preuve était de nature à contredire la preuve de la poursuite et à corroborer de façon importante son propre témoignage - Le juge de première instance a-t-il privé le demandeur du droit à un procès juste et équitable et à une défense pleine et entière en faisant preuve de partialité dans le déroulement du procès, dans l'administration de la preuve et dans ses directives au jury, considérant notamment les conclusions tirées par la Cour

d'appel dans le jugement rendu le 13 juin 2002 et qui annulait la déclaration de délinquant dangereux pour cause de partialité du juge.

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 22 avril 1999 Cour supérieure du Québec (Zigman j.c.s.)	Déclaration de culpabilité: agression sexuelle
Le 17 décembre 1999 Cour supérieure du Québec (Zigman j.c.s.)	Demandeur déclaré délinquant dangereux contrairement aux articles 752.1 et suivants du <i>Code criminel</i>
Le 18 avril 1999 Cour supérieure du Québec (Zigman j.c.s.)	Demandeur déclaré coupable par juge et jury d'agression sexuelle contrairement aux articles 271(1)a et 348(1)b)(d) du <i>Code criminel</i>
Le 1 mai 2002 Cour d'appel du Québec (Proulx, Fish et [ad hoc] Letarte jj.c.a.)	Appel contre la déclaration de culpabilité, rejeté
Le 7 juin 2002 Cour d'appel du Québec (Proulx, Fish et Letarte [ad hoc] jj.c.a.)	Jugement déclarant le demandeur délinquant dangereux, annulé; nouvelle audition ordonnée selon l'article 759(3)a)(iii) du <i>Code criminel</i>
Le 12 septembre 2002 Cour suprême du Canada	Demandes d'autorisation d'appel et en prorogation de délai déposées

Ronald Taylor

v. (29399)

Anne Molloy (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Civil - Procedural Law - Courts - Judicial Bias - Application for extension of time to appeal denied - Whether judiciary was biased.

PROCEDURAL HISTORY

December 19, 2001 Ontario Superior Court of Justice (Flinn J.)	Applicant's statement of claim struck out and action dismissed
June 25, 2002 Court of Appeal for Ontario (Gatzman J.A.)	Application for extension of time to file an appeal dismissed
September 12, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Canadian Forest Products Ltd.

v. (29266)

Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia (B.C.)

AND BETWEEN:

Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia

v.

Canadian Forest Products Ltd.

NATURE OF THE CASE

Torts - Assessment - Damages - Negligence - Environmental law - Environmental injury to natural resource - Compensation for damages sustained as a result of a forest fire - What are the evidentiary requirements to prove a claim for ecological damages - What is the appropriate valuation methodology for a claim for ecological damages - Whether the court of appeal erred in accepting the “passing-off” defence and awarding no damages for the commercial timber damaged or destroyed in the fire - Whether the court of appeal erred by significantly under-valuing the damages for timber located within environmentally-sensitive areas by adopting a methodology to assess environmental loss which was inappropriate and which was based on commercial value.

PROCEDURAL HISTORY

July 30, 1999 Supreme Court of British Columbia (Wilson J..)	Crown’s claim for damages allowed; fault apportioned equally between the parties: Canfor ordered to pay one-half of agreed amount; remaining damages claims dismissed
April 9, 2002 Court of Appeal for British Columbia (Huddart, Hall JJ.A. and Smith J.A.(concurring))	Crown’s appeal allowed in part: fault reapportioned, claim for loss of trees in ESAs allowed; Canfor’s cross-appeal dismissed
June 7, 2002 Supreme Court of Canada	First and second applications for leave to appeal filed

Jagir Singh

v. (29244)

Canada Post Corporation (F.C.)

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Whether the Court of Appeal erred in dismissing the Applicant’s appeal.

PROCEDURAL HISTORY

June 19, 2000 Federal Court of Canada, Trial Division (Reed J.)	Application for judicial review of dismissal of complaint by the Canadian Human Rights Commission dismissed
April 26, 2002 Federal Court of Appeal (Isaac, Sexton and Malone JJ.A.)	Appeal dismissed
June 24, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

M.S.

c. (29352)

M.L. (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit de la famille - Divorce - Partage des biens - Aliments - La Cour d'appel pouvait-elle intervenir dans l'exercice de la discrétion conférée par l'art. 417 du *Code civil du Québec*, L.Q. 1991, ch. 64, au juge de première instance? - Quels sont les critères entourant l'application de la discrétion conférée à l'art. 417 du *Code civil du Québec*? - Le juge de première instance s'est-il correctement dirigé en fait en droit en appliquant les critères fixés par la Cour d'appel et en retenant la date de la cessation de vie commune pour établir la valeur nette du patrimoine familial à partager? - La Cour d'appel avait-elle compétence pour annuler la pension alimentaire alors que la Cour supérieure ne s'était pas encore prononcée sur cette question?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 19 octobre 2001 Cour supérieure du Québec (Walters j.c.s.)	Divorce prononcé entre le demandeur et l'intimée; partage du patrimoine familial ordonné en date du 17 mars 1993; montant de la pension alimentaire fixé à 1 100\$ par mois jusqu'à réévaluation
Le 13 juin 2002 Cour d'appel du Québec (Québec) (Michaud j.c.q., Thibault et Biron [<i>ad hoc</i>] jj.c.a.)	Appel de l'intimée accueilli: jugement infirmé en partie; partage du patrimoine familial ordonné en date du 28 octobre 1999; pension alimentaire annulée à compter du 12 mars 2002
Le 12 septembre 2002 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

**CORAM: Gonthier, Major and Arbour JJ. /
Les juges Gonthier, Major et Arbour**

Walter Stadnick and Donald Stockford

v. (29418)

Her Majesty the Queen (Crim.) (Que.)

NATURE OF THE CASE

Canadian *Charter* - Criminal Law - Defence - Disclosure of evidence - Language - Right to full answer and defence - Whether the applicants' rights to full disclosure and to make full answer and defence are denied unless full and complete disclosure is provided to each of the applicants in the only language they understand - Whether the applicants' right to counsel and the language abilities of the chosen counsel are relevant to the applicants' right to full disclosure and right to comprehend the evidence to be adduced by the Crown - Whether the applicants' right to a trial in reasonable time can limit their right to full disclosure - Whether the applicants should proceed and await the possibility of an appeal after trial - Whether the Supreme Court of Canada has jurisdiction to hear the case.

PROCEDURAL HISTORY

October 24, 2001
Superior Court of Quebec
(Paul J.)

Applicants' motion for full disclosure in English granted in part; Respondent ordered to provide translations of the summary of the evidence on each count (précis) and index of the documentary evidence to be used in court during the trial

December 19, 2001
Superior Court of Quebec
(Martin J.)

Application seeking the judicial interim release of applicant Stockford dismissed

January 8, 2002
Court of Appeal of Quebec
(Michaud C.J.)

Application for leave to appeal from the judgment of Martin J., dated December 19, 2001, dismissed

October 11, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

Michel Rose

v. (29420)

Her Majesty the Queen (Crim.) (Que.)

NATURE OF THE CASE

Canadian *Charter* - Criminal Law - Defence - Disclosure of evidence - Language - Right to full answer and defence - Whether the applicant's rights to full disclosure and to make full answer and defence and counsel of choice are denied unless full and complete disclosure is provided to him in English - Whether the motions' judge could consider a potential *Charter* application regarding unreasonable delay, as a reason for not ordering the translation - Whether the motions' judge

erred in considering, without any evidence, the cost and time which he estimated the translations would take - Whether the applicant should proceed and await the possibility of an appeal after trial - Whether the Supreme Court of Canada has jurisdiction to hear the case.

PROCEDURAL HISTORY

November 26, 2001 Superior Court of Quebec (Martin J.)	Applicant's motion to be tried in English granted
January 23, 2002 Superior Court of Quebec (Martin J.)	Applicant's application for disclosure in the English language of all material disclosed in the French language dismissed
October 11, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Her Majesty the Queen

v. (29283)

Abraham Robert Cooper (Crim.) (Alta.)

NATURE OF THE CASE

Criminal Law (Non Charter) - Procedural Law - Courts - Jurisdiction - DNA samples - DNA data bank - Order to seize blood sample for submission to DNA data bank after conviction stayed pending outcome of appeal - Whether provincial superior court has jurisdiction to stay order - Whether *Criminal Code* removes jurisdiction.

PROCEDURAL HISTORY

March 22, 2001 Court of Queen's Bench of Alberta (Veit J.)	Order to take DNA sample for data bank stayed pending disposition of appeal from conviction
June 11, 2002 Court of Appeal of Alberta (Conrad, Picard and Hart JJ.A.)	Appeal dismissed
July 26, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Terrance Parker

v. (29264)

Her Majesty the Queen (Crim.) (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Criminal - Criminal law - Controlled Drugs and Substances Act, S.C. 1996, c. 19 - Medical marihuana - Whether the doctrines of res judicata and issue estoppel prevented Chapnik J. from handing down a decision inconsistent with the ruling of Pitt J. - Whether the Applicant's section 7 right to life is being infringed.

PROCEDURAL HISTORY

March 15, 2002 Ontario Superior Court of Justice (Pitt J.)	Order extending constitutional exemption to the Applicant granted
April 19, 2002 Ontario Superior Court of Justice (Chapnik J.)	Respondent's motion to set aside the order of March 15, 2002 allowed; Applicant's cross-motion adjourned
May 3, 2002 Court of Appeal for Ontario (Feldman J.A.)	Appeal dismissed
July 9, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal and motion for stay filed
August 27, 2002 Supreme Court of Canada (Gonthier J.)	Motion to expedite application for leave to appeal denied

The Corporation of the Town of Oakville

v. (29359)

Vann Niagara Ltd. (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Civil - Civil Rights - Freedom of Expression - Municipal bylaw prohibits billboards - Evidence-Evidentiary threshold to be met in a Charter case - Whether a party may demonstrate a prima facie violation of s. 2(b) of the Charter by establishing that an activity affected by state action is commercial expression without proving any impact on freedom of expression - Whether s. 2(b) confers a prima facie right to erect commercial signs of a certain size and obliges municipalities to accept commercial signs of that size - Whether s. 1 of the Charter obliges municipalities to establish a sufficiently rural or remarkable character in order to justify a prohibition against commercial signs beyond a certain size.

PROCEDURAL HISTORY

July 4, 2001 Ontario Superior Court of Justice (Walters J.)	Application for declaration by-law unconstitutional dismissed
June 14, 2002 Court of Appeal for Ontario (Borins, Feldman and MacPherson [<i>dissenting in part</i>] J.J.A.)	Appeal allowed, judgment set aside, by-law declared invalid in part, declaration suspended for six months

September 13, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

**George Kingfisher, Ben Weenie, Leslie Angus, Larry Chickness,
Lola Okeeweehow and Donald Higgins, for themselves and on behalf
of the descendants of the Chief Chipeewayan Band**

v. (29302)

Her Majesty the Queen (F.C.A.)

NATURE OF THE CASE

Native law - *Indian Act*, S.C. 1876, c.18 - Statutes - Interpretation - Treaty rights - Breach of fiduciary duty - Compensation - Standing - Whether collective rights under 1876 Treaty can only be asserted by claimants who are direct descendants of members of the Young Chipeewayan Band - - *Delgamuukw v. British Columbia*, [1997] 3 S.C.R. 1010 - *Housen v. Nikolaissen*, [2002] S.C.R. 33

PROCEDURAL HISTORY

August 8, 2001
Federal Court of Canada (Trial Division)
(Gibson J.)

Applicants' action for breach of a fiduciary duty owed to descendants of members of the Band dismissed

May 27, 2002
Federal Court of Appeal
(Décary, Rothstein and Malone JJ.A.)

Appeal dismissed

August 15, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

D.M.

v. (29415)

The Minister of Community Services (N.S.)

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Civil - Civil Rights - Whether the court of appeal erred in law in deciding that the compellability of the Applicant as a witness, before a hearing to determine whether the Applicant's name should be entered into a Child Abuse Register pursuant to section 63(3) of the *Children and Family Services Act*, SNS 1990, c. 5, was a limit on a person's "life, liberty and security of the person" in accord "with the principles of fundamental justice", and therefore not contrary to section 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

PROCEDURAL HISTORY

March 4, 2002
Supreme Court of Nova Scotia
(Family Division)
(Hood J.)

Applicant's applications dismissed

August 16, 2002
Nova Scotia Court of Appeal
(Bateman, Cromwell and Hamilton JJ.A.)

Appeal dismissed

October 11, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

**CORAM: Iacobucci, Binnie and LeBel JJ. /
Les juges Iacobucci, Binnie et LeBel**

Vincent Bruce Redd

v. (29319)

Her Majesty the Queen (Crim.) (B.C.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Evidence - Whether the Court of Appeal for British Columbia erred upholding trial judge's decision to admit, virtually in its entirety, evidence gathered during the course of a RCMP undercover operation on the basis that such evidence was admissible as narrative to assist the jury in assessing the credibility of the applicant.

PROCEDURAL HISTORY

May 20, 1999
Supreme Court of British Columbia
(Saunders J.)

Conviction: second degree murder

May 23, 2002
Court of Appeal of British Columbia
(Huddart, Hall and Smith JJ.A.)

Appeal dismissed

August 23, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

David Bolingbroke

v. (29197)

Her Majesty the Queen (Crim.) (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Pre-trial procedure - Statutes - Interpretation - Sufficiency of inquiries or deliberations carried out upon laying of Information - Section 508 of the *Criminal Code*, R.S.C., 1985 c. C-34.

PROCEDURAL HISTORY

August 15, 2001 Ontario Court of Justice (Gorewich J.)	Applicant's application for a declaration that the Ontario Court of Justice lacks jurisdiction over the charge and the Applicant, dismissed
September 7, 2001 Ontario Superior Court of Justice (Noble J.)	Applicant's application for an order prohibiting the Ontario Court of Justice from proceeding with his trial and to quash the information, dismissed
March 6, 2002 Court of Appeal for Ontario (Abella, Goudge and Simmons JJ.A.)	Appeal dismissed
May 3, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Douglas John Holtam

v. (29308)

Her Majesty the Queen (Crim.) (B.C.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Evidence - Whether the Court of Appeal for British Columbia erred in law in not finding that the trial judge erred in failing to provide a limiting instruction in relation to significant bad character evidence called at trial.

PROCEDURAL HISTORY

December 22, 1999 Supreme Court of British Columbia (Oppal J.)	Conviction: two counts of first degree murder and one count of attempted murder
May 30, 2002 Court of Appeal for British Columbia (Lambert, Hall and Levine JJ.A.)	Appeal against conviction dismissed
August 19, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Gregory Venn

v. (29233)

Her Majesty the Queen (Alta.)

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Statute - Interpretation - Sentencing - Preventative sentencing - Whether a fixed sentence, in place of a life sentence, motivated by dangerousness of offender, may circumvent substantive and procedural protections of Part XXIV of the *Criminal Code*, as discussed in *R. v. M. (C.A.)* (1996), 105 C.C.C. (3d) 327 - Whether the Court of Appeal erred in finding that a crime sufficiently grave to merit a sentence of preventative detention need not include violence, only one for which the maximum sentence of life is an available statutory penalty - Whether the Court of Appeal erred in finding that the sentencing judge did not have to give reasons for deciding on the length of sentence imposed - *R. v. Hastings* (1985), 19 C.C.C. (3d) 86 (AB C.A.)

PROCEDURAL HISTORY

December 16, 1996 Court of Queen's Bench of Alberta (Moore J.)	Conviction: break and enter
June 3, 1998 Court of Queen's Bench of Alberta (Moore J.)	Applicant declared a dangerous offender and sentenced to an indeterminate period of imprisonment
January 17, 2000 Court of Appeal of Alberta (Côté, Fruman and LoVecchio JJ.A)	Appeal against sentence allowed; sentence set aside and matter remitted back to Court of Queen's Bench for determination
September 1, 2000 Court of Queen's Bench of Alberta (Moore C.J.Q.B.)	Applicant sentenced to 16 years in prison
April 15, 2002 Court of Appeal for Alberta	(Russell, Lewis and Nation JJ.A)

Appeal dismissed	June 19, 2002 Supreme Court of Canada (Binnie J.)
Motion to extend time to serve and file application for leave granted	August 30, 2002 Supreme Court of Canada
Application for leave to appeal filed	

(Brother) Kornelis Klevering

v. (29364)

Her Majesty the Queen (F.C.A.)

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Judicial review - Whether there are any issues of public importance raised - Applicant seeking to challenge the constitutionality of *Industrial Hemp Regulations*, para. 9(2)(g) - Whether the federal court of appeal breached s. 24(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* by denying the Applicant an opportunity to file his documents and argue his case in Court.

PROCEDURAL HISTORY

February 3, 2000 Federal Court of Canada (Gibson J.)	Applicant's motion for extension of time and application for judicial review, dismissed
July 31, 2000 Federal Court of Canada (Gibson J.)	Applicant's motion seeking to rescind or vary the order dated February 3, 2000, dismissed
June 20, 2002 Federal Court of Appeal (Richard C.J., Evans and Malone JJ.A.)	Appeal dismissed
September 18, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

2630-3602 Québec Inc. et Denis Ferron

c. (29084)

Thrifty Canada Inc. (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Procédure - Procédure civile - Preuve - La décision rendue en l'espèce donne-t-elle à l'art. 17 des *Règles de pratique de la Cour supérieure en matière civile*, R.R.Q. 1981, ch. C-25, r. 8, un effet illégal parce que contraire à la loi habilitante, à savoir l'art. 2 du *Code de procédure civile*, L.R.Q., ch. C-25? - La décision rendue en l'espèce donne-t-elle à l'art. 17 RPCS un effet rendant celui-ci contraire aux prescriptions de la *Charte canadienne* (préambule et art. 15(1)) ainsi qu'à celles de la *Charte des droits et libertés de la personne*, L.R.Q., ch. C-12 (art. 10)?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 19 octobre 2001
Cour supérieure du Québec
(Morneau j.c.s.)

Requête des demandeurs pour obtenir la permission de produire des rapports d'expert rejetée

Le 12 décembre 2001
Cour d'appel du Québec
(Mailhot, Dussault et Thibault jj.c.a.)

Appel interlocutoire rejeté

Le 11 février 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Re/Max 2001 Inc.

c. (29017)

Jaymie Le Sabbagh (Qué.)

- et -

L'Officier de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal

NATURE DE LA CAUSE

Code civil - Interprétation - Action en inopposabilité (action paulienne) - Publicité des droits - Droits soumis à la publicité - Effets de la publicité - Préinscription - La Cour d'appel a-t-elle erré en droit en imposant une interprétation stricte à l'article 2966 du *Code civil du Québec*, L.Q. 1991, c. 64? -

L'exercice d'un droit personnel dont l'action en inopposabilité, pour laquelle l'objet constitue un droit réel peut-il faire l'objet d'une préinscription sur le registre foncier en application de l'article 2966 du *C.c.Q.*?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 28 mars 2001
Cour supérieure du Québec
(Lévesque j.c.s.)

Requête de l'intimée accueillie pour une déclaration que l'avis de préinscription publié sur son immeuble a été fait illégalement et sans droit: L'Officier mis en cause ordonné de le radier

Le 8 novembre 2001
Cour d'appel du Québec
(Gendreau, Forget et Pidgeon jj.c.a.)

Appel rejeté

Le 4 janvier 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Schokbéton Québec Inc.

c. (29064)

St-Amour Building Inc. et Instow Holding S.A. (Qué.)

- et -

L'Officier de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal

NATURE DE LA CAUSE

Code civil - Interprétation - Action en inopposabilité (action paulienne) - Publicité des droits - Droits soumis à la publicité - Effets de la publicité - Préinscription - La Cour d'appel a-t-elle erré en droit en imposant une interprétation stricte à l'article 2966 du *Code civil du Québec*, L.Q. 1991, c. 64? -

L'exercice d'un droit personnel dont l'action en inopposabilité, pour laquelle l'objet constitue un droit réel peut-il faire l'objet d'une préinscription sur le registre foncier en application de l'article 2966 du C.c.Q.?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 11 mars 1999
Cour supérieure du Québec
(Gomery j.c.s.)

Requête en radiation de l'avis de préinscription de l'intimée St-Amour Building Inc., rejetée

Le 3 décembre 2001
Cour d'appel du Québec
(Vallerand, Rothman et Rochon [*ad hoc*] jj.c.a.)

Appel accueilli: requête en radiation d'inscription accueillie

Le 10 décembre 2001
Cour d'appel du Québec
(Vallerand, Rothman et Rochon [*ad hoc*] jj.c.a.)

Procès-verbal rectifié; appel accueilli: requête en radiation d'inscription accueillie; l'inscription de l'avis de préinscription déclarée nulle

Le 1 février 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

DECEMBER 19, 2002 / LE 19 DÉCEMBRE 2002

29212 **Scott Byron Morrison v. Her Majesty the Queen** (Alta.) (Criminal) (By Leave)

Coram: McLachlin C.J. and Bastarache and Deschamps JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Alberta (Calgary), Number 99-18262, dated September 4, 2001, is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Alberta (Calgary), numéro 99-18262, daté du 4 septembre 2001, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Criminal Law (Non-Charter) - Defence - Jury Charge - Correctness of jury charge on defence of not criminally responsible - Whether charge to the jury eliminated consideration of possibilities in an assessment of whether the standard of proof for the defence was met - Whether curative proviso should have been applied on appeal to remedy entry of bad character evidence that went to a major issue in the case where the trial judge did not give limiting jury instructions.

PROCEDURAL HISTORY

March 12, 1999 Court of Queen's Bench of Alberta (Chrumka J.)	Conviction: first degree murder, possession of a prohibited weapon Sentence: life imprisonment without eligibility for parole for 25 years
September 4, 2001 Court of Appeal of Alberta (McClung, Conrad and Wittmann JJ.A.)	Appeal from conviction dismissed
May 15, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal and motion to extend time filed

29149 **Syndicat des travailleuses et travailleurs de Alfred Dallaire (CSN) c. Alfred Dallaire Inc., Gestion Hélène Maurice Inc.** (Qué.) (Civile) (Autorisation)

Coram: Le juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Deschamps

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-007164-981, daté du 6 février 2002, est rejetée avec dépens en faveur de l'intimée Alfred Dallaire Inc.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-09-007164-981, dated February 6, 2002, is dismissed with costs to the Respondent Alfred Dallaire Inc.

NATURE DE LA CAUSE

Droit administratif - Contrôle judiciaire - Norme de contrôle judiciaire - Erreur manifestement déraisonnable - Droit du travail - Accréditation - Cession partielle d'entreprise - Est-il déraisonnable pour le Tribunal du travail d'appliquer la même interprétation de l'article 45 du *Code du travail* en matière de concession partielle d'entreprise que cette concession survienne en cours de procédure d'accréditation ou une fois l'accréditation décernée - *Code du travail du Québec*, L.R.Q., c.C-27

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 16 mars 1998
Tribunal du travail du Québec
(Saint-Arnaud j.c.q.)

Appel d'une décision intérimaire transmettant les droits et obligations des salariés de Alfred Dallaire Inc. à l'intimée Gestion Hélène Maurice Inc., accueilli en partie: Accréditation syndicale de l'unité de négociation comprenant les porteurs, les chauffeurs et les directeurs de funérailles à l'emploi de l'intimée Alfred Dallaire Inc., accordée; l'intimée Gestion Hélène Maurice Inc. déclarée liée par cette accréditation

Le 31 août 1998
Cour supérieure du Québec
(Normand j.c.s.)

Requête de l'intimée Alfred Dallaire Inc. en révision judiciaire accueillie: décision du tribunal du travail infirmée; dossier retourné au Tribunal du travail

Le 6 février 2002
Cour d'appel du Québec
(Baudouin, Nuss et Thibault jj.c.a.)

Appel rejeté

Le 5 avril 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

29047 **146207 Canada Inc. v. Placements Rebery Limitée, Gilles Turcotte and Pierre-Yves Racicot** (Que.)
(Civil) (By Leave)

Coram: McLachlin C.J. and Bastarache and Deschamps JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-09-006419-980, dated November 27, 2001, is dismissed with costs to the Respondents.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-006419-980, daté du 27 novembre 2001, est rejetée avec dépens en faveur des intimés.

NATURE OF THE CASE

Procedural law -Appeal - Judgments and orders - Did the appellate court judge fulfill his duties and obligations in failing to arrive at a decision on the matter before him - Can a litigant expect decisions from the number of judges before whom his case was pleaded.

PROCEDURAL HISTORY

March 3, 1998
Superior Court of Quebec
(Vaillancourt J.)

Applicant's action dismissed

November 27, 2001
Court of Appeal of Quebec
(Vallerand, Rousseau-Houle and Rochon [*ad hoc*] JJ.A.)

Appeal dismissed

January 25, 2002

Application for leave to appeal filed

Supreme Court of Canada

29280 **Wind Power Inc., Dove Industries Inc. v. Saskatchewan Power Corporation** (Sask.) (Civil) (By Leave)

Coram: McLachlin C.J. and Bastarache and Deschamps JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Saskatchewan, Number 3267, dated May 10, 2002, is dismissed with costs to the Respondent.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Saskatchewan, numéro 3267, daté du 10 mai 2002, est rejetée avec dépens en faveur de l'intimée.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Contracts - Breach of contract - Implied terms - Saskatchewan Power Corporation requesting proposals for wind power demonstration project and later cancelling project - Whether "privilege clauses" in tender documents allowed Corporation to reject all proposals in circumstances of case - Whether term can be implied in contract A that Corporation would enter into contract B if an acceptable bid were presented to it - Whether Corporation breached its duty of fairness - Guidelines for "unforeseen circumstances" in tender situation - Whether tender-calling authorities possess an absolute and unfettered discretion to reject all compliant proposals.

PROCEDURAL HISTORY

April 8, 1999 Court of Queen's Bench of Saskatchewan (Gunn J.)	Applicants' claim dismissed
May 10, 2002 Court of Appeal for Saskatchewan (Gerwing, Sherstobitoff and Jackson JJ.A.)	Applicants' application to adduce fresh evidence and appeal both dismissed
July 23, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29268 **Weimin Wu v. Her Majesty the Queen** (B.C.) (Criminal) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number CA028062, dated April 17, 2002, is dismissed.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA028062, daté du 17 avril 2002, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Criminal law - Procedural law - Parole - Should Applicant's appeal have been dismissed.

PROCEDURAL HISTORY

December 13, 2000 Supreme Court of British Columbia (Tysoe J.)	Applicant's application for <i>habeas corpus</i> dismissed
April 17, 2002 Court of Appeal of British Columbia (Prowse, Newburry and Braidwood JJ.A.)	Appeal dismissed
July 2, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29236 **Keng Ting Lam v. Siu Man Chan** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C36319, dated March 26, 2002, is dismissed with costs.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C36319, daté du 26 mars 2002, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Family Law - Divorce - Motion for judgment in terms of an offer to settle - Whether there had been agreement between the parties as to the essential terms of the settlement - Whether the Court of Appeal erred in failing to conclude that where an offer to settle is made, such an offer is invalid where either of one of the parties disagree with anything contained in the offer - Whether the Motions Judge erred in law by allegedly varying the terms of the purported settlement on her own initiative - Whether the Motions Judge erred in law in allegedly allowing the Respondent to withdraw the funds held in a joint account without the Applicant's consent

PROCEDURAL HISTORY

April 5, 2001 Ontario Superior Court of Justice (Wein J.)	Respondent's motion for judgment in terms of an offer to settle granted
March 26, 2002 Court of Appeal for Ontario (Carthy, Weiler and Cronk JJ.A.)	Appeal dismissed
June 5, 2002 Supreme Court of Canada	Motion to extend time and application for leave to appeal filed

29182 **Frederick Whitmore, Allan Whitmore v. Bernie Proznick** (B.C.) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number CA025890, dated February 27, 2002, is dismissed with costs.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA025890, daté du 27 février 2002, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Commercial law - Contracts - Equity - Forfeiture clause - Availability of relief from forfeiture in equity - Whether the Court of Appeal applied the wrong test with respect to the equitable remedy of relief against forfeiture - Whether the Court of Appeal erred substituting its exercise of discretion regarding the equitable remedy of relief against forfeiture for the trial judge's absent any error in the trial judge's approach to the matter.

PROCEDURAL HISTORY

April 16, 1999 Supreme Court of British Columbia (Meiklem J.)	Respondent's claim for return of monies dismissed
February 27, 2002 Court of Appeal for British Columbia (Prowse, Hall and Hollinrake [<i>dissenting</i>] JJ.A.)	Appeal allowed; Applicants to Respondent \$60,000
April 29, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal and motion to extend time to serve leave application filed

29134 **Stephen M. Byer v. The Bar of Montréal** (Que.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-10-002255-014, dated February 6, 2002, is dismissed with costs to the respondent and the mis-en-cause.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-10-002255-014, daté du 6 février 2002, est rejetée avec dépens à l'intimé et le mis-en-cause.

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Writ of prohibition denied - Did lower courts err in disposition of case?

PROCEDURAL HISTORY

April 11, 2000 Superior Court of Quebec (Boilard j.s.c.)	Applicant's application seeking jurisdictional remedy of prohibition, dismissed; record returned for trial proceedings to be continued
August 18, 2000 Court of Appeal for Quebec (Baudouin, Deschamps and Robert JJ.A.)	Motion for dismissal of the appeal, granted; appeal dismissed
June 14, 2001 Supreme Court of Canada (McLachlin C.J.C. and Iacobucci and Bastarache JJ.)	Application for leave to appeal dismissed

December 7, 2001
Superior Court of Quebec
(Boilard j.s.c.)

Applicant's reapplication seeking jurisdictional remedy of prohibition, dismissed

February 6, 2002
Court of Appeal for Quebec
(Michaud J.A.)

Motion for leave to appeal to Court of Appeal dismissed

April 5, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

29181 **Frank Burchill v. The Commissioner of the Yukon Territory** (Y.T.) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of the Yukon Territory, Number 00-YU 440, dated March 21, 2002, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Territoire du Yukon, numéro 00-YU 440, daté du 21 mars 2002, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Labour law - Master and servant - Procedural law - Limitation of actions - Prescription - Remedies - Equitable remedies - *Laches* - Reinstatement - Damages - Applicant dismissed for cause - Whether the Court of Appeal erred in holding that *laches* may apply to an action filed within the limitation period - Whether the Court of Appeal erred in concluded that there were no fatal flaws in the procedural aspects of the dismissal - Whether there was just cause for dismissal - Whether the Court of Appeal erred in refusing the Applicant's request to amend pleadings on appeal - Whether the Court of Appeal erred in denying all remedies requested by the Applicant.

PROCEDURAL HISTORY

October 17, 2000
Supreme Court of the Yukon Territory
(Maloney J.)

Applicant's action for unlawful dismissal dismissed

March 21, 2002
Court of Appeal of the Yukon Territory
(Hall, MacKenzie and Saunders JJ.A.)

Appeal dismissed

May 1, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

29209 **No-Strings Enterprises Ltd., Robert-Victor- MacPherson: Kennedy v. Attorney General of Canada, on behalf of Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Revenue** (B.C.) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number CA027167, dated March 11, 2002, is dismissed.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA027167, daté du 11 mars 2002, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Whether the Court of Appeal correctly refused to reinstate the Applicant's appeal.

PROCEDURAL HISTORY

January 31, 2000 Supreme Court of British Columbia (Beames J.)	Order authorizing the Respondent to take action under s. 225.1 and 225.2 of the <i>Income Tax Act</i> granted
April 7, 2000 Supreme Court of British Columbia (Powers J.)	Applicants' applications challenging the constitutional validity of the <i>Income Tax Act</i> and to set aside the authorization order dismissed
November 21, 2001 Court of Appeal of British Columbia (Lambert J.A.)	Applicants' application for reinstatement of the appeal pursuant to s. 25(6) of the <i>Court of Appeal Act</i> dismissed
March 11, 2002 Court of Appeal of British Columbia (Ryan, Low and Levine JJ.A.)	Application for review dismissed
May 13, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29193 **The Honourable Robert H. Nelson, The Honourable Robert H. Nelson, Founder President of Public Defenders for himself and as representative of all those also improperly denied benefits v. Her Majesty the Queen as represented by the Honourable Martin Cauchon, Minister of Canada Customs and Revenue Agency** (FC) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The applications for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-634-01, dated July 29, 2002, are dismissed with costs.

Les demandes d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-634-01, daté du 29 juillet 2002, sont rejetées avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Whether the Court of Appeal erred in dismissing various motions brought by the Applicant.

PROCEDURAL HISTORY

October 18, 2001 Federal Court of Canada (Rouleau J.)	Respondent's motion to strike Applicant's Statement of Claim allowed
April 5, 2002 Federal Court of Appeal (Sharlow J.A.)	Applicant's appeals dismissed
May 2, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed in relation to April 5, 2002 decision of Federal Court of Appeal
June 19, 2002 Supreme Court of Canada (Binnie J.)	Applicant's motion for \$50,000 in punitive damages to be paid forthwith by Respondent dismissed with costs
July 29, 2002 Federal Court of Appeal (Sharlow J.A.)	Various motions submitted by Applicant accepted for filing and denied
August 2, 2002 Supreme Court of Canada (LeBel J.)	No appeal, rehearing or reconsideration available from Binnie J.'s decision; motion dismissed with costs
September 3, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed in relation to July 29, 2002 decision of Federal Court of Appeal

29195 **The Honourable Robert H. Nelson, The Honourable Robert H. Nelson, Founder President of Public Defenders for himself and as representative of all those also improperly denied benefits v. Her Majesty the Queen as represented by the Honourable Martin Cauchon, Minister of Canada Customs and Revenue Agency** (FC) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The applications for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-88-02, dated August 1, 2002, are dismissed with costs.

Les demandes d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-88-02, daté du 1 août 2002, sont rejetées avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Procedural law - Whether the Court of Appeal erred in dismissing various motions brought by the Applicant.

PROCEDURAL HISTORY

October 18, 2001 Federal Court of Canada	Respondent's motion to strike Applicant's Statement of Claim allowed
---	--

(Rouleau J.)

January 23, 2002
Federal Court of Canada
(Blais J.)

Respondent's motion to have Applicant declared vexatious litigant allowed

April 5, 2002
Federal Court of Appeal
(Sharlow J.A.)

Applicant's appeals dismissed

May 2, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed in relation to April 5, 2002 decision of Federal Court of Appeal

June 19, 2002
Supreme Court of Canada
(Binnie J.)

Applicant's motion for \$50,000 in punitive damages to be paid forthwith by Respondent dismissed with costs

August 1, 2002
Federal Court of Appeal
(Sharlow J.A.)

Applicant's motions dismissed with costs

August 2, 2002
Supreme Court of Canada
(LeBel J.)

No appeal, rehearing or reconsideration available from Binnie J.'s decision; motion dismissed with costs

August 28, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed in relation to August 1, 2002 decision of Federal Court of Appeal

29285 **Seymour Grey v. Her Majesty the Queen** (Ont.) (Criminal) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C30481, dated February 10, 2000, is dismissed.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C30481, daté du 10 février 2000, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Criminal - Criminal law - Whether s. 264 of the Criminal Code violates ss. 1, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 26, 27, 28, or 31 of the Charter.

PROCEDURAL HISTORY

January 27, 1997
Ontario Court of Justice
(Blacklock J.)

Applicant convicted of criminal harassment contrary to s. 264 of the *Criminal Code*

February 10, 2000

Appeal against conviction dismissed

Court of Appeal for Ontario
(Catzman, Carthy and Weiler JJ.A.)

August 6, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal and motion for extension of
time filed

29080 **Wendi Washburn Arnold v. Robert Peter Washburn** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C35085, dated December 19, 2001, is dismissed without costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C35085, daté du 19 décembre 2001, est rejetée sans dépens.

NATURE OF THE CASE

Family law - Child Support - *Child Support Guidelines* - Annual Income - Income from exercise and sale of stock options - Special or extraordinary expenses - Whether the Court of Appeal erred by failing to consider the stated objectives of the *Guidelines* - Whether the Court of Appeal erred by failing to consider the definition of "annual income" in the context of the stated objectives of the *Guidelines* - Whether the Court of Appeal erred by finding that the trial judge had properly characterized the stock option income as a "non-recurring" amount under s. 17 of the *Guidelines* - Whether the Court of Appeal erred by failing to consider that the stock options are part of the respondent's annual remuneration and not a "non-recurring" amount - Whether the Court of Appeal erred by finding that the decision of the trial judge to exclude the income from the sale of shares from the respondent's "annual income" was an exercise of discretion that reveals no error in principle - Whether the Court of Appeal erred by finding that the trial judge, instead of awarding vacation expenses under s. 7 of the *Guidelines*, should have found that the amount of child support was inappropriately low and exercised his discretion under section 3(2)(b) by awarding an increased amount of child support - Whether the Court of Appeal failed to impute the respondent's exercised stock options from 1999 to his annual income for child support in the three proceeding years.

PROCEDURAL HISTORY

September 23, 1991
Supreme Court of Ontario
(Isaac J.)

Order : parties to have joint custody of children; Respondent to pay Applicant monthly child support in the amount of \$3 000; Respondent to pay Applicant lump sum spousal support of \$20 000

September 14, 2000
Ontario Superior Court of Justice
(Rutherford J.)

Respondent's annual income determined to be \$377, 000; respondent ordered to pay monthly child support in the amount of \$5324.80; eldest child determined to be "child of the marriage" for support purposes.

November 24, 2000
Ontario Superior Court of Justice
(Rutherford J.)

Original endorsement varied by deleting all mandatory support obligations for eldest child; respondent ordered to pay monthly child support of \$4121.80 for two youngest children.

January 9, 2001
Ontario Superior Court of Justice

Respondent ordered to pay s. 7 educational, membership and vacation/holiday expenses.

(Rutherford J.)

December 19, 2001
Court of Appeal for Ontario
(Catzman, Carthy and Moldaver JJ.A.)

Appeal and cross-appeal allowed.

February 15, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed.

September 27, 2002
Supreme Court of Canada
(Binnie J.)

Motion to extend time to complete application for leave to appeal allowed.

29400 **Robert John Fenn v. The Registrar of Motor Vehicles and the Licence Appeal Tribunal** (Ont.)
(Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number M28320, dated July 8, 2002, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro M28320, daté du 8 juillet 2002, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Administrative law - Judicial Review - Jurisdiction of the Court of Appeal - Whether the Court of Appeal was acting in the exercise of its original (not appeal) jurisdiction when it dismissed the Applicant's motion for leave to appeal - Whether the Court of Appeal erred by using its leave to appeal requirement - Whether the Applicant's rights were unduly restricted by the leave to appeal requirement.

PROCEDURAL HISTORY

October 5, 2001
Licence Appeal Tribunal
(Aouad and Wallace, Members)

Suspension of Applicant's driver licence confirmed

February 18, 2002
Ontario Superior Court of Justice (Divisional Court)
(Dunnet, Esptein and Crane JJ.)

Applicant's application for judicial review, dismissed

July 8, 2002
Court of Appeal for Ontario
(Labrosse, Simmons and Armstrong JJ.A.)

Motion for leave to appeal dismissed

September 30, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

November 24, 2000
Competition Tribunal
(Simpson J.)

Order by Commissioner of Competition prohibiting applicant from offering discount fares on routes operated by respondent airline varied and extended

March 22, 2002
Federal Court of Appeal
(Richard C.J., Evans and Malone JJ.A.)

Appeal dismissed

May 21, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

29258 **Edward Stuart Walker v. Her Majesty the Queen** (B.C.) (Criminal) (By Leave)

Coram:Iacobucci, Binnie and LeBel JJ.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number V03537, dated February 8, 2002, is dismissed.

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro V03537, daté du 8 février 2002, est rejetée.

NATURE OF THE CASE

Criminal Law (Non Charter) - Defence - Evidence - Admissibility of Evidence - Jury Charge - Conviction for second degree murder - Defence of not criminally responsible by reason of mental disorder rejected by jury - Court-ordered assessment of the mental condition of accused ordered under s. 672.12 of the *Criminal Code* - Whether the trial judge erred in ordering the accused to submit to an examination by the Crown's psychiatrist pursuant to s. 672.12 of the *Code* - Whether the trial judge improperly admitted hearsay statements of the deceased - Whether the trial judge erred in admitting the disposition evidence of the accused through the testimony of previous girlfriends - Whether the trial judge failed to properly charge the jury on the treatment of expert evidence and circumstantial evidence.

PROCEDURAL HISTORY

July 8, 1999
Supreme Court of British Columbia
(Edwards J.)

Applicant convicted of second degree murder contrary to s. 235 of the *Criminal Code*

February 8, 2002
Court of Appeal of British Columbia
(Donald, Mackenzie and Low JJ.A.)

Appeal against conviction dismissed

June 7, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal and motion for an extension of time filed

29242 **Robert Séguin c. Sa Majesté la Reine** (Qué.) (Criminelle) (Autorisation)

Coram:Les juges Iacobucci, Binnie et LeBel

La demande de prorogation de délai est accordée et la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-10-001311-982, daté du 20 novembre 2001, est rejetée.

The application for an extension of time is granted and the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-10-001311-982, dated November 20, 2001, is dismissed.

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel - Directives au jury preuve relatives au comportement postérieur à l'infraction - Conscience coupable - Le fait pour le juge de première instance d'avoir donné des directives portant sur la "preuve relative au comportement postérieur à l'infraction" antérieurement aux renseignements du juge Major dans l'arrêt *R. c. White*, dans la mesure où elles ne sont pas entièrement conformes, peuvent-elles donner ouverture à la disposition réparatrice de l'article 686(1)b)iii) du *Code criminel*, en perspective des déficiences que pourrait comporter l'exposé du juge?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 7 février 1998 Cour supérieure du Québec (Guérin j.c.s.)	Demandeur déclaré coupable de meurtre au deuxième degré
Le 20 novembre 2001 Cour d'appel du Québec (Fish, Chamberland jj.c.a.et Letarte j.c.a. [<i>ad hoc</i>])	Appel rejeté
Le 25 juin 2002 Cour suprême du Canada	Demandes d'autorisation d'appel et en prorogation de délai déposées

29046 **John Patrick MacAdam, The Birkenhead Group Inc. v. Her Majesty the Queen** (Ont.) (Civil) (By Leave)

Coram:Iacobucci, Binnie and LeBel JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C30136, dated November 30, 2001, is dismissed without costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C30136, daté du 30 novembre 2001, est rejetée sans dépens.

NATURE OF THE CASE

Taxation - Tax evasion by an individual - Tax evasion by a corporation - Party to an offence as directing mind of a corporation - Provision in sentence for imprisonment in default of payment of fine - Whether the Applicant was denied his right to a speedy trial - Whether the Applicant's counsels provided ineffective assistance and service - Whether the search and seizure were illegal - Whether this case raises *Charter* rights violations

PROCEDURAL HISTORY

April 17, 1997 Ontario Court of Justice (Provincial Division) (White J.)	Applicant convicted on charges of income tax and G.S.T. evasion
June 6, 1997 Ontario Court of Justice (Provincial Division) (White J.)	Applicant MacAdam sentenced to pay fines in the total amount of 164,610.29\$ with a provision for imprisonment

JUDGMENTS ON APPLICATIONS
FOR LEAVE

JUGEMENTS RENDUS SUR LES DEMANDES
D'AUTORISATION

June 9, 1998 Ontario Court of Justice (General Division) (Métivier J.)	in default of payment; Birkenhead Group Inc. sentenced to pay a fine of 66,254.78\$ Appeal dismissed
November 30, 2001 Court of Appeal for Ontario (Laskin, Rosenberg and Moldaver JJ.A.)	Appeal from conviction dismissed; Appeal from sentence allowed : provision for imprisonment in default of payment struck out
February 25, 2002 Supreme Court of Canada (Major J.)	Motion for extension of time granted; time extended to March 15, 2002
April 2, 2002 Supreme Court of Canada (Major J.)	Motion for extension of time granted; time extended to May 15, 2002; no further extension granted
May 14, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

11.12.2002

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion by the appellant to file a reply factum on appeal

Requête de l'appelante pour le dépôt d'un mémoire en réplique lors de l'appel

Her Majesty the Queen

v. (28945)

Jerimiah Josia Johnson (Crim.)(B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE

11.12.2002

Before / Devant: THE CHIEF JUSTICE

Motion to adjourn the hearing of the appeal

Requête pour ajourner l'audition de l'appel

Her Majesty the Queen

v. (28533)

Steve Powley, et al. (Crim.)(Ont.)

DISMISSED / REJETÉE

UPON APPLICATION by the appellant for an order adjourning the hearing of the appeal;

AND HAVING READ the material filed;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The application on behalf of the appellant for an order adjourning the hearing of this appeal scheduled for the 17th and 18th of March 2003 to the 9th and 10th of April 2003 is dismissed.

11.12.2002

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the appellant's factum

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer le mémoire de l'appelante

Inspector David Jones

v. (28846)

Don Morrison, Police Complaint Commissioner, et al.
(B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to January 3, 2003.

11.12.2002

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the appellant's record, factum and book of authorities

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer les dossier, mémoire et recueil de jurisprudence et de doctrine de l'appelante

Her Majesty the Queen

v. (29251)

Matthew S. (Crim.)(Ont.)

GRANTED / ACCORDÉE Time to serve and file the appellant's factum and record extended to November 20, 2002. Time to serve and file the appellant's book of authorities extended to November 27, 2002.

13.12.2002

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the book of authorities of the intervener the Attorney General of Ontario

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer le recueil de jurisprudence et de doctrine de l'intervenant le procureur général de l'Ontario

S.A.B.

v. (28862)

Her Majesty the Queen (Crim.)(Alta.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to November 29, 2002.

13.12.2002

Before / Devant: MAJOR J.

Further order on motion for leave to intervene

BY/PAR: Attorney General of Canada

IN/DANS: Her Majesty the Queen

v. (28945)

Jerimiah Josia Johnson (Crim.)(B.C.)

and

Her Majesty the Queen

v. (28946)

Daniel George Edgar (Crim.)(B.C.)

and

Her Majesty the Queen

v. (29043)

Stewart James Smith (Crim.)(B.C.)

and

Her Majesty the Queen

v. (29083)

Steven Keith Mitchell (Crim.)(B.C.)

and

Her Majesty the Queen

v. (29140)

Michael Edward Kelly (Crim.)(B.C.)

UPON APPLICATION by the Attorney General of Canada for leave to intervene in the above appeals and pursuant to the order of July 5, 2002;

IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT the said intervener is granted permission to present oral argument not exceeding fifteen (15) minutes in total at the hearing of the appeals.

13.12.2002

Before / Devant: MAJOR J.

Further order on motion for leave to intervene

Autre ordonnance sur une requête en autorisation d'intervention

BY/PAR: Attorney General of Ontario

IN/DANS: Her Majesty the Queen

v. (28945)

Jerimiah Josia Johnson (Crim.)(B.C.)

UPON APPLICATION by the Attorney General of Ontario for leave to intervene in the above appeal and pursuant to the order of May 30, 2002;

IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT the said intervener is granted permission to present oral argument not exceeding fifteen (15) minutes at the hearing of the appeal.

13.12.2002

Before / Devant: MAJOR J.

Further order on motion for leave to intervene

Autre ordonnance sur une requête en autorisation d'intervention

BY/PAR: Attorney General of Alberta

IN/DANS: Her Majesty the Queen

v. (28945)

Jerimiah Josia Johnson (Crim.)(B.C.)

and

Her Majesty the Queen

v. (28946)

Daniel George Edgar (Crim.)(B.C.)

UPON APPLICATION by the Attorney General of Alberta for leave to intervene in the above appeals and pursuant to the orders of May 30, 2002;

IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT the said intervener is granted permission to present oral argument not exceeding fifteen (15) minutes in total at the hearing of the appeals.

**NOTICE OF APPEAL FILED SINCE
LAST ISSUE**

**AVIS D'APPEL DÉPOSÉS DEPUIS LA
DERNIÈRE PARUTION**

13.12.2002

Norm Ringstad, in his capacity as the Project Assessment Director for the Tulsequah Chief Mine Project, Sheila Wynn, in her capacity as the Executive Director, Environmental Assessment Office, et al.

v. (29146)

The Taku River Tlingit First Nation and Melvin Jack, on behalf of himself and all other members of the Taku River Tlingit First Nation, et al. (B.C.)

13.12.2002

Brian Joseph Smith

v. (29166)

Her Majesty the Queen (Nfld.)

**APPEALS HEARD SINCE LAST ISSUE
AND DISPOSITION**

**APPELS ENTENDUS DEPUIS LA
DERNIÈRE PARUTION ET
RÉSULTAT**

13.12.2002

CORAM: Chief Justice McLachlin and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

David Malmo-Levine

v. (28026)

**Her Majesty the Queen (B.C.) (Criminal) (As of
Right / By Leave)**

David Malmo-Levine appearing in person.

S. David Frankel Q. C., Kevin Wilson and W. Paul Riley for the respondent.

Joseph J. Arvay, Q.C. and Matthew Pollard for the intervener British Columbia Civil Liberties Association.

Andrew K. Lokan and Andrew Lewis for the intervener Canadian Civil Liberties Association.

Milan Rupic for the intervener Attorney General for Ontario.

Victor Eugene Caine

v. (28148)

Her Majesty the Queen (B.C.) (Criminal) (By Leave)

John W. Conroy, Q.C. for the appellant.

S. David Frankel Q. C., Kevin Wilson and W. Paul Riley for the respondent.

Joseph J. Arvay, Q.C. and Matthew Pollard for the intervener British Columbia Civil Liberties Association.

Andrew K. Lokan and Andrew Lewis for the intervener Canadian Civil Liberties Association.

Milan Rupic for the intervener Attorney General for Ontario.

Christopher James Clay

v. (28189)

**Her Majesty the Queen (Ont.) (Criminal) (By Leave)
(Motion To Adduce New Evidence)**

Alan Young and Paul Burstein for the appellant.

S. David Frankel Q. C., Kevin Wilson and W. Paul Riley for the respondent.

Joseph J. Arvay, Q.C. and Matthew Pollard for the intervener British Columbia Civil Liberties Association.

Andrew K. Lokan and Andrew Lewis for the intervener Canadian Civil Liberties Association.

Milan Rupic for the intervener Attorney General for Ontario.

ADJOURNED TO THE SPRING SESSION / AJOURNÉ À LA SESSION DU PRINTEMPS

The appeals from the judgments of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Numbers CA024517 and CA025287 dated June 2, 2000 and from the

judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number CA28066, dated July 31, 2000, heard on December 13, 2002 are adjourned to the Spring Session.

The Chief Justice (orally):

In these appeals, the Court is being asked to determine the constitutionality of provisions of the *Narcotic Control Act*, R.S.C. 1985, c. N-1, prohibiting possession of marijuana.

According to the written submissions to the Court, a central question is whether harm to society or to any person by the use of marijuana is sufficient to permit criminalization. The Minister of Justice and the Attorney General of Canada, who is the respondent in the three appeals before us, has announced his intention to introduce legislation in Parliament that would decriminalize in some way the present marijuana offences, and has made comments on the gravity of the existing offences. The process announced by the Minister will inevitably involve a discussion of what harm comes from the conduct covered by these offences, and its proportionality to conviction and its consequences. We may therefore expect that the underlying basis for the criminalization of marijuana possession and use will be taken up in Parliament and widely discussed in the months to come.

That examination and discussion may well prove to be of relevance to the case and of interest to the parties, and may provide guidance to the Court in deciding the present appeals. Accordingly, considering all these circumstances, particularly the interest in a full and fair hearing on these issues, the Court will adjourn these appeals to the Spring term. In adjourning these appeals, the Court expresses no view on the issues before us.

Les appels contre les arrêts de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéros CA024517 et CA025287 en date du 2 juin 2000 et contre l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro CA28066 en date du 31 juillet 2000, entendus le 13 décembre 2002, sont ajournés jusqu'à la session du printemps.

Le Juge en chef (oralement) :

[TRADUCTION] Dans les présents appels, la Cour est appelée à statuer sur la constitutionnalité des dispositions de la *Loi sur les stupéfiants*, L.R.C. 1985, ch. N-1, interdisant la possession de marijuana.

D'après l'argumentation écrite soumise à la Cour, une question centrale est de savoir si le préjudice causé à la société ou à une personne est suffisant pour justifier la criminalisation. Le ministre de la Justice et procureur général du Canada, intimé dans les trois appels dont nous sommes saisis, a fait part de son intention de déposer au Parlement un projet de loi qui décriminaliserait en quelque sorte les infractions prévues actuellement en matière de marijuana, et il a formulé des observations sur la gravité des infractions existantes. Cette mesure annoncée par le ministre comportera inévitablement une analyse du préjudice découlant de ces infractions, et de sa proportionnalité avec la déclaration de culpabilité et les conséquences qui s'y rattachent. Nous pouvons donc nous attendre à ce que, au cours des prochains mois, la question du bien-fondé de la criminalisation de la possession et de l'utilisation de la marijuana soit examinée et débattue considérablement au Parlement.

Il se peut bien que cet examen et ce débat se révèlent pertinents en l'espèce et intéressants pour les parties en cause, et qu'ils aident la Cour à statuer sur les présents appels. Compte tenu de toutes ces circonstances et, en particulier, du droit à la tenue d'une audience complète et équitable relativement à ces questions, la Cour ajourne l'audition des appels jusqu'à la session du printemps. Ce faisant, la Cour n'émet aucune opinion sur les questions dont elle est saisie en l'espèce.

Nature of the case:

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Section 7 - Narcotic Control Act, s. 4 - Whether the Court of Appeal erred in characterizing the harms that may come with cannabis use as inherent, instead of a product of mis-cultivation, mis-distribution and mis-use - Did the Court of Appeal fail to address the issue of whether the harm principle applies to growers and dealers of cannabis who arguably play an essential role in cannabis harm reduction? - Whether the Court of Appeal erred in not considering the principle of equality found in s. 15 of the Charter as it applies to “substance orientation” and in not applying equality to every producer and distributor of stimulants and relaxants, whether bean, grape, herb or otherwise.

(28148)

Nature of the case:

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Section 7 - Narcotic Control Act, s. 3(1) - Whether prohibiting possession of Cannabis (marihuana) for personal use under s. 3(1) of the Narcotic Control Act, R.S.C. 1985, c. N-1, by reason of the inclusion of this substance in s. 3 of the Schedule to the Act (now s. 1, Schedule II, Controlled Drugs and Substances Act, S.C. 1996, c. 19), infringes s. 7 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms - If the answer is in the affirmative, is the infringement justified under s. 1 of the Charter? - Whether the prohibition on the possession of Cannabis (marihuana) for personal use under s. 3(1) of the Narcotic Control Act, by reason of the inclusion of this substance in s. 3 of the Schedule to the Act (now s. 1, Schedule II, Controlled Drugs and Substances Act, S.C. 1996, c. 19), is within the legislative competence of the Parliament of Canada as being a law enacted for the peace, order and good government of Canada pursuant to s. 91 of the Constitution Act, 1867; as being enacted pursuant to the criminal law power in s. 91(27) thereof; or otherwise.

(28189)

Nature de la cause:

Charte canadienne des droits et libertés - Article 7 - Loi sur les stupéfiants, art. 4 - La Cour d’appel a-t-elle commis une erreur en qualifiant d’inhérents à la substance les préjudices pouvant résulter de la consommation du cannabis, au lieu de les considérer comme étant la conséquence d’une mauvaise culture, d’une mauvaise distribution et d’un mauvais usage? - La Cour d’appel a-t-elle omis de se pencher sur la question de savoir si le principe du préjudice s’applique aux producteurs et aux distributeurs de cannabis qui, peut-on soutenir, jouent un rôle essentiel dans la réduction des préjudices associés au cannabis? - La Cour d’appel a-t-elle commis une erreur en ne considérant pas que le principe de l’égalité contenu à l’art. 15 de la Charte s’applique à « l’orientation sous l’angle de la substance concernée » et en n’appliquant pas le principe de l’égalité à tous les producteurs et distributeurs de stimulants et de relaxants, que ces produits soient extraits de grains, de raisins, de plantes ou autres?

Nature de la cause:

Charte canadienne des droits et libertés - Article 7 - Loi sur les stupéfiants, par. 3(1) - Est-ce que l’interdiction d’avoir en sa possession du Cannabis (marihuana) aux fins de consommation personnelle -- interdiction prévue au par. 3(1) de la Loi sur les stupéfiants, L.R.C. 1985, ch. N-1, du fait de la mention de cette substance à l’art. 3 de l’annexe de cette loi (maintenant l’art. 1 de l’annexe II de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, L.C. 1996, ch. 19) --, porte atteinte à l’art. 7 de la Charte canadienne des droits et libertés? - Si la réponse est affirmative, l’atteinte est-elle justifiée au regard de l’article premier de la Charte? - Est-ce que l’interdiction d’avoir du Cannabis (marihuana) aux fins de consommation personnelle -- interdiction prévue au par. 3(1) de la Loi sur les stupéfiants, du fait de la mention de cette substance à l’art. 3 de l’annexe de cette loi (maintenant l’art. 1 de l’annexe II de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances --, relève de la compétence législative du Parlement du Canada en tant que règle de droit édictée soit en vertu de l’art. 91 de la Loi constitutionnelle de 1867 pour assurer la paix, l’ordre et le bon gouvernement du Canada, soit en vertu du pouvoir de légiférer sur le droit criminel prévu au par. 91(27) de la Loi constitutionnelle de 1867, soit en vertu d’un autre pouvoir?

Nature of the case:

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Section 7 - Narcotic Control Act, s. 3(1) - Whether prohibiting possession of Cannabis (marihuana) for personal use under s. 3(1) of the Narcotic Control Act, R.S.C. 1985, c. N-1, by reason of the inclusion of this substance in s. 3 of the Schedule to the Act (now s. 1, Schedule II, Controlled Drugs and Substances Act, S.C. 1996, c. 19), infringes s. 7 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms - If the answer is in the affirmative, is the infringement justified under s. 1 of the Charter? - Whether the prohibition on the possession of Cannabis (marihuana) for personal use under s. 3(1) of the Narcotic Control Act, by reason of the inclusion of this substance in s. 3 of the Schedule to the Act (now s. 1, Schedule II, Controlled Drugs and Substances Act, S.C. 1996, c. 19), is within the legislative competence of the Parliament of Canada as being a law enacted for the peace, order and good government of Canada pursuant to s. 91 of the Constitution Act, 1867; as being enacted pursuant to the criminal law power in s. 91(27) thereof; or otherwise.

Nature de la cause:

Charte canadienne des droits et libertés - Article 7 - Loi sur les stupéfiants, par. 3(1) - Est-ce que l'interdiction d'avoir en sa possession du Cannabis (marihuana) aux fins de consommation personnelle -- interdiction prévue au par. 3(1) de la Loi sur les stupéfiants, L.R.C. 1985, ch. N-1, du fait de la mention de cette substance à l'art. 3 de l'annexe de cette loi (maintenant l'art. 1 de l'annexe II de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, L.C. 1996, ch. 19) --, porte atteinte à l'art. 7 de la Charte canadienne des droits et libertés? - Si la réponse est affirmative, l'atteinte est-elle justifiée au regard de l'article premier de la Charte? - Est-ce que l'interdiction d'avoir du Cannabis (marihuana) aux fins de consommation personnelle -- interdiction prévue au par. 3(1) de la Loi sur les stupéfiants, du fait de la mention de cette substance à l'art. 3 de l'annexe de cette loi (maintenant l'art. 1 de l'annexe II de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances --, relève de la compétence législative du Parlement du Canada en tant que règle de droit édictée soit en vertu de l'art. 91 de la Loi constitutionnelle de 1867 pour assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, soit en vertu du pouvoir de légiférer sur le droit criminel prévu au par. 91(27) de la Loi constitutionnelle de 1867, soit en vertu d'un autre pouvoir?

Reasons for judgment are available

Les motifs de jugement sont disponibles

DECEMBER 19, 2002 / LE 19 DÉCEMBRE 2002

28179 **Attorney General of Nova Scotia - v. - Susan Walsh and Wayne Bona - and - Attorney General of Canada, Attorney General for Ontario, Attorney General of Quebec, Attorney General of British Columbia and Attorney General for Alberta (N.S.) 2002 SCC 83 / 2002 CSC 83**

Coram: McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

The appeal from the judgment of the Nova Scotia Court of Appeal, CA No. 159139, dated April 19, 2000, heard on June 14, 2002 is allowed, L'Heureux-Dubé J. dissenting.

The constitutional questions are answered as follows:

1. Does s. 2(g) of the *Matrimonial Property Act*, R.S.N.S. 1989, c. 275, discriminate against heterosexual unmarried cohabitants contrary to s. 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

No. L'Heureux-Dubé J. would answer yes.

2. If the answer to question 1 is "yes", is the discrimination a reasonable limit prescribed by law which can be demonstrably justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Charter*?

No answer is required. L'Heureux-Dubé J. would answer no.

L'appel contre l'arrêt de la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse, CA No. 159139, en date du 19 avril 2000, entendu le 14 juin 2002 est accueilli. Le juge L'Heureux-Dubé est dissidente.

Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes :

1. L'alinéa 2g) de la *Matrimonial Property Act*, R.S.N.S. 1989, ch. 275, traite-t-il de façon discriminatoire, en contravention du par. 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*, les conjoints de fait hétérosexuels?

Non. Le juge L'Heureux-Dubé répondrait oui.

2. Si la réponse à la première question est « oui », ce traitement discriminatoire constitue-t-il, au sens de l'article premier de la *Charte*, une limite raisonnable, prescrite par une règle de droit, dont la justification peut se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique?

Il n'est pas nécessaire de répondre à cette question. Le juge L'Heureux-Dubé répondrait non.

27418 **Louise Gosselin - c. - Le procureur général du Québec - et - Le procureur général de l'Ontario, le procureur général du Nouveau-Brunswick, le procureur général de la Colombie-Britannique, le procureur général de l'Alberta, Droits et Démocratie (aussi appelée le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique), la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, l'Association nationale de la femme et du droit (ANFD), le Comité de la Charte et des questions de pauvreté (CCQP) et l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne** (Qué.) 2002 SCC 84 / 2002 CSC 84

Coram : Le juge en chef McLachlin et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel

L'appel contre l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-001092-923, en date du 23 avril 1999, entendu le 29 octobre 2001 est rejeté. Les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel sont dissidents.

Les questions constitutionnelles reçoivent les réponses suivantes:

1. Le paragraphe 29a) du *Règlement sur l'aide sociale*, R.R.Q. 1981, ch. A-16, r. 1, adopté en vertu de la *Loi sur l'aide sociale*, L.R.Q., ch. A-16, violait-il le paragraphe 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* pour le motif qu'il établissait une distinction discriminatoire fondée sur l'âge relativement aux personnes seules, aptes au travail, âgées de 18 à 30 ans?

Réponse : Non. Les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel répondraient oui.

2. Dans l'affirmative, cette violation est-elle justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique, en vertu de l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Réponse : Compte tenu de la réponse à la question 1, il n'est pas nécessaire de répondre à cette question. Les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel répondraient non.

3. Le paragraphe 29a) du *Règlement sur l'aide sociale*, R.R.Q. 1981, ch. A-16, r. 1, adopté en vertu de la *Loi sur l'aide sociale*, L.R.Q., ch. A-16, violait-il l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés* pour le motif qu'il portait atteinte au droit à la sécurité des personnes qu'il visait, et ce d'une façon incompatible avec les principes de justice fondamentale?

Réponse : Non. Les juges L'Heureux-Dubé et Arbour répondraient oui.

4. Dans l'affirmative, cette violation est-elle justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique, en vertu de l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*?

Réponse : Vu la réponse donnée à la question 3, il n'est pas nécessaire de répondre à cette question. Les juges L'Heureux-Dubé et Arbour répondraient non.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Number 500-09-001092-923, dated April 23, 1999, heard on October 29, 2001 is dismissed. L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. are dissenting.

The constitutional questions are answered as follow:

-
1. Did s. 29(a) of the *Regulation Respecting Social Aid*, R.R.Q. 1981, c. A-16, r. 1, adopted under the *Social Aid Act*, R.S.Q., c. A-16, infringe s. 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* on the ground that it established a discriminatory distinction based on age with respect to individuals, capable of working, aged 18 to 30 years?

Answer: No. L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. would answer yes.

2. If so, is the infringement justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Answer: In view of the answer to Question 1, it is not necessary to answer this question. L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. would answer no.

3. Did s. 29(a) of the *Regulation Respecting Social Aid*, R.R.Q., 1981, c. A-16, r. 1, adopted under the *Social Aid Act*, R.S.Q., c. A-16, infringe s. 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* on the ground that it deprived those to whom it applied of their right to security of the person contrary to the principles of fundamental justice?

Answer: No. L'Heureux-Dubé and Arbour JJ. would answer yes.

4. If so, is the infringement justified in a free and democratic society under s. 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*?

Answer: In view of the answer to Question 3, it is not necessary to answer this question. L'Heureux-Dubé and Arbour JJ. would answer no.

DECEMBER 20, 2002 / LE 20 DÉCEMBRE 2002

28117 **André Prud'homme, Gilles Prud'homme, Jean-Paul Fortin, André Fortin et Savino Cantatore - v. - Fernand Prud'homme - et - Société Radio-Canada, La Presse Ltée, 3834310 Canada Inc., Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée et Fédération professionnelle des journalistes du Québec** (Qué.) 2002 SCC 85 / 2002 CSC 85

Coram : Le juge en chef McLachlin et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel

L'appel contre l'arrêt de la Cour d'appel du Québec, numéro 500-09-007900-996, en date du 26 juin 2000, entendu le 13 mars 2002, est rejeté avec dépens.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec, Number 500-09-007900-996, dated June 26, 2000, heard on March 13, 2002, is dismissed with costs.

28654 **James Chamberlain, Murray Warren, Diane Willcott, Blaine Cook, by his Guardian Ad Litem, Sue Cook, and Rosamund Elwin - v. - Board of Trustees of School District No. 36 (Surrey) - and - EGALE Canada Inc., British Columbia Civil Liberties Association, Families in Partnership, Board of Trustees of School District No. 34 (Abbotsford), Elementary Teachers' Federation of Ontario, Canadian Civil Liberties Association, Evangelical Fellowship of Canada, Archdiocese of Vancouver, Catholic Civil Rights League and Canadian Alliance for Social Justice and Family Values Association (B.C.) 2002 SCC 86 / 2002 CSC 86**

Coram: McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number CA025465, dated April 17, 2001, heard on June 12, 2002 is allowed with costs throughout to the appellants. The question of whether the books should be approved is remanded to the School Board to be considered according to the criteria laid out in the Board's own regulation, the curriculum guidelines and the broad principles of tolerance and non-sectarianism underlying the *School Act*. Gonthier and Bastarache JJ. are dissenting.

L'appel contre l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA025465, en date du 17 avril 2001, entendu le 12 juin 2002 est accueilli avec dépens en faveur des appelants dans toutes les cours. La question de savoir si les manuels devraient être approuvés est renvoyée au Conseil scolaire pour qu'il tranche en fonction des critères établis dans son règlement, des lignes directrices afférentes au programme d'études et des principes généraux de tolérance et de non-confessionnalité qui sous-tendent la *School Act*. Les juges Gonthier et Bastarache sont dissidents.

Attorney General of Nova Scotia - v. - Susan Walsh - and - Attorney General of Canada, Attorney General of British Columbia, Attorney General for Ontario, Attorney General of Alberta, Attorney General of Quebec (N.S.) (Civil) (28179)
Indexed as: Nova Scotia (Attorney General) v. Walsh / Répertoire : Nouvelle-Écosse (Procureur général) c. Walsh
Neutral citation: 2002 SCC 83. / Référence neutre : 2002 CSC 83.
Judgment rendered December 19, 2002 / Jugement rendu le 19 décembre 2002

Present: McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

Constitutional law -- Charter of Rights -- Equality rights -- Division of matrimonial property -- Definition of "spouse" -- Definition of spouse in matrimonial property legislation limited to a man and a woman who are married to each other -- Whether exclusion of unmarried cohabiting opposite sex couples discriminatory within meaning of s. 15(1) of Canadian Charter of Rights and Freedoms – Matrimonial Property Act, R.S.N.S. 1989, c. 275, s. 2(g).

Family law -- Division of matrimonial property -- Definition of "spouse" -- Definition of spouse in matrimonial property legislation limited to a man and a woman who are married to each other – Whether exclusion of unmarried cohabiting opposite sex couples from definition of spouse constitutional – Canadian Charter of Rights and Freedoms, s. 15(1) – Matrimonial Property Act, R.S.N.S. 1989, c. 275, s. 2(g).

The parties, B and W, cohabited for approximately 10 years. W applied for spousal support, child support and a declaration that the definition of "spouse" in s. 2(g) of Nova Scotia *Matrimonial Property Act* ("MPA") was unconstitutional for failing to provide her with the presumption, applicable to married spouses, of an equal division of matrimonial property, in violation of s. 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. The trial judge held that the exclusion of common law spouses from the definition of "spouse" did not constitute discrimination within the meaning of s. 15(1). The Court of Appeal set aside the decision, concluding that the legislation infringed s. 15(1) and that the infringement was not justifiable under s. 1 of the *Charter*.

Held (L'Heureux-Dubé J. dissenting): The appeal is allowed. The exclusion from the *MPA* of unmarried cohabiting persons of the opposite sex is not discriminatory within the meaning of s. 15(1) of the *Charter*. The distinction does not affect the dignity of these persons and does not deny them access to a benefit or advantage available to married persons.

Per McLachlin C.J. and Iacobucci, Major, **Bastarache**, Binnie, Arbour and LeBel JJ.: The three-part test for determining whether an impugned statute violates the s. 15(1) equality guarantee was set out in *Law*. With respect to the first two inquiries, the Crown conceded that the *MPA* provides differential treatment for the purpose of s. 15(1) and that marital status is an analogous ground of discrimination. With respect to the third inquiry, it can be stated, in the present case, as whether a reasonable heterosexual unmarried cohabiting person, taking into account all of the relevant contextual factors, would find the *MPA*'s failure to include him or her in its ambit has the effect of demeaning his or her dignity.

The equality guarantee is a comparative concept. The comparator groups in this case are married and unmarried heterosexual cohabitants. Although in some cases certain functional similarities between these two groups may be substantial, it would be wrong here to ignore the significant heterogeneity that exists within the claimant's comparator group. Reliance solely on certain "functional similarities" between the two groups does not adequately address the full range of traits, history and circumstances of the comparator group of which the claimant is a member.

Although the courts and legislatures have recognized the historical disadvantages suffered by unmarried cohabiting couples, where legislation has the effect of dramatically altering the legal obligations of partners, choice must be paramount. The decision to marry or not is intensely personal. Many opposite sex individuals in conjugal relationships of some permanence have chosen to avoid marriage and the legal consequences that flow from it. To ignore the differences among cohabiting couples presumes a commonality of intention and understanding that simply does not exist. This effectively nullifies the individual's freedom to choose alternative family forms and to have that choice respected by the state.

Examination of the context in which the discrimination claim arises also involves a consideration of the relationship between the grounds and the claimant's characteristics or circumstances. The *MPA* deems married persons

to have agreed to an economic partnership wherein both pecuniary and non-pecuniary contributions to the marriage partnership are considered to be of equal worth entitling each spouse, *inter alia*, to an equal division of a pool of assets upon marriage breakdown. The *MPA* also confers other benefits and imposes other obligations on the spouses. The decision to marry, which requires the consent of each spouse, encapsulates within it the spouses' consent to be bound by the *MPA* proprietary regime. Unmarried cohabitants, on the other hand, maintain their respective proprietary rights and interests throughout the duration of their relationship and at its end. If they so choose, however, they are able to access all of the benefits applicable to married couples under the *MPA*. They are free to marry, enter into domestic contracts, own property jointly or register as domestic partners. There is thus no discriminatory denial of a benefit in this case because those who do not marry are free to take steps to deal with their personal property in such a way as to create an equal partnership between them.

The decision to live together is insufficiently indicative of an intention to contribute to and share in each other's assets and liabilities. While many unmarried cohabitants have agreed as between themselves to live as economic partners for the duration of their relationship, it does not necessarily follow that these same persons would agree to restrict their ability to deal with their own property during the relationship or to share in all of the other's assets and liabilities following the end of the relationship. People who marry can be said to freely accept mutual rights and obligations. A decision not to marry should be respected because it also stems from a conscious choice of the parties.

Even if the freedom to marry is sometimes illusory, it does not warrant setting aside an individual's freedom of choice and imposing on that individual a regime that was designed for persons who have made an unequivocal commitment encompassing the equal partnership described in the *MPA*. While inequities may exist in certain unmarried cohabiting relationships which may result in unfairness on relationship breakdown, there is no constitutional requirement that the state extend the protections of the *MPA* to those persons. Alternative choices and remedies are available to persons unwilling or unable to marry.

In sum, the application of the *MPA* to married persons only is not discriminatory in this case as the distinction reflects and corresponds to the differences between those relationships and as it respects the fundamental personal autonomy and dignity of the individual. In this context, the dignity of common law spouses cannot be said to be affected adversely. There is no deprivation of a benefit based on stereotype or presumed characteristics perpetuating the idea that unmarried couples are less worthy of respect or valued as members of Canadian society. All cohabitants are deemed to have the liberty to make fundamental choices in their lives. The object of s. 15(1) is respected. Moreover, the discriminatory aspect of the legislative distinction must be determined in light of *Charter* values. One of these essential values is liberty, basically defined as the absence of coercion and the ability to make fundamental choices with regard to one's life. Limitations imposed by this Court that serve to restrict this freedom of choice among persons in conjugal relationships would be contrary to the liberty interest.

Per Gonthier J.: There is agreement with the majority reasons. Legislative provisions that attach burdens and advantages to marriage are not discriminatory in and of themselves. Legislatures are entitled to define and promote fundamental institutions such as marriage, which is founded on the consent of the parties and is contractual in nature. It is therefore fitting that certain attributes, rights and obligations which serve to give marriage its unique character are not conferred on unmarried couples.

The *Charter* does not require that the legislature treat married and unmarried couples identically. The right to equality is a comparative right requiring reference to an appropriate comparator group. The purpose of such a comparison is to determine whether the person invoking s. 15(1) of the *Charter* is subject to differential treatment sufficient to constitute a violation of the equality right. The situation of couples who have chosen life commitment through marriage is not comparable to that of unmarried couples when one considers that with married couples, there is a permanent and reciprocal life commitment, to which the legislature has attached, among other things, a presumption of equal division of matrimonial assets. Unmarried couples do not make that same commitment, and rights and duties akin to marriage should not as a result follow. The fundamental differences between common law and married couples make them inappropriate comparator groups in this respect. The fact that some unmarried couples have relationships similar to those of married couples does not undermine the central distinguishing feature of the institution of marriage: permanent contractual commitment. When couples marry, they commit to respect the consequences and obligations flowing from their choice.

It is this choice that legitimates the system of benefits and obligations attached to marriage generally, and, in particular, those relating to matrimonial assets. To extend the presumption of equal division of matrimonial assets to common law couples would be to intrude into the most personal and intimate of life choices by imposing a system of obligations on people who never consented to such a system. To presume that common law couples want to be bound by the same obligations as married couples is contrary to their choice to live in a common law relationship without the obligations of marriage.

Although there has been growing recognition that common law spouses should be subject to the same spousal support regime as married spouses, this recognition does not extend to a division of matrimonial property, as different principles underlie the two regimes. The objective of matrimonial property division is to divide assets according to a property regime chosen by the parties, either directly by contract or indirectly by the fact of marriage, while the main objective of support is to meet the needs of spouses and their children. The support obligation is non-contractual and responds to situations of dependency that may occur in common law relationships.

Per L'Heureux-Dubé J. (dissenting): In conducting the three-stage analysis set out in *Law* to determine whether legislation infringes s. 15(1), it must be remembered that fundamental to the equality rights guarantee is its broad remedial purpose to recognize the innate dignity of each human being in society. This fundamental purpose is violated whenever a sufficient distinction is drawn between individuals or groups on an enumerated or analogous ground in such a way as to reflect the stereotypical application of presumed group or personal characteristics or so as to create the effect of perpetuating or promoting the view that the claimant is less capable, or less worthy, of recognition or value as a human being. In this case, the Court is required to identify differential treatment by observing the way the legislation treats two comparator groups: heterosexual married cohabitants and heterosexual unmarried cohabitants. The question is whether a person reflecting objectively on the claimant's situation would regard the exclusion of all heterosexual unmarried cohabitants as being a violation of the claimant's dignity.

With respect to the first two steps of the *Law* analysis, the Crown conceded that the *MPA* draws a distinction between married and heterosexual unmarried cohabitants in the definition of spouse and that the distinction is based on the personal characteristic of marital status, which constitutes an analogous ground of discrimination under s. 15(1). Since formal discrimination has been established, it is left to determine whether the distinction violates the purpose of s. 15(1) by diminishing the claimant's dignity by promoting the view that she is less capable or worthy of recognition or value as a human being. A number of contextual factors must inform this analysis, to ensure that the claim is situated in its full legal, social and historical context in order to serve the broad remedial purpose of s. 15(1). The four factors enumerated in *Law*, the purpose of the *MPA* and other relevant considerations lead to the conclusion that the distinction drawn in the *MPA* has the effect of diminishing the claimant's dignity.

Heterosexual unmarried cohabitants have historically faced disadvantages through a legal system that fails to acknowledge them as legitimate family forms. This pre-existing disadvantage has abated in recent years but remains exacerbated by the denial of equal treatment in the *MPA*. In failing to account for these people, the *MPA* does not serve a justifiable ameliorative purpose, nor does it provide a remedy in response to the actual needs of unmarried people. The *prima facie* right to an equal division of property and assets is of fundamental importance and the most expedient means of resolving the very difficult matters associated with the dissolution of a long-term relationship at a time where patience and emotional stability are at a premium. The failure to provide the benefits of the *MPA* to heterosexual unmarried cohabitants thus constitutes a failure to provide a fundamental benefit at a time when it is most needed. In doing so, the legislature draws a distinction based on a status wholly unrelated to the actual needs of people whose relationships of interdependence have come to an end and who, as a result, require redistribution of economic resources through property equalization and support. Heterosexual unmarried cohabitants experience similar needs as their married counterparts when the relationship comes to an end. In this sense, the relationships are functionally equivalent. Each of these relationships performs the same valuable functions and the law should apply equally to both. Since the purpose of the *MPA* is to recognize this need and to alleviate it, limiting the recognition to married cohabitants implies that the needs of heterosexual unmarried cohabitants are not worthy of the same recognition solely because the people in need have not married. Further, the *MPA* equal presumption is based on the recognition of the contribution made by both spouses to the family. Functionally, spouses contribute to various types of families. The *MPA*'s refusal to recognize the contributions made by

non-married persons to their relationships sends the message that, by virtue of their marital status alone, their relationship is less worthy of respect and value.

Although unmarried cohabitants are relationships, on average, of shorter duration, the *MPA* has built in devices to allow the court to rebut the presumption of equal sharing where appropriate. It is no excuse to deny the benefit of equal sharing to all heterosexual unmarried cohabitants simply because some members of the group do not deserve or want this equal division. The legislature is in the best position to craft legislation that takes into account the difficulties associated with extending the benefit.

The dignity of the members of the claimant's group is further attacked by claims that the *MPA* is designed to give effect to the intentions of married and unmarried persons at the outset of their relationships. The *MPA* has nothing to do with choice or consensus, and everything to do with recognizing the needs of spouses at the end of the relationship. Initial intentions are, therefore, of little consequence. People are often unaware of their legal rights and obligations and do not organize their personal lives in a manner to achieve specific legal consequences. Matrimonial property legislation imposes a wealth distribution regime on marriage dissolution without regard for the wishes of married cohabitants at the outset of their relationship, not on some pre-conceived consensus. Furthermore, many heterosexual unmarried cohabitants cohabit not out of choice but out of necessity. For many, choice is denied them by virtue of the wishes of the other partner. To deny them a remedy because the other partner chose to avoid certain consequences creates a situation of exploitation. Even if research were to show that unmarried cohabitants choose to cohabit in order to avoid the legal consequences of marriage, those findings would be irrelevant as it is the reality of the relationship at its termination that the *MPA* addresses, not the intentions of the parties at its outset.

Courts and legislatures in this country have also recognized that denying certain benefits to a class of persons on the basis of their marital status is unjust where the need for these benefits is felt by both unmarried and married cohabitants equally. Both courts and legislatures have extended certain benefits to heterosexual unmarried cohabitants. The appreciation of an injustice and the resulting actions reinforce the view that the denial of marital property benefits demeans the dignity of heterosexual unmarried cohabitants. The steps taken constitute an acknowledgement of an historic attack upon the dignity of these individuals. Lastly, the *MPA* cannot survive a s. 15(1) scrutiny because of the availability of alternative remedies. These remedies are inadequate relative to those accorded spouses under the *MPA*. The claimant's dignity is demeaned by offering her remedies that are greatly deficient relative to the legislated property regime.

Given these conclusions, it follows that the *MPA* infringes s. 15(1). This infringement cannot be saved by s. 1 of the *Charter*. There does not appear to be a pressing and substantial objective for the omission of heterosexual unmarried cohabitants from the *MPA*. Taken as a whole, the true objective of the *MPA* is the protection of married individuals from the harmful effects following the breakdown of the marriage to the exclusion of all non-married cohabitants. This is not a constitutional objective. Assuming that the objectives of the *MPA* are pressing and substantial and justify a breach of a constitutional right, the means chosen are not proportional to the objectives considered due to the absence of any rational connection between the exclusion of heterosexual unmarried cohabitants from the *MPA* and the purported purpose of the statute.

APPEAL from a judgment of the Nova Scotia Court of Appeal (2000), 183 N.S.R. (2d) 74, 568 A.P.R. 74, 5 R.F.L. (5th) 188, 186 D.L.R. (4th) 50, [2000] N.S.J. No. 117 (QL), 2000 NSCA 53, setting aside a decision of the Supreme Court of Nova Scotia (1999), 178 N.S.R. (2d) 151, 549 A.P.R. 151, 67 C.R.R. (2d) 297, [1999] N.S.J. No. 290 (QL), with supplementary reasons (2000), 185 N.S.R. (2d) 190, 575 A.P.R. 190, 7 R.F.L. (5th) 451, 186 D.L.R. (4th) 50, [2000] N.S.J. No. 173 (QL), 2000 NSCA 73. Appeal allowed, L'Heureux-Dubé J. dissenting.

Edward A. Gores, for the appellant.

Katherine A. Briand and *Stephen M. Robertson*, for the respondent Susan Walsh.

No one appeared for the respondent Wayne Bona.

Christopher M. Rupar, for the intervener the Attorney General of Canada.

Sarah Kraicer and Daniel Guttman, for the intervener the Attorney General for Ontario.

Hugo Jean and Monique Rousseau, for the intervener the Attorney General of Quebec.

Timothy P. Leadem, Q.C., for the intervener the Attorney General of British Columbia.

Robert J. Normey, for the intervener the Attorney General for Alberta.

Solicitor for the appellant: Nova Scotia Department of Justice, Halifax.

Solicitor for the respondent Susan Walsh: The Nova Scotia Legal Aid, New Glasgow.

Solicitor for the intervener the Attorney General of Canada: The Deputy Attorney General of Canada, Ottawa.

Solicitor for the intervener the Attorney General for Ontario: The Ministry of the Attorney General, Toronto.

Solicitor for the intervener the Attorney General of Quebec: The Department of Justice, Ste-Foy.

Solicitor for the intervener the Attorney General of British Columbia: The Ministry of Attorney General, Victoria.

Solicitor for the intervener the Attorney General for Alberta: Alberta Justice, Edmonton.

Présents : Le juge en chef McLachlin et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel.

Droit constitutionnel -- Charte des droits -- Droits à l'égalité -- Partage des biens matrimoniaux -- Définition de « conjoint » -- « Conjoint » dans la législation sur les biens matrimoniaux n'inclut que les conjoints de sexe opposé mariés -- L'exclusion des couples de sexe opposé non mariés est-elle discriminatoire au sens du par. 15(1) de la Charte canadienne des droits et libertés? -- Matrimonial Property Act, R.S.N.S. 1989, ch. 275, al. 2g).

Droit de la famille -- Partage des biens matrimoniaux -- Définition de « conjoint » -- « Conjoint » dans la législation sur les biens matrimoniaux n'inclut que les conjoints de sexe opposé mariés -- L'exclusion des couples de sexe opposé non mariés est-elle inconstitutionnelle? -- Charte canadienne des droits et libertés, art. 15(1) -- Matrimonial Property Act, R.S.N.S. 1989, ch. 275, al. 2g).

Les parties, B et W, ont cohabité pendant 10 ans environ. W a réclamé une pension alimentaire pour elle-même et leurs enfants, et un jugement déclarant inconstitutionnelle la définition de « conjoint » à l'al. 2g) de la *Matrimonial Property Act* de la Nouvelle-Écosse (*MPA*) parce qu'elle ne lui permet pas de bénéficier de la présomption de partage égal des biens matrimoniaux applicable aux conjoints mariés, en violation du par. 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Le juge de première instance conclut que l'exclusion des conjoints de fait de la définition n'est pas discriminatoire au sens du par. 15(1). La Cour d'appel infirme sa décision et conclut que l'exclusion contrevient au par. 15(1) et n'est pas justifiée en vertu de l'article premier.

Arrêt (le juge L'Heureux-Dubé dissidente) : Le pourvoi est accueilli. L'exclusion, dans la *MPA*, des conjoints de sexe opposé non mariés n'est pas discriminatoire au sens du par. 15(1) de la *Charte*. La distinction ne porte pas atteinte à la dignité de ces personnes et ne les prive pas d'un bénéfice ou avantage accordé aux personnes mariées.

La juge en chef McLachlin et les juges Iacobucci, Major, **Bastarache**, Binnie, Arbour et LeBel : L'analyse en trois étapes servant à déterminer si une loi viole la garantie d'égalité du par. 15(1) est établie par l'arrêt *Law*. Pour les deux premières étapes d'analyse, le procureur général admet que la *MPA* crée une différence de traitement au sens du

par. 15(1) et que l'état matrimonial est un motif analogue de discrimination. Pour la troisième, il faut se demander en l'espèce si un partenaire hétérosexuel non marié raisonnable estimerait, compte tenu de tous les facteurs contextuels pertinents, que la *MPA* porte atteinte à sa dignité en ne l'incluant pas dans son champ d'application.

La garantie d'égalité est un concept relatif. Les groupes de comparaison, en l'espèce, sont les couples hétérosexuels mariés et les couples hétérosexuels non mariés. Bien que, dans certains cas, ces deux groupes puissent présenter des similitudes fonctionnelles importantes, ce serait une erreur en l'espèce de faire abstraction de la grande hétérogénéité du groupe de comparaison auquel appartient le demandeur. Invoquer l'existence de certaines « similitudes fonctionnelles » entre les deux groupes ne permet pas de tenir adéquatement compte de la diversité des traits, de l'histoire et de la situation des membres du groupe de comparaison auquel appartient le demandeur.

Bien que les tribunaux et les législatures aient reconnu le désavantage historique subi par les couples non mariés, lorsque la loi modifie radicalement les obligations juridiques des partenaires, la liberté de choix doit être considérée primordiale. La décision de se marier ou non est de nature très personnelle. De nombreuses personnes de sexe opposé vivant dans une union de fait d'une certaine permanence ont choisi de se soustraire à l'institution du mariage et aux conséquences juridiques qui en découlent. Faire abstraction des différences parmi les couples vivant en union libre revient à présumer une intention et une perception communes qui n'existent tout simplement pas, et, en réalité, à neutraliser la liberté de chacun de choisir un type de famille non traditionnelle et de voir ce choix respecté par l'État.

L'examen du contexte de l'allégation de discrimination nous oblige en outre à examiner le lien entre les motifs invoqués et les caractéristiques ou la situation de la demanderesse. Selon la *MPA*, les personnes mariées sont réputées avoir convenu d'une association économique, dans laquelle leurs contributions pécuniaires et non pécuniaires sont présumées de valeur égale, et, de ce fait, avoir droit notamment au partage égal d'une masse de biens à la rupture du mariage. La *MPA* accorde d'autres bénéfices et impose d'autres obligations aux conjoints. La décision de se marier, qui requiert le consentement de chaque époux, implique leur consentement à être assujettis au régime de propriété établi par la *MPA*. En revanche, les conjoints non mariés conservent leurs droits de propriété respectifs pendant la durée de leur union et à la fin de celle-ci. Ces couples, s'ils le désirent, peuvent avoir accès à tous les avantages que la *MPA* accorde aux couples mariés. Ils sont libres de se marier, de conclure un contrat familial, d'enregistrer leur union et de détenir des biens en copropriété. Il n'y a donc pas de négation discriminatoire d'un bénéfice, car les couples qui ne se marient pas peuvent en toute liberté prendre des mesures à l'égard de leurs biens personnels de façon à créer une association à parts égales entre eux.

La décision de faire vie commune ne suffit pas à démontrer l'intention de contribuer à l'actif et au passif l'un de l'autre et de le partager. Si de nombreux conjoints vivant en union libre ont convenu entre eux de former une association économique pour la durée de leur union, il ne s'ensuit pas nécessairement que ces mêmes personnes seraient d'accord pour restreindre leur faculté de disposer de leurs propres biens pendant la durée de l'union ou pour partager l'actif et le passif de l'autre à la rupture de l'union. Les personnes qui se marient acceptent librement des droits et obligations réciproques. La décision de ne pas se marier commande le même respect car elle relève également d'un choix conscient.

Même si la liberté de se marier est parfois illusoire, il ne faut pas pour autant écarter la liberté de choix de l'individu et lui imposer un régime destiné aux personnes qui se sont engagées de façon non équivoque, notamment à former l'association à parts égales décrite dans la *MPA*. Même s'il peut exister des inéquités chez certains couples non mariés pouvant donner lieu à une injustice entre les parties à la rupture de leur union, aucune règle constitutionnelle n'oblige l'État à étendre la portée de la *MPA* pour les protéger. Les personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se marier ont d'autres options et recours.

En somme, l'application de la *MPA* aux personnes mariées seulement n'est pas discriminatoire en l'espèce car cette distinction reflète les différences entre ces unions et respecte l'autonomie et la dignité fondamentales de la personne. Dans ce contexte, on ne peut soutenir qu'il y a atteinte à la dignité des conjoints de fait. Il n'y a pas négation d'un bénéfice en raison d'un stéréotype ou de caractéristiques présumées perpétuant l'idée que les couples non mariés sont moins dignes d'être respectés et valorisés en tant que membres de la société canadienne. Tous les couples sont réputés libres de faire des choix fondamentaux dans leur vie. L'objectif du par. 15(1) est respecté. De plus, le caractère discriminatoire de la distinction créée par la loi doit s'apprécier en regard des valeurs de la *Charte*. L'une de ces valeurs

fondamentales est la liberté, définie essentiellement comme l'absence de coercition et la faculté de chacun de faire des choix fondamentaux concernant sa vie. L'imposition par la Cour de restrictions limitant cette liberté de choix chez les personnes vivant en union conjugale irait à l'encontre de notre conception de la liberté.

Le juge Gonthier : Les motifs de la majorité sont adoptés. Les textes législatifs qui rattachent des obligations et des avantages au mariage ne sont pas discriminatoires en soi. Le législateur a le droit de définir et de favoriser certaines institutions fondamentales comme le mariage, qui repose sur le consentement des parties et qui est de nature contractuelle. Il est donc normal que certains attributs, droits et obligations qui donnent au mariage son caractère spécifique, ne soient pas conférés aux couples non mariés.

La *Charte* n'exige pas que le législateur traite les couples mariés et non mariés de la même manière. Le droit à l'égalité est un droit comparatif exigeant de se reporter à un groupe de comparaison approprié. Le but de la comparaison est de déterminer si la personne qui invoque le par. 15(1) de la *Charte* est soumise à une différence de traitement suffisante pour constituer une atteinte au droit à l'égalité. La situation des couples qui ont choisi de s'engager pour la vie dans le mariage n'est pas comparable à celle des couples non mariés lorsque l'on considère que, dans le cas des couples mariés, il existe un engagement permanent et réciproque à l'égard duquel le législateur a établi, entre autres choses, une présomption de partage égal des biens matrimoniaux. Les couples non mariés ne prennent pas le même engagement, et il ne leur est donc pas conféré des droits et obligations qui s'apparentent au mariage. En raison des différences fondamentales entre conjoints de fait et couples mariés, ils ne sont pas des groupes de comparaison appropriés sur ce point. Le fait que des couples non mariés vivent des relations semblables à celles de couples mariés n'affecte en rien la caractéristique distinctive de l'institution du mariage, l'engagement contractuel permanent. Lorsque les époux se marient, ils s'engagent à respecter les conséquences et les obligations qui découlent de leur choix. Ce choix rend légitime le système d'avantages et d'obligations liés au mariage en général et, en particulier, ceux qui sont liés aux biens matrimoniaux. Étendre la présomption de partage égal des biens matrimoniaux aux unions de fait serait une intrusion dans des choix de vie très personnels et très intimes par l'imposition d'un système d'obligations à des personnes qui n'y ont jamais consenti. Présumer que des conjoints de fait désirent être tenus aux mêmes obligations que des conjoints mariés va à l'encontre du choix qu'ils ont fait de vivre dans une union de fait exempte des obligations du mariage.

S'il est de plus en plus admis que les conjoints de fait devraient être assujettis au même régime d'obligations alimentaires que les couples mariés, cette reconnaissance ne s'étend pas au partage des biens matrimoniaux, car des principes entièrement différents sous-tendent les deux régimes. Le partage des biens matrimoniaux vise à partager des biens selon un régime matrimonial choisi par les parties, soit directement par contrat, soit indirectement par le fait du mariage, alors que la pension alimentaire vise à répondre aux besoins des conjoints et de leurs enfants. L'obligation alimentaire n'est pas de nature contractuelle et répond aux situations de dépendance qui peuvent exister dans les unions de fait.

Le juge L'Heureux-Dubé (dissidente) : Dans le cadre de l'analyse en trois étapes selon l'arrêt *Law*, pour déterminer s'il y a atteinte au par. 15(1), il faut rappeler que l'essence de la garantie des droits à l'égalité réside en son large objectif réparateur qu'est la reconnaissance de la dignité inhérente de chaque individu dans la société. Il y a atteinte à cet objectif fondamental chaque fois qu'on établit une distinction suffisante entre des personnes ou des groupes, pour un motif énuméré ou analogue, d'une manière qui traduit une application stéréotypée de caractéristiques personnelles ou collectives présumées, ou d'une manière qui perpétue ou favorise l'opinion que l'individu concerné est moins capable, ou moins digne d'être reconnu ou valorisé en tant qu'être humain. En l'espèce, la Cour doit examiner une différence de traitement en étudiant la façon dont la loi traite deux groupes de comparaison : les couples hétérosexuels mariés et les couples hétérosexuels non mariés. Il s'agit de savoir si une personne réfléchissant objectivement à la situation de la demanderesse estimerait que l'exclusion de tous les couples hétérosexuels non mariés porte atteinte à sa dignité.

Sur les deux premières étapes de l'analyse selon *Law*, le procureur général admet que la *MPA* établit une distinction entre couples mariés et couples hétérosexuels non mariés dans la définition de conjoint et que la distinction est fondée sur une caractéristique personnelle, l'état matrimonial, qui est un motif de discrimination analogue aux motifs énumérés au par. 15(1). Puisque l'existence d'une discrimination formelle est établie, il reste à déterminer si la distinction contrevient à l'objet du par. 15(1) en ce qu'elle porte atteinte à la dignité de la demanderesse en perpétuant l'opinion qu'elle est moins capable ou moins digne d'être reconnue ou valorisée en tant qu'être humain. Plusieurs facteurs

contextuels sont à considérer dans l'analyse pour situer la revendication dans son contexte juridique, social et historique global, de façon à réaliser le large objectif réparateur du par. 15(1). Les quatre facteurs énumérés dans *Law*, l'objet de la *MPA* et d'autres considérations pertinentes permettent de conclure que la distinction faite dans la *MPA* a porte atteinte à la dignité de la demanderesse

Les conjoints de fait hétérosexuels ont traditionnellement été désavantagés dans un système juridique qui n'a pas su les reconnaître parmi les types de famille légitimes. Ce désavantage préexistant s'est atténué au cours des dernières années, mais demeure exacerbé par le déni du droit à l'égalité de traitement dans la *MPA*. En n'incluant pas ces personnes, la *MPA* ne sert pas un objet d'amélioration justifiable et ne met en place aucune mesure réparatrice répondant aux véritables besoins des conjoints de fait. Le droit présumé à la répartition égale des biens et des actifs revêt une importance fondamentale et constitue le moyen le plus avantageux de résoudre les questions très difficiles liées à la rupture d'une longue relation, à un moment où patience et stabilité émotive prennent une importance particulière. Le défaut de conférer les avantages de la *MPA* aux couples hétérosexuels non mariés équivaut à un défaut de conférer un avantage fondamental à un moment où le besoin se fait le plus sentir. La législature établit ainsi une distinction fondée sur un état qui n'a rien à voir avec les besoins véritables de personnes dont la relation d'interdépendance a pris fin et qui doivent, de ce fait, procéder à une nouvelle répartition des ressources économiques par l'égalisation des biens et les obligations alimentaires. À la rupture de l'union, les conjoints de fait hétérosexuels ont des besoins semblables à ceux des conjoints mariés. En ce sens, les deux types d'unions sont fonctionnellement équivalents. Les deux assument des fonctions importantes et la loi devrait s'appliquer également aux deux. Puisque la *MPA* vise à reconnaître ces besoins et y répondre, le fait qu'elle ne protège que les conjoints mariés implique que les besoins des conjoints de fait hétérosexuels ne méritent pas la même reconnaissance pour la seule raison qu'ils ne sont pas mariés. En outre, la présomption d'égalité de la *MPA* se fonde sur la reconnaissance de la contribution apportée par chacun des conjoints à la famille. D'un point de vue fonctionnel, les conjoints contribuent à des types de familles très diverses. La *MPA*, en refusant de reconnaître les contributions apportées par les conjoints de fait à leur union véhicule le message que, en raison uniquement de leur état matrimonial, leurs relations sont moins dignes d'être respectées, reconnues et valorisées.

Si les unions de faits sont en moyenne de durée plus courte, la *MPA* comporte des mécanismes qui permettent aux tribunaux de rejeter la présomption de partage égal dans les cas appropriés. On ne peut refuser de consentir l'avantage du partage égal à tous les conjoints de fait hétérosexuels pour la simple raison que certains d'entre eux ne semblent pas le mériter ou le vouloir. Le législateur est le mieux placé pour élaborer une loi qui tienne compte des difficultés liées à l'élargissement de cet avantage.

Les allégations que la *MPA* est conçue pour donner effet aux intentions des personnes mariées et non mariées au début de leur relation sont une autre atteinte à la dignité du groupe de la demanderesse. La *MPA* n'a rien à voir avec le consensus et tout à voir avec la reconnaissance des besoins des conjoints à la fin de l'union. Les intentions initiales ont donc peu d'importance. Les gens ignorent souvent leurs droits et obligations et n'organisent pas leur vie personnelle de façon à parvenir à des conséquences juridiques précises. La loi sur les biens matrimoniaux impose un régime de distribution des ressources à la dissolution du mariage qui ne tient pas compte des désirs des conjoints mariés au début de leur union et ne se fonde pas sur un consensus préconçu. De plus, de nombreux conjoints de fait hétérosexuels cohabitent non par choix, mais par nécessité. Pour beaucoup, les désirs de leur conjoint les privent de ce choix. Leur refuser une réparation parce que l'autre conjoint a choisi d'éviter certaines conséquences crée une situation d'exploitation. Même si la recherche démontrait que les conjoints de fait optent généralement pour la cohabitation afin de se soustraire aux conséquences juridiques du mariage, ces conclusions seraient dénuées de pertinence puisque la *MPA* concerne les réalités à la rupture de l'union, et non pas les intentions des parties à l'origine.

Au Canada, les tribunaux et les législatures ont aussi reconnu qu'il est injuste de refuser certains avantages à une catégorie de personnes en raison de leur état matrimonial lorsque la nécessité de ces avantages se fait sentir tant chez les couples mariés que les couples non mariés. Les tribunaux et les législatures ont accordé certains avantages aux conjoints de fait hétérosexuels. L'appréciation de l'injustice et les mesures qui ont été prises renforcent l'idée que le refus d'accorder des avantages en matière de biens matrimoniaux touche la dignité des conjoints de fait hétérosexuels. Les mesures prises témoignent de la reconnaissance d'une atteinte historique à la dignité de ces personnes. Enfin, la *MPA* ne résiste pas à un examen fondé sur le par. 15(1) en raison de l'existence d'autres recours. Ces recours sont inadéquats par

rapport à ceux que la *MPA* confère aux époux. Il est porté atteinte à la dignité de la demanderesse quand on lui offre des réparations grandement insuffisantes par rapport au régime légal.

Vu ces conclusions, la *MPA* contrevient au par. 15(1) et n'est pas justifiée en vertu de l'article premier. Il ne semble pas exister d'objectif urgent et réel justifiant l'exclusion des conjoints de fait hétérosexuels de la *MPA*. Dans l'ensemble, le véritable objectif de la *MPA* est la protection des personnes mariées contre les effets préjudiciables découlant de la rupture du mariage à l'exclusion de tous les conjoints de fait. Un tel objectif est inconstitutionnel. À supposer que les objectifs de la *MPA* soient urgents et réels et justifient une atteinte à un droit constitutionnel, les moyens choisis ne sont pas proportionnels aux objectifs vu l'absence de lien rationnel entre l'exclusion des conjoints de fait hétérosexuels de la *MPA* et l'objet de cette loi.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse (2000), 183 N.S.R. (2d) 74, 568 A.P.R. 74, 5 R.F.L. (5th) 188, 186 D.L.R. (4th) 50, [2000] N.S.J. No. 117 (QL), 2000 NSCA 53, qui a infirmé une décision de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse (1999), 178 N.S.R. (2d) 151, 549 A.P.R. 151, 67 C.R.R. (2d) 297, [1999] N.S.J. No. 290 (QL), avec motifs supplémentaires (2000), 185 N.S.R. (2d) 190, 575 A.P.R. 190, 7 R.F.L. (5th) 451, 186 D.L.R. (4th) 50, [2000] N.S.J. No. 173 (QL), 2000 NSCA 73. Pourvoi accueilli, le juge L'Heureux-Dubé est dissidente.

Edward A. Gores, pour l'appelant.

Katherine A. Briand et Stephen M. Robertson, pour l'intimée Susan Walsh.

Personne n'a comparu pour l'intimé Wayne Bona.

Christopher M. Rupar, pour l'intervenant le procureur général du Canada.

Sarah Kraicer et Daniel Guttman, pour l'intervenant le procureur général de l'Ontario.

Hugo Jean et Monique Rousseau, pour l'intervenant le procureur général du Québec.

Timothy P. Leadem, c.r., pour l'intervenant le procureur général de la Colombie-Britannique.

Robert J. Normey, pour l'intervenant le procureur général de l'Alberta.

Procureur de l'appelant : Le ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse, Halifax.

Procureur de l'intimée Susan Walsh : La Nova Scotia Legal Aid, New Glasgow.

Procureur de l'intervenant le procureur général du Canada : Le sous-procureur général du Canada, Ottawa.

Procureur de l'intervenant le procureur général de l'Ontario : Le ministère du Procureur général, Toronto.

Procureur de l'intervenant le procureur général du Québec : Le ministère de la Justice, Ste-Foy.

Procureur de l'intervenant le procureur général de la Colombie-Britannique : Le ministère du Procureur général, Victoria.

Procureur de l'intervenant le procureur général de l'Alberta : Justice Alberta, Edmonton.

Louise Gosselin c. Le Procureur général du Québec (Qué.) (27418)

Répertorié : Gosselin c. Québec (Procureur général) / Indexed as: Gosselin v. Quebec (Attorney General)

Référence neutre : 2002 CSC 84. / Neutral citation: 2002 SCC 84.

Jugement rendu le 19 décembre 2002 / Judgment rendered December 19, 2002

Présents : Le juge en chef McLachlin et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel.

Droit constitutionnel – Charte des droits – Égalité – Aide sociale -- Règlement prescrivant une réduction du montant des prestations d'aide sociale versées aux personnes de moins de 30 ans qui ne participaient pas à des programmes de formation ou de stages en milieu de travail – Le règlement portait-il atteinte au droit à l'égalité? – Charte canadienne des droits et libertés, art. 15 – Règlement sur l'aide sociale, R.R.Q. 1981, ch. A-16, r. 1, art. 29a).

Droit constitutionnel – Charte des droits – Justice fondamentale – Sécurité de la personne – Aide sociale – Règlement prescrivant une réduction du montant des prestations d'aide sociale versées aux personnes de moins de 30 ans qui ne participaient pas à des programmes de formation ou de stages en milieu de travail – Le règlement portait-il atteinte au droit à la sécurité de la personne? Charte canadienne des droits et libertés, art. 7 – Règlement sur l'aide sociale, R.R.Q. 1981, ch. A-16, r. 1, art. 29a).

Libertés publiques – Droits économiques et sociaux – Aide financière – Règlement prescrivant une réduction du montant des prestations d'aide sociale versées aux personnes de moins de 30 ans qui ne participaient pas à des programmes de formation ou de stages en milieu de travail – Le règlement portait-il atteinte au droit à des mesures d'assistance financière? – Charte des droits et libertés de la personne du Québec, L.R.Q., ch. C-12, art. 45 – Règlement sur l'aide sociale, R.R.Q. 1981, ch. A-16, r. 1, art. 29a).

En 1984, le gouvernement du Québec a créé un nouveau régime d'aide sociale. L'alinéa 29a) du *Règlement sur l'aide sociale* pris en application de la *Loi sur l'aide sociale* de 1984 fixait le montant des prestations de base payables aux personnes de moins de 30 ans au tiers environ de celui des prestations de base versées aux 30 ans et plus. En participant à l'un des trois programmes de formation et de stages en milieu de travail prévus par le nouveau régime, les bénéficiaires de moins de 30 ans étaient en mesure de hausser leurs prestations à une somme égale ou inférieure de 100 \$, selon le cas, aux prestations de base versées aux 30 ans et plus. En 1989, ce régime a été remplacé par une mesure législative qui n'appliquait plus la distinction fondée sur l'âge.

L'appelante, une bénéficiaire d'aide sociale, a intenté un recours collectif dans lequel elle conteste le régime d'aide sociale de 1984, au nom de tous les bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans qui ont été assujettis au traitement différent de 1985 à 1989. L'appelante plaide que le régime d'aide sociale en vigueur en 1984 contrevenait à l'art. 7 et au par. 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* et à l'art. 45 de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec. Elle demande un jugement déclarant invalide l'al. 29a) du règlement pour la période de 1987 (lorsqu'a pris fin la protection offerte par la disposition d'exemption) à 1989, et ordonnant au gouvernement du Québec de rembourser à tous les bénéficiaires d'aide sociale visés une somme égale à la différence entre les prestations qu'ils ont reçues et celles qu'ils auraient touchées s'ils avaient eu 30 ans ou plus, soit une somme totale d'environ 389 millions de dollars, plus les intérêts. La Cour supérieure a rejeté le recours collectif et la Cour d'appel a confirmé cette décision.

Arrêt (les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel sont dissidents) : Le pourvoi est rejeté. L'alinéa 29a) du règlement était constitutionnel.

- (1) *Le juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major et Binnie : L'alinéa 29a) du règlement ne violait pas l'art. 15 de la Charte canadienne.*
Les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel (dissidents) : L'alinéa 29a) du règlement violait l'art. 15 de la Charte canadienne et la violation n'était pas justifiable au sens de l'article premier de la Charte.
 - (2) *Le juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie et LeBel : L'alinéa 29a) du règlement ne violait pas l'art. 7 de la Charte canadienne.*
-

Les juges L'Heureux-Dubé et Arbour (dissidentes) : L'alinéa 29a) du règlement violait l'art. 7 de la Charte canadienne et la violation n'était pas justifiable au sens de l'article premier de la Charte.

(3) *Le juge en chef McLachlin et les juges Gonthier, Iacobucci, Major, Binnie et LeBel : L'alinéa 29a) du règlement ne violait pas l'art. 45 de la Charte québécoise.*

Les juges Bastarache et Arbour : Il n'est pas nécessaire de décider si l'al. 29a) du règlement violait l'art. 45 de la Charte québécoise, étant donné que le respect du droit prévu par cet article ne peut être imposé dans les circonstances du présent pourvoi.

Le juge L'Heureux-Dubé (dissidente) : L'alinéa 29a) du règlement violait l'art. 45 de la Charte québécoise.

*Le juge en chef **McLachlin** et les juges Gonthier, Iacobucci, Major et Binnie : Le régime d'aide sociale établissant une différence de traitement ne contrevenait pas au par. 15(1) de la Charte. L'appelante ne s'est pas acquittée de la preuve qui lui incombait à la troisième étape du test de l'arrêt *Law*, car elle n'a pas démontré que le gouvernement l'a traitée comme une personne de moindre valeur que les bénéficiaires d'aide sociale plus âgés, simplement parce qu'il a assujéti le versement de prestations accrues à sa participation à des programmes conçus expressément pour l'intégrer dans la population active et promouvoir son autonomie à long terme.*

À partir de l'examen des quatre facteurs contextuels énoncés dans *Law*, il est impossible de conclure à la discrimination et à l'existence d'une atteinte à la dignité humaine. Premièrement, il ne s'agit pas d'un cas où le groupe de la demanderesse a souffert d'un désavantage préexistant et de stigmates en raison de l'âge. Les distinctions fondées sur l'âge sont courantes et nécessaires pour maintenir l'ordre dans notre société et elles n'évoquent pas automatiquement le contexte d'un désavantage préexistant qui donne à croire à l'existence d'une discrimination et d'une marginalisation. Contrairement aux personnes d'âge avancé, qui peuvent être présumées dépourvues de certaines aptitudes qu'elles possèdent en réalité, les jeunes adultes n'ont pas été sous-estimés de la même manière par le passé.

Deuxièmement, le dossier en l'espèce n'établit pas l'absence de lien entre le régime et la situation réelle des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans. La preuve démontre que, loin d'être stéréotypé ou arbitraire, l'objet de la distinction contestée correspondait aux besoins et à la situation véritables des moins de 30 ans. La profonde récession du début des années 1980, le resserrement conditions d'admissibilité aux prestations fédérales d'assurance-chômage et la forte augmentation du nombre de jeunes intégrant le marché du travail ont provoqué un accroissement sans précédent du nombre de personnes aptes au travail qui ont néanmoins joint les rangs des prestataires d'aide sociale. La situation des jeunes adultes était particulièrement difficile. À court terme, l'objectif que visait le gouvernement en instaurant le régime contesté était de faire participer les bénéficiaires de moins de 30 ans à des programmes de travail et de formation qui complèteraient l'allocation de base inférieure qu'ils recevaient, tout en leur faisant acquérir des compétences utiles pour trouver des emplois permanents. À plus long terme, le gouvernement visait à offrir aux jeunes bénéficiaires précisément les cours de rattrapage et les compétences qui leur manquaient et dont ils avaient besoin pour réussir à s'intégrer dans la population active et à devenir autonomes. Le régime ne constituait pas une négation de la dignité des jeunes adultes, mais la reconnaissance de leur potentiel. Dans la perspective d'une personne raisonnable placée dans la situation de la demanderesse, la décision du législateur de structurer ses programmes d'aide sociale de façon à inciter les jeunes adultes à participer à des programmes spécialement conçus pour leur permettre d'acquérir formation et expérience prenait appui sur la logique et le sens commun. La prétention qu'il n'existait pas suffisamment de places disponibles dans les programmes pour répondre aux besoins de tous les bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans qui voulaient y participer a été rejetée par le juge du procès parce qu'il estimait la preuve à cet égard insuffisante. Il n'appartient pas à la Cour de réexaminer la conclusion du juge de première instance en l'absence d'une erreur établie. De même, le simple fait que le gouvernement n'ait pas prouvé l'exactitude des hypothèses sur lesquelles il s'est fondé ne permet pas d'inférer qu'il y a disparité entre, d'une part, l'objet et l'effet du régime et, d'autre part, la situation des personnes touchées. Le législateur peut s'appuyer sur des hypothèses générales documentées qui correspondent, bien qu'imparfaitement, à la situation véritable du groupe touché, à la condition que ces hypothèses ne soient pas fondées sur des stéréotypes arbitraires et dégradants. Ces considérations sont prises en compte pour déterminer si une personne raisonnable placée dans la situation de la demanderesse aurait perçu la mesure législative comme attentatoire à sa dignité.

Troisièmement, le facteur contextuel de « l'objectif d'amélioration » est neutre en l'espèce, car le régime n'a pas été conçu pour améliorer la situation d'un autre groupe. De façon générale, sur le plan contextuel, une personne raisonnable placée dans la situation de l'appelante tiendrait compte du fait que le Règlement visait à améliorer la situation des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans pour déterminer si le régime traitait les moins de trente ans comme moins dignes de respect et de considération que les 30 ans et plus.

Enfin, les conclusions du juge de première instance et les éléments de preuve n'appuient pas la prétention que l'incidence globale du régime sur les personnes touchées a porté atteinte à leur dignité humaine et à leur droit d'être reconnues comme membres à part entière de la société, même si elles font partie de la catégorie touchée par la distinction. Malgré la possibilité de conséquences négatives à court terme sur la situation économique de certains bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans comparativement à leurs aînés, le régime visait à améliorer la situation des personnes appartenant à ce groupe et à renforcer leur dignité et leur capacité de subvenir à leurs besoins à long terme. Ces éléments tendent à révéler l'existence non pas d'une discrimination, mais d'une préoccupation pour la situation des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans.

Le dossier factuel n'est pas suffisant pour étayer la prétention de l'appelante que l'État a porté atteinte à son droit à la sécurité de sa personne en lui versant un montant de base inférieur de prestations d'aide sociale, de façon non conforme aux principes de justice fondamentale. Selon le courant jurisprudentiel dominant concernant l'art. 7, cette disposition a pour objet d'empêcher les atteintes à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne qui résultent d'une interaction de l'individu avec le système judiciaire et l'administration de la justice. Tout un éventail de situations peuvent faire entrer en jeu l'administration de la justice et celle-ci ne s'entend pas exclusivement des procédures criminelles. Il faut laisser le sens de la notion d'administration de la justice et la portée de l'art. 7 évoluer graduellement, au fur et à mesure que surgiront des questions jusqu'ici imprévues. Il est donc prématuré de conclure que l'art. 7 s'applique exclusivement dans un contexte juridictionnel. En l'espèce, la question est de savoir si la Cour doit appliquer l'art. 7 malgré le fait que l'administration de la justice n'est manifestement pas en jeu. Jusqu'à maintenant, rien dans la jurisprudence ne tend à indiquer que l'art. 7 impose une obligation positive à l'État. On a plutôt considéré que l'art. 7 restreint la capacité de l'État de porter atteinte au droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne. Il n'y a pas d'atteinte de cette nature en l'espèce et les circonstances ne justifient pas une application nouvelle de l'art. 7, selon laquelle il imposerait à l'État l'obligation positive de garantir un niveau de vie adéquat.

Il n'a pas été porté atteinte au droit à des mesures d'assistance financière et à des mesures sociales, prévues par la loi, susceptibles d'assurer un niveau de vie décent, lequel est garanti par l'art. 45 de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec. Bien que l'art. 45 oblige le gouvernement à établir des mesures d'aide sociale, il soustrait au pouvoir de contrôle des tribunaux la question de savoir si ces mesures sont adéquates. Le libellé de l'art. 45 exige seulement que le gouvernement puisse établir l'existence de mesures susceptibles d'assurer un niveau de vie décent, sans l'obliger à défendre la sagesse de ces mesures.

Le juge Bastarache (dissident) : L'alinéa 29a) du règlement ne violait pas l'art. 7 de la *Charte*. La menace au droit à la sécurité de l'appelante n'était pas liée à l'administration de la justice et ne résultait pas d'une mesure de l'État; de plus, le caractère non inclusif du texte de loi n'a pas empêché concrètement l'appelante de protéger sa propre sécurité. Le droit à la sécurité de la personne n'est protégé par l'art. 7 que dans la mesure où c'est l'État qui, d'une façon non conforme aux principes de justice fondamentale, prive l'individu du droit à la sécurité de sa personne. Le lien solide qui existe entre l'art. 7 et le rôle de l'appareil judiciaire amène à conclure que, pour que puisse s'appliquer l'art. 7, il est nécessaire qu'il existe un certain rapport entre cette disposition et le système judiciaire ou son administration. En l'espèce, il n'existe pas de lien entre le préjudice causé à la sécurité de la personne de l'appelante et le système judiciaire ou son administration. Quoique le lien requis avec l'appareil judiciaire ne signifie pas que l'art. 7 se limite nécessairement aux affaires pénales, il signifie à tout le moins que, pour qu'une personne se trouve privée d'un droit que lui garantit l'art. 7, il faut établir l'existence d'une mesure de l'État — analogue à une instance judiciaire ou administrative — emportant des conséquences juridiques pour cette personne. La menace à la sécurité de l'appelante découlait des aléas d'une économie chancelante, et non de la décision du législateur de ne pas lui accorder une aide financière plus élevée ou de l'obliger à participer à plusieurs programmes pour recevoir une aide accrue. Bien qu'une mesure législative n'ayant pas un caractère suffisamment inclusif puisse, dans des circonstances exceptionnelles, entraver substantiellement l'exercice d'une liberté constitutionnelle, l'exclusion des personnes de moins de 30 ans du champ d'application du régime d'avantages complets

et inconditionnels ne les rendait pas essentiellement incapables d'exercer leur droit à la sécurité de leur personne en l'absence d'intervention gouvernementale. L'appelante n'a pas démontré que les jeunes de moins de 30 ans éprouvent intrinsèquement de la difficulté à exercer leur droit à la sécurité de leur personne en l'absence d'intervention gouvernementale. Elle n'a pas non plus établi que l'existence de prestations de base plus élevées pour les prestataires de 30 ans et plus réduisait la possibilité pour les moins de 30 ans d'exercer leur droit à la sécurité de leur personne. Il n'a pas été démontré que, en excluant les jeunes, le texte de loi avait réduit leur sécurité à un niveau inférieur à ce qu'elle était déjà, compte tenu de la situation économique.

L'alinéa 29a) du règlement violait l'art. 15 de la *Charte*. Bien que les distinctions fondées sur l'âge soient souvent justifiées par le fait que des personnes d'âge différent sont capables d'accomplir des choses différentes, l'âge fait partie des motifs de discrimination illicite. Quoiqu'on vieillisse sans cesse, l'âge est une caractéristique personnelle à l'égard de laquelle il est impossible de faire quoi que ce soit, et ce à quelque moment que ce soit. L'âge est nettement visé par l'aspect de la disposition relative à l'égalité qui demande qu'on ne pénalise pas un individu pour une caractéristique qu'il ne peut changer ou qu'on ne devrait pas le requérir de changer. Les motifs de discrimination énumérés à l'art. 15 sont des indicateurs législatifs de l'existence de motifs suspects, associés à des processus décisionnels discriminatoires et fondés sur des stéréotypes. Une loi qui établit une distinction fondée sur de tels motifs — notamment l'âge — est suspecte parce qu'elle entraîne souvent de la discrimination et aboutit au déni du droit à l'égalité réelle.

Si on applique le critère de l'arrêt *Law*, la question fondamentale qu'il faut examiner en l'espèce est celle de savoir si la distinction établie à l'al. 29a) indique que le gouvernement a traité les bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans d'une façon qui respectait leur dignité en tant que membres de notre société. Il faut examiner cette question avec les yeux d'une personne raisonnable se trouvant dans la situation du demandeur, en tenant compte de quatre facteurs contextuels non exhaustifs. Bien que l'appelante ne puisse se contenter de plaider qu'on a porté atteinte à sa dignité, pour justifier une allégation formulée en vertu du par. 15(1) il lui suffira d'établir le fondement rationnel de sa perception subjective qu'elle a été victime de discrimination.

Premièrement, en ce qui concerne le facteur du désavantage préexistant, nous ne sommes pas ici en présence d'une distinction d'application générale fondée sur l'âge, mais plutôt d'une distinction applicable à un groupe particulier de la société, les bénéficiaires d'aide sociale. Il ressort clairement du dossier que, dans les faits, au sein de ce groupe, il n'était pas plus facile pour les jeunes prestataires de trouver du travail que ce ne l'était pour leurs aînés. La distinction était fondée sur le stéréotype selon lequel les jeunes ne souffrent d'aucun désavantage économique particulier. Elle reposait non pas sur des faits, mais plutôt sur de vieilles prémisses relatives à l'aptitude des jeunes au travail. Bien qu'il n'existe aucune preuve décisive indiquant que, comparativement à l'ensemble des bénéficiaires d'aide sociale, les jeunes prestataires ont de tout temps été marginalisés en raison de leur âge, une analyse contextuelle nous oblige à reconnaître que la situation précaire et vulnérable dans laquelle se trouvent les bénéficiaires d'aide sociale renforce l'argument selon lequel toute distinction les affectant peut faire peser une menace plus grande sur leur dignité humaine.

Deuxièmement, il n'y avait aucune correspondance entre le régime d'aide sociale différent et les besoins, les aptitudes et la situation véritables des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans. Basé sur l'hypothèse invérifiable selon laquelle les personnes de moins de 30 ans ont des besoins moins grands que leurs aînés et de meilleures chances que ceux-ci de se trouver un emploi, le programme accordait aux premières une somme inférieure des deux tiers à celle que le gouvernement considérait comme le strict nécessaire, et il fondait cette différence de traitement sur une caractéristique indépendante de la volonté de ces personnes. L'égalité réelle ne permet un traitement différent que s'il existe une différence réelle. La ligne de démarcation nette fixée à 30 ans paraît n'avoir que peu de rapports, voire aucun, avec la situation véritable des adultes de moins de 30 ans. Les dépenses au titre de l'alimentation et du logement des personnes de moins de 30 ans ne diffèrent pas de celles des personnes de 30 ans et plus. La présomption du gouvernement que les personnes de moins de 30 ans recevaient toutes de l'aide de leur famille n'était pas fondée. En se fondant sur une distinction qu'on avait faite plusieurs décennies auparavant et qui ne tenait même pas compte de la situation véritable des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans, on semble avoir fait preuve de peu de respect dans le texte de loi pour la valeur de ces personnes en tant qu'êtres humains. Sur le seul fondement de l'âge, le texte de loi créait pour ces personnes des conditions de vie inférieures aux conditions minimales. Dans les cas où des personnes subissent un grave désavantage dû à une distinction et où la preuve démontre que les hypothèses ayant guidé le législateur n'étaient pas étayées par les faits, il n'est pas nécessaire de prouver l'existence concrète de stéréotype, préjugé ou autre intention

discriminatoire. L'existence d'une intention positive ne préserve pas davantage la validité de la mesure réglementaire litigieuse. À cette étape-ci de l'analyse prescrite dans l'arrêt *Law*, l'intention du législateur revêt beaucoup moins d'importance que les effets concrets du régime sur l'appelante. L'examen de l'objet du texte de loi effectué en vertu du par. 15(1) ne doit pas rendre inutile ou remplacer l'analyse qui doit être faite ultérieurement en application de l'article premier de la *Charte*.

Troisièmement, le facteur de l'objet améliorateur n'est pas utile pour décider si le traitement différent était discriminatoire en l'espèce. Le législateur a établi une distinction entre le groupe dont fait partie l'appelante et les autres bénéficiaires d'aide sociale en se fondant sur ce qu'elle affirme être un effort d'amélioration de la situation du groupe en question. Un groupe qui fait l'objet d'un traitement différent et moins favorable, fondé sur un motif énuméré ou un motif analogue, n'est pas traité avec dignité du seul fait que le gouvernement prétend avoir pris ses dispositions préjudiciables pour le bien du groupe.

Enfin, le traitement différent a un effet marqué sur un droit extrêmement important. L'effet de la distinction en l'espèce est que l'appelante et les autres personnes dans sa situation ont vu leur revenu fixé au tiers seulement de la somme que le gouvernement jugeait constituer le strict minimum dont a besoin une personne pour subvenir à ses besoins. L'argument du gouvernement, selon lequel il donnait aux jeunes la chance d'acquérir des compétences visant à leur permettre de s'intégrer dans la population active et ainsi de renforcer leur dignité et leur estime de soi ne tient pas compte du fait que la raison pour laquelle ces jeunes ne faisaient pas partie de la population active n'était pas exclusivement le fait qu'ils possédaient des compétences ou des études insuffisantes, mais aussi le fait qu'il n'y avait pas d'emplois disponibles. L'appelante a démontré que, dans certaines circonstances et particulièrement dans sa situation personnelle, il y a eu des occasions où l'effet du traitement différent était tel qu'on pourrait objectivement affirmer que les prestataires de moins de 30 ans ont été traités par le gouvernement d'une manière qui ne les respectait pas en tant que citoyens à part entière. Il ressort de la preuve, peu importe l'angle sous lequel on l'examine, qu'il était hautement improbable qu'une personne de moins de 30 ans aurait pu à tout moment être inscrite à un programme et recevoir le plein montant des prestations. Lorsqu'elles ne participaient pas à un programme, les personnes comme l'appelante étaient contraintes de subvenir à leurs besoins au moyen de ressources très inférieures au minimum vital reconnu, que recevaient par ailleurs les 30 ans et plus. Même lorsqu'elle participait à un programme, l'appelante vivait dans la crainte de voir ses prestations réduites. Les prestataires de 30 ans et plus ne subissaient pas ces conséquences du régime. Pour l'application de l'art. 15, ce qui a rendu humiliante l'expérience vécue par l'appelante est le fait qu'elle a été placée dans une situation que le gouvernement reconnaît lui-même comme précaire et invivable. Cette différence de traitement a été établie en fonction seulement de l'âge des personnes visées et non en fonction de leurs besoins, de leurs possibilités ou de leur situation personnelle, et elle ne respectait pas la dignité fondamentale des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans.

Le gouvernement ne s'est pas acquitté de l'obligation qui lui incombait d'établir que la violation de l'art. 15 était une limite raisonnable et justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique. Bien qu'il faille faire montre d'une certaine retenue dans le contrôle de telles mesures législatives en matière de politique sociale, il reste que le gouvernement n'a pas carte blanche pour restreindre des droits. La distinction établie par l'al. 29a) du règlement visait deux objectifs urgents et réels : (1) éviter l'effet d'attraction du régime d'aide sociale sur les jeunes; (2) favoriser l'intégration de ceux-ci dans la population active en encourageant leur participation aux programmes d'emploi. Il existe un lien rationnel entre le traitement différent réservé aux moins de 30 ans et l'objectif consistant à favoriser leur intégration dans la population active. Il est logique et raisonnable de supposer que ces personnes ne sont pas rendues au même stade de la vie que les 30 ans et plus, qu'il est plus important, voire plus utile, de les inciter à s'intégrer dans la population active et, enfin, qu'une réduction des prestations de base pourrait permettre de réaliser cet objectif. Toutefois, même en manifestant beaucoup de retenue envers la décision du gouvernement, l'intimée n'a pas su démontrer que la disposition litigieuse constituait un moyen de réaliser l'objectif législatif d'une manière qui portait aussi peu atteinte au droit à l'égalité de l'appelante qu'il était raisonnablement possible de le faire. Il existait des solutions de rechange raisonnables à celle choisie par le législateur en vue de réaliser son objectif. D'abord, les prestations accordées aux moins de 30 ans auraient pu être majorées. Aucun élément de preuve n'étaye la prétention du gouvernement selon laquelle une telle mesure l'aurait empêché d'atteindre l'objectif d'intégration des jeunes dans la population active. De plus, il aurait été possible d'instaurer plus tôt les réformes qui, en 1989, ont rendu les programmes conditionnels pour tous. Les programmes eux-mêmes comportaient également plusieurs lacunes importantes et seulement 11 pour 100 des bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans étaient dans les faits inscrits aux programmes qui leur permettaient de recevoir le montant de base accordé aux

prestataires de 30 ans et plus. Les personnes qui participaient à un des programmes en question, lequel constituait d'ailleurs un volet important du régime, ne touchaient pas le plein montant des prestations, mais recevaient 100 \$ de moins que la prestation de base. De même, les critères d'admissibilité, les périodes d'attente et les préférences applicables au titre de la participation indiquent que les programmes n'étaient pas conçus d'une manière propre à garantir une place à toute personne désireuse d'y participer. Outre les problèmes qui affectaient la conception des programmes, la mise en oeuvre de ceux-ci créait des obstacles supplémentaires, que les jeunes prestataires devaient également surmonter. En raison des délais résultant des rencontres avec des travailleurs sociaux, des entrevues d'évaluation et de la recherche de places libres dans le programme approprié, les jeunes bénéficiaires d'aide sociale touchaient vraisemblablement les prestations réduites pendant un certain temps. Enfin, même s'il y avait 85 000 personnes seules de moins de 30 ans recevant de l'aide sociale, le gouvernement n'avait créé initialement que 30 000 places dans ses programmes. Même si le gouvernement n'avait pas à établir qu'il disposait de 85 000 places disponibles en salle de classe et ailleurs, le fait même qu'il s'attendait à un taux de participation aussi faible incite à se demander dans quelle mesure la distinction prévue à l'al. 29a) du règlement visait vraiment à améliorer la situation des personnes de moins de 30 ans, et non pas simplement à réaliser des économies.

La différence de traitement a eu, sur l'égalité et l'estime de soi de l'appelante et des personnes de son groupe, des effets préjudiciables graves qui l'emportaient sur les effets bénéfiques qu'avaient le régime sur la réalisation de l'objectif énoncé par le gouvernement. Le gouvernement n'a pas démontré que la réduction des prestations faciliterait l'intégration des jeunes prestataires dans la population active, ou qu'il était raisonnable de penser qu'elle le ferait. Lorsque les effets préjudiciables éventuels du texte législatif sont aussi évidents, ce n'est pas trop demander au gouvernement de préparer ses mesures législatives avec plus de soin.

La réparation qui convient en l'espèce consiste à déclarer l'al. 29a) du règlement inopérant en vertu du par. 52(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Si cette mesure législative avait été encore en vigueur, il aurait été opportun de suspendre l'effet de la déclaration d'invalidité pendant 18 mois afin de permettre au législateur d'apporter des modifications à cette mesure. Il y a lieu de rejeter la demande de dommages-intérêts présentée par l'appelante en vertu du par. 24(1) de la *Charte*. Si une disposition est invalidée en application de l'art. 52, il n'y a généralement pas ouverture à réparation rétroactive en vertu du par. 24(1). De plus, les faits de l'espèce ne justifient pas un tel résultat. Premièrement, vu l'existence d'un recours collectif en l'espèce, il est plus difficile d'accorder une réparation en vertu du par. 24(1). Il serait impossible à notre Cour d'établir le montant exact dû à chaque membre du groupe. Deuxièmement, il faut tenir compte des dépenses importantes que ferait le gouvernement s'il devait verser des dommages-intérêts. Bien que la prise en compte de considérations budgétaires puisse ne pas être pertinente dans l'analyse de la question de fond touchant la *Charte*, elle l'est dans la détermination de la réparation. Obliger le gouvernement à verser pratiquement un demi milliard de dollars aurait une incidence appréciable sur sa situation financière et peut-être même sur l'économie générale de la province.

Même si, à la lumière de son texte même, l'art. 45 de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec crée une certaine forme de droit positif à un niveau de vie minimal, le respect de ce droit ne peut pas être obtenu en justice en l'espèce. La disposition énonçant la suprématie de la *Charte* québécoise, en l'occurrence l'art. 52 de celle-ci, indique nettement que les tribunaux n'ont pas le pouvoir de déclarer invalide tout ou partie d'un texte de loi pour cause d'incompatibilité avec l'art. 45. En outre, l'appelante n'a pas droit à des dommages-intérêts en vertu de l'art. 49 de la *Charte* québécoise. La personne qui, en vertu de l'art. 49, présente contre l'État une demande reprochant à celui-ci d'être l'auteur d'un texte de loi contrevenant à un droit garanti par la *Charte* québécoise doit démontrer que le législateur a manqué à une norme de diligence donnée dans la rédaction du texte de loi en question. Il est improbable que l'État puisse, par application de l'art. 49, être tenu responsable simplement parce qu'il aurait rédigé un texte de loi lacunaire.

Le juge LeBel (dissident) : L'alinéa 29a) du règlement, pris isolément ou considéré à la lumière des programmes d'employabilité, était discriminatoire à l'endroit des jeunes adultes. La distinction fondée sur l'âge ne correspondait ni aux besoins ni aux capacités des bénéficiaires de l'aide sociale de moins de 30 ans. Les besoins ordinaires des jeunes ne se différencient pas de ceux de leurs aînés au point de justifier un écart si prononcé entre leurs prestations. Dans la mesure où la distinction établie par le régime d'aide sociale était justifiée par la capacité des jeunes à mieux survivre une période de crise économique, cette distinction perpétuait une vision stéréotypée de la situation des jeunes sur le marché du travail. En cherchant à contrer un effet d'attraction à l'aide sociale pour le « bien » même des jeunes qui en dépendaient, la

distinction perpétuait une autre vision stéréotypée selon laquelle la majeure partie des jeunes assistés sociaux choisissent de vivre de façon permanente aux crochets de la société. Loin de se cramponner à l'aide sociale par paresse, les jeunes assistés sociaux des années 80 sont demeurés tributaires de l'aide sociale faute d'emplois disponibles. Même si le gouvernement pouvait valablement inciter les jeunes au travail, la solution retenue discriminait sans motif valable entre les bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans et ceux de 30 ans et plus. Les déficiences du régime, conjuguées aux idées préconçues le sous-tendant, mènent à la conclusion que l'al. 29a) du règlement portait atteinte au droit à l'égalité garanti par l'art. 15 de la *Charte*. Pour les motifs exposés par le juge Bastarache, l'al. 29a) du règlement n'est pas sauvegardé par l'article premier de la *Charte*.

Bien que l'appelante n'ait pas réussi à établir en l'espèce une violation de l'art. 7 de la *Charte*, pour les motifs exposés par la majorité, il ne convient pas à ce moment-ci de fermer la porte à une éventuelle possibilité que l'art. 7 puisse être invoqué dans des circonstances n'ayant aucun lien avec le système de justice.

L'article 45 de la *Charte* québécoise ne garantit pas un droit autonome à un niveau de vie décent. Cet article protège seulement un droit d'accès à des mesures sociales à toute personne dans le besoin. Bien que l'insertion des droits sociaux et économiques dans la *Charte* québécoise leur confère une nouvelle dimension, elle ne leur a pas attribué un caractère juridiquement contraignant. La majorité des dispositions dans le chapitre des « Droits économiques et sociaux » contiennent une réserve indiquant que la mise en oeuvre des droits qu'ils protègent dépend de l'adoption de mesures législatives. Dans le cas de l'art. 45, le fait que toute personne dans le besoin n'ait pas droit à des mesures lui assurant un niveau de vie décent, mais plutôt à des mesures susceptibles de lui assurer ce niveau de vie, suggère que le législateur n'a pas voulu conférer aux tribunaux le pouvoir de réviser la suffisance des mesures adoptées ni de s'ériger en législateurs à cet égard. L'expression « prévues par la loi », interprétée à la lumière des autres dispositions du chapitre des droits économiques et sociaux, confirme que le droit prévu à l'art. 45 n'est protégé que dans la mesure prescrite par la loi. L'article 45 n'est toutefois pas dépourvu de tout contenu obligationnel. Puisque l'art. 10 de la *Charte* québécoise ne crée pas un droit autonome à l'égalité, le droit d'accès sans discrimination à des mesures d'assistance financière et sociales ne serait pas garanti par la *Charte* québécoise en l'absence de l'art. 45.

Le juge Arbour (dissidente) : L'alinéa 29a) du règlement contrevenait à l'art. 7 de la *Charte* en privant ceux auxquels il s'appliquait du droit à la sécurité de leur personne. L'article 7 impose à l'État l'obligation positive d'assurer à ses citoyens la protection élémentaire en ce qui touche la vie, la liberté et la sécurité de leur personne.

Les objections généralement avancées pour s'opposer à la présentation, en vertu de l'art. 7, de demandes sollicitant l'intervention concrète de l'État ne sont pas convaincantes. Le fait qu'un droit puisse comporter une certaine valeur économique n'est pas une raison suffisante pour l'exclure du champ d'application de l'art. 7. Les droits économiques qui sont essentiels à la vie des individus et à leur survie ne sont pas de même nature que les droits économiques des sociétés commerciales. Le droit à un niveau minimal d'aide sociale est intimement lié à des considérations touchant fondamentalement à la santé d'une personne et même, à la limite, à sa survie. Ce droit peut facilement s'intégrer dans le droit « à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne » prévu à l'art. 7, sans qu'il soit nécessaire de constitutionnaliser les droits ou intérêts de « propriété ». Le type de droit revendiqué en l'espèce ne saurait non plus être écarté parce qu'il ne présente pas les caractéristiques d'une « garantie juridique ». Le recours à l'intertitre « Garanties juridiques » comme moyen de circonscrire le champ d'application de l'art. 7 a été remplacé par l'application d'une démarche téléologique et contextuelle en matière d'interprétation des droits protégés par la Constitution. Au fil des ans, les plaideurs ont invoqué de nouveaux droits très distincts de ceux qui sont en cause lorsque le système judiciaire et l'administration de la justice sont concernés, et les tribunaux ont jugé que ces droits étaient protégés par l'art. 7. Continuer à insister sur l'effet restrictif qu'aurait le fait que l'art. 7 se trouve dans la section des « Garanties juridiques » de la *Charte* équivaldrait à figer l'interprétation constitutionnelle d'une manière incompatible avec la conception selon laquelle la Constitution est un « arbre vivant ». En outre, l'existence d'une mesure étatique concrète portant atteinte à la vie, à la liberté ou à la sécurité de la personne n'est pas requise pour fonder la présentation d'une demande en vertu de l'art. 7. Dans certaines circonstances, l'art. 7 peut imposer à l'État l'obligation d'agir lorsqu'il ne l'a pas fait. Le concept de « *deprivation* » évoqué dans le texte anglais de l'art. 7 et l'expression « principes de justice fondamentale » (et son équivalent anglais) dans le texte de cet article ne requièrent pas implicitement l'existence d'une mesure attentatoire concrète de la part de l'État. Le concept de « *deprivation* » est suffisamment large pour englober les privations dont l'effet est d'ériger des obstacles à la réalisation d'un objectif. La position de l'art. 7 dans la structure de la *Charte* milite en faveur

de la conclusion selon laquelle cet article peut avoir pour effet d'imposer à l'État l'obligation d'agir. Comme les exemples de « principes de justice fondamentale » prévus aux art. 8 à 14 consacrent des droits positifs, il est permis de penser que les droits visés à l'art. 7 comportent également une dimension positive. Il ressort implicitement de certains arrêts récents que la simple inaction de l'État est suffisante dans certaines circonstances pour faire jouer la protection de l'art. 7. Enfin, les doutes qui existent quant à la justiciabilité des demandes sollicitant l'intervention de l'État ne constituent pas un obstacle en l'espèce. Bien qu'il puisse être vrai que les tribunaux ne sont pas équipés pour trancher des questions de politique générale touchant à la répartition des ressources, ce facteur ne permet pas de conclure que la justiciabilité constitue une condition préalable faisant échec à l'examen au fond du présent litige. Le présent pourvoi soulève une question tout à fait différente, soit celle de savoir si l'État a l'obligation positive d'intervenir pour fournir des moyens élémentaires de subsistance aux personnes incapables de subvenir à leurs besoins. Dans leur rôle d'interprètes de la *Charte* et de protecteurs des libertés fondamentales garanties par celle-ci, les tribunaux sont requis de statuer sur les revendications en justice de tels droits. Il est possible, en l'espèce, de connaître des revendications de cette nature sans se demander combien l'État devrait déboursier pour garantir le droit revendiqué, question qui pourrait ne pas être justiciable.

L'interprétation de l'article 7, qu'il s'agisse d'une analyse téléologique, textuelle ou contextuelle, mène à la conclusion que le droit de chacun à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne garanti par cette disposition comporte une dimension positive. La structure grammaticale de l'art. 7 semble indiquer que celui-ci confère deux droits : le droit, énoncé dans la première partie de la disposition, « à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne », ainsi que le droit, énoncé dans la deuxième partie de la disposition, de ce qu'il ne soit porté atteinte à la vie, à la liberté ou la sécurité d'une personne qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale. D'un point de vue purement textuel, il semble qu'on ne puisse raisonnablement nier que la première partie de l'art. 7 accorde une protection plus large que celle prévue par la deuxième partie de cette disposition. Au moins deux interprétations raisonnables sont avancées en ce qui concerne la nature de cette protection additionnelle : suivant une de ces interprétations, la première partie établirait un droit entièrement distinct et autonome, auquel il peut être porté atteinte même en l'absence de violation des principes de justice fondamentale, sous réserve qu'en pareils cas il faut justifier cette atteinte au regard de l'article premier; selon l'autre interprétation, qui s'attache à l'absence du terme « *deprivation* » en anglais dans la première partie de la disposition, c'est tout au plus à l'égard du droit garanti dans la deuxième partie, à supposer que ce soit même le cas, qu'il faut établir l'existence d'une mesure étatique positive pour fonder une plainte reprochant la violation de ce droit. Chacune de ces interprétations exige la reconnaissance du type de droit que revendique l'appelante en l'espèce et il n'est pas nécessaire de décider laquelle de ces interprétations doit être retenue.

L'interprétation téléologique de l'ensemble de l'art. 7 requiert que l'on donne un sens à tous les droits qui y sont consacrés. Le fait de limiter l'art. 7 uniquement à sa deuxième partie a pour effet de n'attribuer aucun rôle concret au droit à la vie. Une telle interprétation menace non seulement la cohérence de la *Charte* dans son ensemble, mais également son objet. Pour éviter ce résultat, il faut reconnaître qu'il pourrait arriver que l'État porte atteinte au droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne autrement qu'en violant le droit prévu à la deuxième partie de l'art. 7. Il faut considérer que l'art. 7 protège davantage que de simples droits négatifs, autrement le rôle du droit à la vie garanti par cette disposition se résumerait à la protection contre la peine de mort — faisant ainsi potentiellement double emploi avec l'art. 12 —, avec toutes les difficultés conceptuelles intolérables qui découlent d'une telle interprétation.

Relativement à l'analyse contextuelle, les droits positifs font partie intégrante de la structure de la *Charte*. La *Charte* impose à l'État l'obligation d'agir concrètement en vue d'assurer la protection d'un nombre appréciable de droits. En outre, le processus de justification prévu par l'article premier, démarche qui considère les valeurs sous-tendant la *Charte* comme le seul fondement justifiant de restreindre les droits concernés, confirme que les droits consacrés par la *Charte* comportent une dimension positive. Les droits constitutionnels ne servent pas simplement de bouclier contre les atteintes à la liberté commises par l'État, mais ils ont également pour effet d'imposer à celui-ci l'obligation positive d'arbitrer les revendications conflictuelles découlant des droits et libertés de chacun. Si le droit d'un individu à la vie, à la liberté et la sécurité de sa personne peut, par application de l'article premier, être restreint en raison de la nécessité de protéger la vie, la liberté ou la sécurité d'autrui, ce ne peut être que parce que ce droit n'est pas simplement un droit négatif mais aussi un droit positif, qui commande à l'État non seulement de s'abstenir de porter atteinte à la vie, à la liberté et à la sécurité d'une personne, mais également de garantir activement ce droit en présence de revendications conflictuelles.

Le droit revendiqué en l'espèce fait partie de ceux que l'État a l'obligation positive d'accorder en vertu de l'art. 7. En dehors du contexte de l'art. 15, une mesure législative n'ayant pas un caractère suffisamment inclusif entraîne une violation de la *Charte* lorsque les conditions suivantes sont réunies : (1) l'argument doit reposer sur une liberté ou un droit fondamental garanti par la *Charte*, plutôt que sur l'accès à un régime légal précis; (2) il doit exister une preuve appropriée, démontrant que l'exclusion du régime légal crée une entrave substantielle à l'exercice du droit protégé; (3) il faut déterminer si l'État peut vraiment être tenu responsable de l'incapacité d'exercer la liberté ou le droit fondamental en question. Dans le présent pourvoi, l'exclusion des demandeurs du régime légal les prive effectivement de toute possibilité concrète de pourvoir à leurs besoins essentiels. Ce qui est en jeu n'est pas l'exclusion du régime légal concerné, mais les droits fondamentaux des demandeurs à la sécurité de leur personne et à la vie même, qui existent indépendamment de tout texte législatif. La preuve établit que la sécurité physique et psychologique des jeunes adultes a été sérieusement compromise au cours de la période pertinente et que le fait, dans le texte de loi, d'avoir exclu les jeunes adultes du plein bénéfice des avantages du régime d'aide sociale a porté substantiellement atteinte à leur droit fondamental à la sécurité de leur personne et peut-être même à leur droit à la vie. Le droit de ne pas être victimes d'atteintes par l'État à leur intégrité physique ou psychologique est une bien mince consolation pour les personnes qui, comme les demandeurs en l'espèce, doivent quotidiennement lutter pour subvenir à leurs besoins physiques et psychologiques les plus élémentaires. Dans ces cas, il est raisonnablement possible de conclure qu'une intervention concrète de l'État est nécessaire pour donner sens et effet aux droits garantis par l'art. 7. L'État peut à juste titre être tenu responsable de l'incapacité des demandeurs à exercer les droits que leur garantit l'article 7. Dans la présente affaire, il s'agit tout simplement de décider si l'État a l'obligation d'agir pour soulager la situation pénible des demandeurs. Ces derniers n'ont pas à prouver que l'État peut être tenu causalement responsable de l'environnement socio-économique dans lequel les droits que leur garantit l'art. 7 ont été menacés, ni que l'inaction de l'État a aggravé leur sort. La législation pertinente vise à fournir une aide complémentaire aux personnes dont les moyens de subsistance sont inférieurs à un niveau donné – droit que l'art. 7 de la *Charte* est censé protéger. Une intervention législative destinée à pourvoir aux besoins essentiels des citoyens nécessiteux en matière de sécurité personnelle et de subsistance est suffisante pour satisfaire à toute condition d'application de l'art. 32 de la *Charte* qui requerrait l'existence d'un « minimum d'action gouvernementale ». En édictant la *Loi sur l'aide sociale*, le gouvernement du Québec a fait naître pour l'État l'obligation de s'assurer que toute différence de traitement ou non-inclusion concernant la prestation de ces services essentiels n'est pas incompatible avec les droits fondamentaux garantis par la *Charte*, tout particulièrement l'art. 7. Il ne s'est pas acquitté de cette obligation. Comme la protection des droits positifs découle de la première partie de l'art. 7, qui reconnaît à chacun un droit autonome à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et comme, en l'espèce, la violation découle d'une inaction et ne fait pas entrer en jeu le système judiciaire, il n'est pas nécessaire de se demander si cette atteinte aux droits garantis par l'art. 7 à l'appelante a été portée en conformité avec les principes de justice fondamentale.

La violation du droit de l'appelante à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne n'est pas justifiée au sens de l'article premier. Bien que l'objectif consistant à prévenir l'effet d'attraction du régime d'aide sociale sur les jeunes adultes et à favoriser leur intégration dans la population active puisse satisfaire à la condition requérant l'existence d'un « objectif urgent et réel » que prévoit le critère élaboré dans l'arrêt *Oakes*, il est difficile d'accepter que la négation des moyens élémentaires de subsistance puisse avoir un lien rationnel avec les valeurs qu'on tend à favoriser, à savoir la liberté et la dignité inhérente des jeunes adultes à long terme. En outre, il y a accord avec la conclusion du juge Bastarache selon laquelle l'atteinte causée par ces moyens n'était pas, pour plusieurs raisons, minimale.

L'alinéa 29a) du règlement violait le par. 15(1) de la *Charte*. Pour ce qui est de l'art. 15, il y a accord général avec l'analyse et les conclusions du juge Bastarache. La violation de l'art. 15 n'était pas justifiée au regard de l'article premier, essentiellement pour les raisons exposées à l'égard de la violation de l'art. 7.

À l'instar de mon collègue le juge Bastarache, je suis également d'avis que l'art. 45 de la *Charte* québécoise établit un droit positif à un niveau de vie minimal, mais que le respect de ce droit ne peut être imposé en vertu des art. 52 ou 49 dans les circonstances du présent pourvoi.

Enfin, il y a accord avec les conclusions du juge Bastarache quant à la réparation qui convient en l'espèce.

Le juge **L'Heureux-Dubé** (dissidente) : L'opinion des juges Bastarache et LeBel, selon laquelle l'al. 29a) du règlement violait l'art. 15 de la *Charte*, est acceptée. Exclure a priori de la protection de l'art. 15 des groupes qui

appartiennent clairement à une catégorie énumérée ne sert pas les fins de la garantie d'égalité. Le motif énuméré de l'âge est un indicateur permanent de l'existence d'une distinction suspecte. Toute tentative d'exclure les jeunes de la protection de l'art. 15 déplace le point de mire de l'analyse de l'art. 15, laquelle doit porter sur les effets de la discrimination et non sur le classement des motifs dans une catégorie. De surcroît, il n'y a pas lieu de prendre en considération le point de vue du législateur dans l'analyse fondée sur l'art. 15. Une intention de discriminer n'est pas nécessaire pour conclure à la discrimination. Inversement, le fait qu'un législateur ait l'intention d'aider le groupe ou la personne sur lesquels la distinction alléguée a un effet préjudiciable n'empêche pas de conclure à la discrimination.

L'alinéa 29a) établit clairement une distinction fondée sur un motif énuméré. La seule question qui se pose est de savoir si, dans son objet ou son effet, il porte atteinte à la dignité humaine. La dignité humaine est violée s'il y a atteinte aux intérêts individuels, dont l'intégrité physique et psychologique. Ces atteintes minent le respect et l'estime de soi et transmettent à l'individu l'idée qu'il n'est pas un membre à part entière de la société canadienne. Une distinction peut être discriminatoire même si elle ne repose pas sur des stéréotypes. En l'espèce, les facteurs contextuels énumérés dans l'arrêt *Law* étayaient une conclusion de discrimination. En particulier, la grave atteinte à un droit fondamental dont a été victime l'appelante, en raison d'une distinction législative fondée sur un motif énuméré ou analogue, était suffisante pour qu'un tribunal puisse statuer que la distinction était discriminatoire. L'appelante était exposée au risque d'une grande pauvreté du fait qu'elle avait moins de 30 ans. Elle a parfois vécu en-deçà du niveau de subsistance minimal fixé par le gouvernement même. Il y a eu atteinte à son intégrité psychologique et physique. Une personne raisonnable, placée dans la position de l'appelante et informée de toutes les circonstances, aurait estimé que son droit à la dignité était violé pour le seul motif qu'elle avait moins de 30 ans, alors qu'elle n'était pas en mesure de faire quoi que ce soit pour modifier cet attribut, et qu'elle avait été exclue d'une pleine participation à la société canadienne. En ce qui concerne les autres facteurs contextuels, un régime législatif qui menace sérieusement l'intégrité physique et psychologique de certaines personnes, simplement parce qu'elles possèdent une caractéristique personnelle qui ne peut être changée, ne tient pas adéquatement compte, à première vue, des besoins, des capacités et de la situation de la personne ou du groupe en cause. Un objectif d'amélioration, comme facteur contextuel, doit être à l'avantage d'un groupe moins favorisé que celui visé par la distinction. Il n'est pas question d'un tel groupe en l'espèce. Enfin, étant donné que le taux de chômage était beaucoup plus élevé chez les jeunes adultes que pour l'ensemble de la population active, et qu'un nombre record de jeunes entrait sur le marché du travail à une époque où les programmes fédéraux d'aide sociale étaient chancelants, il est difficile de conclure que les jeunes adultes n'étaient pas victimes d'un désavantage préexistant. Il n'est pas nécessaire que le désavantage frappe tous les membres d'un groupe pour qu'il y ait discrimination, à condition qu'il soit possible de démontrer, comme c'est le cas dans la présente affaire, que seuls des membres de ce groupe sont victimes du désavantage. La violation de l'art. 15 n'était pas justifiée. Sur ce point, il y a accord avec l'analyse que le juge Bastarache effectue au regard de l'article premier.

Pour les motifs exposés par le juge Arbour, l'al. 29a) du règlement contrevient à l'art. 7 de la *Charte*. Bien qu'il revienne en général aux gouvernements de faire les choix qui concernent la mise en œuvre des politiques, d'autres acteurs peuvent aider à déterminer si des programmes sociaux sont nécessaires. Un demandeur doit être en mesure d'établir, au moyen d'une preuve suffisante, ce qui serait un niveau minimal d'aide. Pour les motifs exposés par le juge dissident de la Cour d'appel du Québec et essentiellement pour les mêmes raisons que le juge Arbour, la violation de l'art. 7 n'était pas justifiée.

Pour les motifs exposés par le juge dissident de la Cour d'appel, l'al. 29a) du règlement viole l'art. 45 de la *Charte* québécoise.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel du Québec, [1999] R.J.Q. 1033, [1999] J.Q. n° 1365 (QL), qui a confirmé un jugement de la Cour supérieure, [1992] R.J.Q. 1647, [1992] J.Q. n° 928 (QL). Pourvoi rejeté, les juges L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour et LeBel sont dissidents.

Carmen Palardy, Georges Massol et Stéphanie Bernstein, pour l'appelante.

André Fauteux et Isabelle Harnois, pour l'intimé.

Janet E. Minor et Peter Landmann, pour l'intervenant le procureur général de l'Ontario.

Gabriel Bourgeois, c.r., pour l'intervenant le procureur général du Nouveau-Brunswick.

Sarah Macdonald, pour l'intervenant le procureur général de la Colombie-Britannique.

Margaret Unsworth, pour l'intervenant le procureur général de l'Alberta.

David Matas, pour l'intervenant Droits et Démocratie (aussi appelé Centre international des droits de la personne et du développement démocratique).

Hélène Tessier, pour l'intervenante la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Gwen Brodsky et Rachel Cox, pour l'intervenante l'Association nationale de la femme et du droit (ANFD).

Vincent Calderhead et Martha Jackman, pour l'intervenant le Comité de la Charte et des questions de pauvreté (CCQP).

Chantal Masse et Fred Headon, pour l'intervenante l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (ACCCDP).

Procureurs de l'appelante : Ouellet, Nadon, Barabé, Cyr, de Merchant, Bernstein, Cousineau, Heap & Palardy, Montréal.

Procureur de l'intimé : Le ministère de la Justice, Montréal et Sainte-Foy.

Procureur de l'intervenant le procureur général de l'Ontario : Le ministère du Procureur général, Toronto.

Procureur de l'intervenant le procureur général du Nouveau-Brunswick : Le procureur général du Nouveau-Brunswick, Fredericton.

Procureur de l'intervenant le procureur général de la Colombie-Britannique : Le ministère du Procureur général, Victoria.

Procureur de l'intervenant le procureur général de l'Alberta : Alberta Justice, Edmonton.

Procureur de l'intervenant Droits et Démocratie (aussi appelé Centre international des droits de la personne et du développement démocratique) : David Matas, Winnipeg.

Procureur de l'intervenante la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Montréal.

Procureur de l'intervenante l'Association nationale de la femme et du droit (ANFD) : Gwen Brodsky, Vancouver; Rachel Cox, St-Lazare (Québec).

Procureurs de l'intervenant le Comité de la Charte et des questions de pauvreté (CCQP) : Nova Scotia Legal Aid, Halifax.

Procureurs de l'intervenante l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (ACCCDP) : McCarthy Tétrault, Montréal.

Present: McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

Constitutional law – Charter of Rights – Equality – Welfare -- Regulation providing for reduced welfare benefits for individuals under 30 not participating in training or work experience employment programs -- Whether Regulation infringed right to equality – Canadian Charter of Rights and Freedoms, s. 15 – Regulation respecting social aid, R.R.Q. 1981, c. A-16, r. 1, s. 29(a).

Constitutional law – Charter of Rights – Fundamental justice -- Security of person – Welfare -- Regulation providing for reduced welfare benefits for individuals under 30 not participating in training or work experience employment programs -- Whether Regulation infringed right to security of person – Canadian Charter of Rights and Freedoms, s. 7 – Regulation respecting social aid, R.R.Q. 1981, c. A-16, r. 1, s. 29(a).

Civil rights – Economic and social rights – Financial assistance – Regulation providing for reduced welfare benefits for individuals under 30 not participating in training or work experience employment programs -- Whether Regulation infringed right to measures of financial assistance – Charter of Human Rights and Freedoms, R.S.Q., c. C-12, s. 45 – Regulation respecting social aid, R.R.Q. 1981, c. A-16, r. 1, s. 29(a).

In 1984 the Quebec government created a new social assistance scheme. Section 29(a) of the *Regulation respecting social aid*, made under the 1984 *Social Aid Act*, set the base amount of welfare payable to persons under the age of 30 at roughly one third of the base amount payable to those 30 and over. Under the new scheme, participation in one of three education or work experience programs allowed people under 30 to increase their welfare payments to either the same as, or within \$100 of, the base amount payable to those 30 and over. In 1989 this scheme was replaced by legislation that no longer made this age-based distinction.

The appellant, a welfare recipient, brought a class action challenging the 1984 social assistance scheme on behalf of all welfare recipients under 30 subject to the differential regime from 1985 to 1989. The appellant argued that the 1984 social assistance regime violated ss. 7 and 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and s. 45 of the *Quebec Charter of Human Rights and Freedoms*. She requested that s. 29(a) of the Regulation be declared to have been invalid from 1987 (when it lost the protection of the notwithstanding clause) to 1989, and that the government of Quebec be ordered to reimburse all affected welfare recipients for the difference between what they actually received and what they would have received had they been 30 years of age or over, for a total of roughly \$389 million dollars, plus interest. The Superior Court dismissed the class action. The Court of Appeal upheld the decision.

Held (L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. dissenting): The appeal should be dismissed. Section 29(a) of the Regulation was constitutional.

- (1) *Per* McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major and Binnie JJ.: Section 29(a) of the Regulation did not infringe s. 15 of the *Canadian Charter*.
Per L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. (dissenting): Section 29(a) of the Regulation infringed s. 15 of the *Canadian Charter* and the infringement was not justifiable under s. 1 of the *Charter*.
- (2) *Per* McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie and LeBel JJ.: Section 29(a) of the Regulation did not infringe s. 7 of the *Canadian Charter*.
Per L'Heureux-Dubé and Arbour JJ. (dissenting): Section 29(a) of the Regulation infringed s. 7 of the *Canadian Charter* and the infringement was not justifiable under s. 1 of the *Charter*.
- (3) *Per* McLachlin C.J. and Gonthier, Iacobucci, Major, Binnie and LeBel JJ.: Section 29(a) of the Regulation did not violate s. 45 of the *Quebec Charter*.
Per Bastarache and Arbour JJ.: There is no need to determine whether s. 29(a) of the Regulation violated s. 45 of the *Quebec Charter* since the s. 45 right is unenforceable in the circumstances of this case.
Per L'Heureux-Dubé J. (dissenting): Section 29(a) of the Regulation violated s. 45 of the *Quebec Charter*.

Per **McLachlin C.J.** and Gonthier, Iacobucci, Major and Binnie JJ.: The differential welfare scheme did not breach s. 15(1) of the *Charter*. The appellant has failed to discharge her burden of proof on the third branch of the *Law* test, as she has not demonstrated that the government treated her as less worthy than older welfare recipients, simply

because it conditioned increased payments on her participation in programs designed specifically to integrate her into the work force and to promote her long-term self-sufficiency.

An examination of the four contextual factors set out in *Law* does not support a finding of discrimination and denial of human dignity. First, this is not a case where members of the complainant group suffered from pre-existing disadvantage and stigmatisation on the basis of their age. Age-based distinctions are a common and necessary way of ordering our society, and do not automatically evoke a context of pre-existing disadvantage suggesting discrimination and marginalization. Unlike people of very advanced age who may be presumed to lack abilities that they in fact possess, young people do not have a similar history of being undervalued.

Second, the record in this case does not establish a lack of correspondence between the scheme and the actual circumstances of welfare recipients under 30. The evidence indicates that the purpose of the challenged distinction, far from being stereotypical or arbitrary, corresponded to the actual needs and circumstances of individuals under 30. The deep recession in the early 1980s, tightened eligibility requirements for federal unemployment insurance benefits, and a surge in the number of young people entering the job market caused an unprecedented increase in the number of people capable of working who ended up on the welfare rolls. The situation of young adults was particularly dire. The government's short-term purpose in adopting the scheme at issue was to get recipients under 30 into work and training programs that would make up for the lower base amount they received while teaching them valuable skills to get permanent jobs. The government's longer-term purpose was to provide young welfare recipients with precisely the kind of remedial education and skills training they lacked and needed in order to integrate into the workforce and become self-sufficient. The regime constituted an affirmation of young people's potential rather than a denial of their dignity. From the perspective of a reasonable person in the claimant's position, the legislature's decision to structure its social assistance programs to give young people the incentive to participate in programs specifically designed to provide them with training and experience was supported by logic and common sense. The allegation that there were not enough places in the programs to meet the needs of all welfare recipients under 30 who wanted to participate was rejected by the trial judge as unsubstantiated by the evidence. Absent demonstrated error, it is not open to this Court to revisit the trial judge's conclusion. Likewise, we cannot infer disparity between the purpose and effect of the scheme and the situation of those affected from the mere failure of government to prove that the assumptions upon which it proceeded were correct. Provided they are not based on arbitrary and demeaning stereotypes, the legislator is entitled to proceed on informed general assumptions that correspond, even if not perfectly, to the actual circumstances of the affected group. These considerations figure in assessing whether a reasonable person in the claimant's position would experience the legislation as a harm to her dignity.

Third, the "ameliorative purpose" contextual factor is neutral in the present case, since the scheme was not designed to improve the condition of another group. As a general contextual matter, a reasonable person in the appellant's position would take the fact that the Regulation was aimed at ameliorating the situation of welfare recipients under 30 into account in determining whether the scheme treated under-30s as less worthy of respect and consideration than those 30 and over.

Finally, the findings of the trial judge and the evidence do not support the view that the overall impact on the affected individuals undermined their human dignity and their right to be recognized as fully participating members of society notwithstanding their membership in the class affected by the distinction. Despite possible short-term negative impacts on the economic circumstances of some welfare recipients under 30 as compared to those 30 and over, the regime sought to improve the situation of people in this group and enhance their dignity and capacity for long-term self-reliance. This points not to discrimination but to concern for the situation of welfare recipients under 30.

The factual record is insufficient to support the appellant's claim that the state deprived her of her s. 7 right to security of the person by providing her with a lower base amount of welfare benefits, in a way that violated the principles of fundamental justice. The dominant strand of jurisprudence on s. 7 sees its purpose as protecting life, liberty and security of the person from deprivations that occur as a result of an individual's interaction with the justice system and its administration. The administration of justice can be implicated in a variety of circumstances and does not refer exclusively to processes operating in the criminal law. The meaning of the administration of justice and s. 7 should be allowed to develop incrementally, as heretofore unforeseen issues arise for consideration. It is thus premature to conclude that s. 7

applies only in an adjudicative context. In the present case, the issue is whether s. 7 ought to apply despite the fact that the administration of justice is plainly not implicated. Thus far, the jurisprudence does not suggest that s. 7 places positive obligations on the state. Rather, s. 7 has been interpreted as restricting the state's ability to deprive people of their right to life, liberty and security of the person. Such a deprivation does not exist here and the circumstances of this case do not warrant a novel application of s. 7 as the basis for a positive state obligation to guarantee adequate living standards.

There is no breach of the right to measures of financial assistance and to social measures provided for by law, susceptible of ensuring an acceptable standard of living as protected by s. 45 of the Quebec *Charter of Human Rights and Freedoms*. Although s. 45 requires the government to provide social assistance measures, it places the adequacy of the particular measures adopted beyond the reach of judicial review. The language of s. 45 mandates only that the government be able to point to measures susceptible of ensuring an adequate standard of living, without having to defend the wisdom of its enactments.

Per Bastarache J. (dissenting): Section 29(a) of the Regulation did not infringe s. 7 of the *Charter*. The threat to the appellant's security of the person was not related to the administration of justice, nor was it caused by any state action, nor did the underinclusive nature of the legislation substantially prevent or inhibit the appellant from protecting her own security. The right to security of the person is protected by s. 7 only insofar as the claimant is deprived of this right by the state, in a manner contrary to the principles of fundamental justice. The strong relationship between s. 7 and the role of the judiciary leads to the conclusion that some relationship to the judicial system or its administration must be engaged before s. 7 may be applied. In this case, there is no link between the harm to the appellant's security of the person and the judicial system or its administration. Although the required link to the judicial system does not mean that s. 7 is limited to purely criminal or penal matters, it signifies, at the very least, that some determinative state action, analogous to a judicial or administrative process, must be shown to exist in order for one to be deprived of a s. 7 right. The threat to the appellant's security was brought upon her by the vagaries of a weak economy, not by the legislature's decision not to accord her more financial assistance or to require her to participate in several programs in order to receive more assistance. While underinclusive legislation may, in unique circumstances, substantially impact the exercise of a constitutional freedom, the exclusion of people under 30 from the full, unconditional benefit package did not render them substantially incapable of exercising their right to security of the person without government intervention. The appellant failed to demonstrate that there existed an inherent difficulty for young people under 30 to protect their right to security of the person without government intervention. Nor has the existence of a higher base benefit for recipients 30 and over been shown to reduce the potential of young people to exercise their right to security of the person. It has not been demonstrated that the legislation, by excluding young people, reduced their security any more than it would have already been given market conditions.

Section 29(a) of the Regulation infringed s. 15 of the *Charter*. Although age-based distinctions are often justified due to the fact that at different ages people are capable of different things, age is included as a prohibited ground of discrimination. Age, although constantly changing, is a personal characteristic that at any given moment one can do nothing to alter. Age falls squarely within the concern of the equality provision that people not be penalized for characteristics they either cannot change or should not be asked to change. The grounds of discrimination enumerated in s. 15 function as legislative markers of suspect grounds associated with stereotypical or otherwise, discriminatory decision making. Legislation that draws a distinction on such grounds – including age – is suspect because it often leads to discrimination and denial of substantive equality.

Applying the *Law* test, the fundamental question that needs to be dealt with here is whether the distinction created by s. 29(a) is indicative that the government treated social assistance recipients under 30 in a way that is respectful of their dignity as members of society. This question is to be assessed from the perspective of a reasonable person in the claimant's circumstances having regard to four non-exhaustive contextual factors. While it is not enough for the appellant simply to claim that her dignity has been violated, a demonstration that there is a rational foundation for her experience of discrimination will be sufficient to ground the s. 15 claim.

First, with respect to the pre-existing disadvantage factor, we are not dealing in this case with a general age distinction but rather with one applicable within a particular social group, welfare recipients. Within this group the record makes it clear that it was not easier for persons under 30 to get jobs as opposed to their elders. The distinction was based

on the stereotypical view that young welfare recipients suffer no special economic disadvantages. This view was not grounded in fact and was based on old assumptions regarding the employability of young people. Although there is no compelling evidence that younger welfare recipients, as compared to all welfare recipients, have been traditionally marginalised by reason of their age, a contextual analysis requires us to recognize that the precarious, vulnerable position of welfare recipients in general lends weight to the argument that a distinction that affects them negatively may pose a greater threat to their human dignity.

Second, there was a lack of correspondence between the differential welfare scheme and the actual needs, capacities and circumstances of welfare recipients under the age of 30. Based on the unverifiable presumption that people under 30 had better chances of employment and lesser needs, the program delivered to those people two-thirds less than what the government viewed as the basic survival amount, drawing its distinction on a characteristic over which those people had no control. Substantive equality permits differential treatment only where there is a genuine difference. The bright line drawn at 30 appears to have had little, if any, relationship to the real situation of younger people. The dietary and housing costs of people under 30 are no different from those of people 30 and over. The presumption adopted by the government that all persons under 30 received assistance from their family was unfounded. By relying on a distinction that had existed decades earlier and that did not take into account the actual circumstances of welfare recipients under 30, the legislation appears to have shown little respect for the value of those recipients as individual human beings. It created substandard living conditions for them on the sole basis of their age. Where persons experience serious detriment as a result of a distinction and the evidence shows that the presumptions guiding the legislature were factually unsupported, it is not necessary to demonstrate actual stereotyping, prejudice or other discriminatory intention. Moreover, a positive intention cannot save the regulation. At this stage of the *Law* analysis, the legislature's intention is much less important than the real effects of the scheme on the claimant. Treatment of legislative purpose under s. 15(1) must not undermine or replace the analysis that will be undertaken when applying s. 1 of the *Charter*.

Third, the ameliorative purpose factor is not useful in determining whether the differential treatment in this appeal was discriminatory. The legislature has differentiated between the appellant's group and other welfare recipients based on what it claims is an effort to ameliorate the situation of the very group in question. Groups that are the subject of an inferior differential treatment based on an enumerated or analogous ground are not treated with dignity just because the government claims that the detrimental provisions are for their own good.

Finally, the differential treatment had a severe effect on an extremely important interest. The effect of the distinction in this case is that the appellant and others like her had their income set at only one third of what the government deemed to be the bare minimum for the sustainment of life. The government's argument that it was offering skills to allow young persons to enter into the workforce, thereby reinforcing their dignity and self-worth, neglects the fact that the reason why these young people were not in the labour force was not exclusively that their skills were too low, or that they were undereducated, but that there were no jobs to be had. The appellant has shown that in certain circumstances, and in her circumstances in particular, there were occasions when the effect of the differential treatment was such that beneficiaries under 30 could objectively be said to have experienced government treatment that failed to respect them as full persons. Any reading of the evidence indicates that it was highly improbable that a person under 30 could at all times be registered in a program and therefore receive the full subsistence amount. When between programs, individuals like the appellant were forced to survive on far less than the recognized minimum necessary for basic subsistence received by those over 30. Even when participating in a program, the fear of being returned to the reduced level of support dominated the appellant's life. Recipients over 30 did not experience these consequences of the scheme. For the purposes of s. 15, what made the appellant's experience demeaning was the fact that she was placed in a position that the government itself admits is a precarious and unliveable one. The distinction in treatment was made simply on the basis of age, not of need, opportunity or personal circumstances, and was not respectful of the basic human dignity of welfare recipients under the age of 30.

The government has not discharged its burden of proving that the infringement of s. 15 is a reasonable limit that is demonstrably justifiable in a free and democratic society. Although a certain degree of deference should be accorded in reviewing social policy legislation of this type, the government does not have *carte blanche* to limit rights. The distinction created by s. 29(a) of the Regulation served two pressing and substantial objectives: (1) to avoid attracting young adults to social assistance, and (2) to facilitate integration into the workforce by encouraging participation in the

employment programs. There is a rational connection between the different treatment of those under 30 and the objective of encouraging their integration into the workforce. It is logical and reasonable to suppose that young people are at a different stage in their lives than those 30 and over, that it is more important, and perhaps more fruitful, to encourage them to integrate into the workforce, and that in order to encourage such behaviour, a reduction in basic benefits could be expected to work. Even according to the government a high degree of deference, however, the respondent has failed to demonstrate that the provision in question constituted a means of achieving the legislative objective that was reasonably minimally impairing of the appellant's equality rights. Other reasonable alternatives to achieve the objective were available. To begin with, the level of support provided to those under 30 could have been increased. There is no evidence to support the government's contention that such an approach would have prevented it from achieving the objective of integrating young people into the workforce. In addition, the 1989 reforms which made the programs universally conditional could have been implemented earlier. The programs themselves also suffered from several significant shortcomings and only 11 percent of social assistance recipients under the age of 30 were in fact enrolled in the employment programs that allowed them to receive the base amount allocated to beneficiaries over 30 years of age. One major branch of the scheme left participants \$100 short of the base benefit. Likewise, waiting periods, prioritizations and admissibility criteria signified that the programs were not designed in such a way as to insure that there would always be programs available to those who wanted to participate. In addition to the problems with the design of the programs, hurdles in their implementation presented young recipients with further barriers. Delays flowing from meetings with aid workers, evaluation interviews and finding space within the appropriate program signified that young welfare recipients would most likely spend some time on the reduced benefit. Finally, even though 85 000 single people under 30 years of age were on social assistance, the government at first made only 30 000 program places available. While the government did not have to prove that it had 85 000 empty chairs waiting in classrooms and elsewhere, the very fact that it was expecting such low levels of participation brings into question the degree to which the distinction in s. 29(a) of the Regulation was geared towards improving the situation of those under 30, as opposed to simply saving money.

The differential treatment had severe deleterious effects on the equality and self-worth of the appellant and those in her group which outweighed the salutary effects of the scheme in achieving the stated government objective. The government failed to demonstrate that the reduction in benefits contributed or would reasonably be expected to contribute to the integration of young social assistance beneficiaries into the workplace. When the potential deleterious effects of the legislation are so apparent, it is not asking too much of the government to craft its legislation more carefully.

The appropriate remedy in this case is to declare s. 29(a) of the Regulation invalid under s. 52(1) of the *Constitution Act, 1982*. Had the legislation still been in force, suspension of the declaration of invalidity for a period of 18 months to allow the legislature to implement changes to the legislation would have been appropriate. The appellant's request for an order for damages pursuant to s. 24(1) of the *Charter* should be dismissed. Where a provision is struck down under s. 52, a retroactive s. 24(1) remedy will not generally be available. Moreover, the facts of this case do not allow for such a result. First, a s. 24(1) remedy is more difficult in this case because it involves a class action. It would be impossible for this Court to determine the precise amount that was owed to each individual in the class. Second, the significant costs that would be incurred by the government were it required to pay damages must be considered. While a consideration of expenses might not be relevant to the substantive *Charter* analysis, it is relevant to the determination of the remedy. Requiring the government to pay out nearly half a billion dollars would have a significant impact of the government's fiscal situation, and potentially on the general economy of the province.

Although on its face, s. 45 of the Quebec *Charter of Human Rights and Freedoms* creates some form of positive right to a minimal standard of living, in this case, that right is unenforceable. The supremacy provision in s. 52 of the Quebec *Charter* clearly indicates that the courts have no power to declare any portion of a law invalid due to a conflict with s. 45. Moreover, the appellant is not entitled to damages pursuant to s. 49 of the Quebec *Charter*. In order to substantiate a s. 49 claim against the government for having drafted legislation that violates a right guaranteed by the Quebec *Charter*, one would have to demonstrate that the legislature has breached a particular standard of care in drafting the legislation. It is unlikely that the government could, under s. 49, be held responsible for having simply drafted faulty legislation.

Per LeBel J. (dissenting): Section 29(a) of the Regulation, when taken in isolation or considered in light of all employability programs, discriminated against young adults. The distinction based on age did not reflect either the needs

or the abilities of social aid recipients under 30 years of age. The ordinary needs of young people are not so different from the needs of their elders as to justify such a pronounced discrepancy between the two groups' benefits. Because the distinction made by the social aid scheme was justified by the fact that young people are able to survive a period of economic crisis better, this distinction perpetuated a stereotypical view of young people's situation on the labour market. By trying to combat the pull of social assistance, for the "good" of the young people themselves who depended on it, the distinction perpetuated another stereotypical view, that a majority of young social assistance recipients choose to freeload off society permanently. Young social assistance recipients in the 1980s certainly did not latch onto social assistance out of laziness; they were stuck receiving welfare because there were no jobs available. Even if the government could validly encourage young people to work, the approach adopted discriminated between social aid recipients under 30 years of age and those 30 years of age and over, for no valid reason. The defects in the scheme, together with the preconceived ideas that underpinned it, lead to the conclusion that s. 29(a) of the Regulation infringed the equality right guaranteed by s. 15 of the *Charter*. For the reasons given by Bastarache J., s. 29(a) of the Regulation is not saved by s. 1 of the *Charter*.

Although the appellant failed to establish a violation of s. 7 of the *Charter* in this case, for the reasons stated by the majority, it is not appropriate, at this point, to rule out the possibility that s. 7 might be invoked in circumstances unrelated to the justice system.

Section 45 of the Quebec *Charter* does not confer an independent right to an acceptable standard of living. That section protects only a right of access to social measures for anyone in need. Although the incorporation of social and economic rights into the Quebec *Charter* gives them a new dimension, it does not make them legally binding. A majority of the provisions in the chapter on "Economic and Social Rights" contain a reservation indicating that the exercise of the rights they protect depends on the enactment of legislation. In the case of s. 45, the fact that anyone in need is entitled not to measures to ensure him or her an acceptable standard of living, but to measures susceptible of ensuring him or her that standard of living, suggests that the legislature did not intend to give the courts the power to review the adequacy of the measures adopted, or to usurp the role of the legislature in that regard. The expression "provided for by law", when interpreted in light of the other provisions of the chapter on economic and social rights, confirms that the right in s. 45 is protected only to the extent provided for by law. Section 45 is not, however, without any obligational content. Because s. 10 of the Quebec *Charter* does not create an independent right to equality, the right of access to measures of financial assistance and social measures without discrimination would not be guaranteed by the Quebec *Charter* were it not for s. 45.

Per Arbour J. (dissenting): Section 29(a) of the Regulation infringed s. 7 of the *Charter* by depriving those to whom it applied of their right to security of the person. Section 7 imposes a positive obligation on the state to offer basic protection for the life, liberty and security of its citizens.

The barriers that are traditionally said to preclude a positive claim against the state under s. 7 are unconvincing. The fact that a right may have some economic value is an insufficient reason to exclude it from the ambit of s. 7. Economic rights that are fundamental to human life or survival are not of the same ilk as corporate-commercial economic rights. The right to a minimum level of social assistance is intimately intertwined with considerations related to one's basic health and, at the limit, even one's survival. These rights can be readily accommodated under the s. 7 rights to "life, liberty and security of the person" without the need to constitutionalize "property" rights or interests. Nor should the interest claimed in this case be ruled out because it fails to exhibit the characteristics of a "legal right". The reliance on the subheading "Legal Rights" as a way of delimiting the scope of s. 7 protection has been supplanted by a purposive and contextual approach to the interpretation of constitutionally protected rights. New kinds of interests, quite apart from those engaged by one's dealings with the justice system and its administration, have been asserted and found to be deserving of s. 7 protection. To continue to insist upon the restrictive significance of the placement of s. 7 within the "Legal Rights" portion of the *Charter* would be to freeze constitutional interpretation in a manner inconsistent with the vision of the Constitution as a "living tree". Furthermore, in order to ground a s. 7 claim, it is not necessary that there be some affirmative state action interfering with life, liberty or security of the person. In certain cases, s. 7 can impose on the state a duty to act where it has not done so. A requirement of positive state interference is not implicit in the use of the phrase "principles of fundamental justice" or the concept of "deprivation" in s. 7. The concept of deprivation is sufficiently broad to embrace withholdings that have the effect of erecting barriers in the way of the attainment of some object. The context in which s. 7 is found within the *Charter* favours a conclusion that it can impose on the state a positive duty to act. Since

illustrations of the “principles of fundamental justice” found in ss. 8 to 14 of the *Charter* entrench positive rights, it is to be expected that s. 7 rights also contain a positive dimension. Recent case law implies that mere state inaction will on occasion be sufficient to engage s. 7’s protection. Finally, the concern that positive claims against the state are not justiciable does not present a barrier in the present case. While it may be true that courts are ill-equipped to decide policy matters concerning resource allocation, this does not support the conclusion that justiciability is a threshold issue barring the consideration of the substantive claim in this case. This case raises the different question of whether the state is under a positive obligation to provide basic means of subsistence to those who cannot provide for themselves. The role of the courts as interpreters of the *Charter* and guardians of its fundamental freedoms requires them to adjudicate such rights-based claims. These claims can be dealt with here without addressing the question of how much expenditure by the state is necessary in order to secure the right claimed, a question which may not be justiciable.

A textual, purposive or contextual approach to the interpretation of s. 7 mandates the conclusion that the s. 7 rights of life, liberty and security of the person include a positive dimension. The grammatical structure of s. 7 seems to indicate that it protects two rights: a right, set out in the section’s first clause, to “life, liberty and security of the person”; and a right, set out in the second clause, not to be deprived of life, liberty or security of the person except in accordance with the principles of fundamental justice. As a purely textual matter, the fact that the first clause involves some greater protection than that accorded by the second clause seems beyond reasonable objection. There are at least two reasonable interpretations as to what this additional protection might consist of: the first clause may be interpreted as providing for a completely independent and self-standing right, which can be violated even absent a breach of fundamental justice, but requiring a s. 1 justification in the event of such violation; another possible interpretation focuses on the absence of the term “deprivation” in the first clause and suggests that it is at most in connection with the right afforded in the second clause, if at all, that there must be positive state action to ground a violation. Either interpretation demands recognition of the sort of interest claimed by the appellant in this case and it is not necessary to decide which one is to be preferred.

A purposive interpretation of s. 7 as a whole requires that all the rights embodied in it be given meaning. Reducing s. 7 only to the second clause leaves no useful meaning to the right to life. Such an interpretation of s. 7 threatens not only the coherence, but also the purpose of the *Charter* as a whole. In order to avoid this result, it must be recognized that the state can potentially infringe the right to life, liberty and security of the person in ways that go beyond violating the right contained in the second clause of s. 7. Section 7 must be interpreted as protecting something more than merely negative rights, otherwise the s. 7 right to life will be reduced to the function of guarding against capital punishment — a possibly redundant function in light of s. 12 of the *Charter* — with all of the intolerable conceptual difficulties attendant upon such an interpretation.

With respect to the contextual analysis, positive rights are an inherent part of the *Charter*’s structure. The *Charter* compels the state to act positively to ensure the protection of a significant number of rights. Moreover, justification under s. 1 which invokes the values that underpin the *Charter* as the only suitable basis for limiting those rights, confirms that *Charter* rights contain a positive dimension. Constitutional rights are not simply a shield against state interference. They place a positive obligation on the state to arbitrate competing demands arising from the liberty and rights of others. Thus if one’s right to life, liberty and security of the person can be limited under s. 1 by the need to protect the life, liberty or security of others, it can only be because the right is not merely a negative right but a positive one, calling for the state not only to abstain from interfering with life, liberty and security of the person but also to actively secure that right in the face of competing demands.

The interest claimed in this case falls within the range of entitlements that the state is under a positive obligation to provide under s. 7. Underinclusive legislation results in a violation of the *Charter* outside the context of s. 15 where: (1) the claim is grounded in a fundamental *Charter* right or freedom rather than in access to a particular statutory regime; (2) a proper evidentiary foundation demonstrates that exclusion from the regime constitutes a substantial interference with the exercise and fulfilment of a protected right; and (3) it is determined that the state can truly be held responsible for the inability to exercise the right or freedom in question. Here, exclusion from the statutory regime effectively excludes the claimants from any real possibility of having their basic needs met. It is not exclusion from the particular statutory regime that is at stake but the claimants’ fundamental rights to security of the person and life itself, which exist independently of any statutory enactment. The evidence demonstrates that the physical and psychological security of young adults was

severely compromised during the period at issue and that the legislated exclusion of young adults from the full benefits of the social assistance regime substantially interfered with their fundamental right to security of the person and perhaps even their right to life. Freedom from state interference with bodily or psychological integrity is of little consolation to those who are faced with a daily struggle to meet their most basic bodily and psychological needs. In such cases, one can reasonably conclude that positive state action is what is required in order to breathe purpose and meaning into their s. 7 guaranteed rights. The state can properly be held accountable for the claimants' inability to exercise their s. 7 rights. The issue here is simply whether the state is under an obligation of performance to alleviate the claimants' condition. The claimants need not establish that the state can be held causally responsible for the socio-economic environment in which their s. 7 rights were threatened, nor do they need to establish that the government's inaction worsened their plight. The legislation is directed at providing supplemental aid to those who fall below a subsistence level – an interest which s. 7 was meant to protect. Legislative intervention aimed at providing for essential needs touching on the personal security and survival of indigent members of society is sufficient to satisfy whatever “minimum state action” requirement might be necessary to engage s. 32 of the *Charter*. By enacting the *Social Aid Act*, the Quebec government triggered a state obligation to ensure that any differential treatment or underinclusion in the provision of these essential needs did not run afoul of the fundamental rights guaranteed by the *Charter*, and in particular by s. 7. It failed to discharge this obligation. As the protection of positive rights is grounded in the first clause of s. 7, which provides a free-standing right to life, liberty and security of the person, and as the violation here consists of inaction and does not bring the justice system into motion, it is not necessary to determine whether the violation of the appellant's s. 7 rights was in accordance with the principles of fundamental justice.

The violation of the claimants' right to life, liberty and security of the person cannot be saved by s. 1 of the *Charter*. Although preventing the attraction of young adults to social assistance and facilitating their integration into the workforce might satisfy the “pressing and substantial objective” requirement of the *Oakes* test, it is difficult to accept that denial of the basic means of subsistence is rationally connected to promoting the long-term liberty and inherent dignity of young adults. Moreover, there is agreement with Bastarache J.'s finding that those means were not minimally impairing in a number of ways.

Section 29(a) of the Regulation infringed s. 15(1) of the *Charter*. On the s. 15 issue, there is general agreement with Bastarache J.'s analysis and conclusions. The infringement could not be saved by s. 1 for substantially the same reasons discussed in relation to the s. 7 violation.

There is also agreement with Bastarache J. that s. 45 of the Quebec *Charter* establishes a positive right to a minimal standard of living but that, in the circumstances of this case, this right cannot be enforced under s. 52 or s. 49.

Finally, there is agreement with Bastarache J. as to the appropriate remedy.

Per L'Heureux-Dubé J. (dissenting): There is agreement with Bastarache and LeBel JJ. that s. 29(a) of the Regulation violated s. 15 of the *Charter*. Presumptively excluding groups that clearly fall within an enumerated category from s. 15's protection does not serve the purposes of the equality guarantee. The enumerated ground of age is a permanent marker of suspect distinction. Any attempt to exclude youth from s. 15 protection misplaces the focus of a s. 15 inquiry, which is properly on the effects of discrimination and not on the categorizing of grounds. Furthermore, the perspective of the legislature should not be incorporated in a s. 15 analysis. An intention to discriminate is not necessary for a finding of discrimination. Conversely, the fact that a legislature intends to assist the group or individual adversely affected by the distinction does not preclude a finding of discrimination.

Section 29(a) clearly draws a distinction on an enumerated ground. The only issue is whether s. 29(a) denies human dignity in purpose or effect. Harm to dignity results from infringements of individual interests including physical and psychological integrity. Such infringements undermine self-respect and self-worth and communicate to the individual that he or she is not a full member of Canadian society. Stereotypes are not needed to find a distinction discriminatory. Here, the contextual factors listed in *Law* support a finding of discrimination. In particular, the severe harm suffered by the claimant to a fundamental interest, as a result of a legislative distinction drawn on an enumerated or analogous ground, was sufficient for a court to conclude that the distinction was discriminatory. Because she was under 30, the claimant was exposed to the risk of severe poverty. She lived at times below the government's own standard of bare subsistence. Her

psychological and physical integrity were breached. A reasonable person in the claimant's position, apprised of all the circumstances, would have perceived that her right to dignity had been infringed as a sole consequence of being under 30 years of age, a condition over which she had no control, and that she had been excluded from full participation in Canadian society. With respect to the other contextual factors, a legislative scheme which causes individuals to suffer severe threats to their physical and psychological integrity as a result of a personal characteristic which cannot be changed *prima facie* does not adequately take into account the needs, capacity or circumstances of the individual or group in question. An ameliorative purpose, as a contextual factor, must be for the benefit of a group less advantaged than the one targeted by the distinction. There is no such group in the present case. Finally, since unemployment was far higher among young adults as compared to the general active population, and an unprecedented number of young people were entering the job market at a time when federal social assistance programs were faltering, it is difficult to conclude that they did not suffer from a pre-existing disadvantage. Disadvantage need not be shared by all members of a group for there to be a finding of discrimination, if, as in this case, it can be shown that only members of that group suffered the disadvantage. The breach of s. 15 was not justified. On this point, there is agreement with Bastarache J.'s s. 1 analysis.

For the reasons given by Arbour J., s. 29(a) of the Regulation violated s. 7 of the *Charter*. Although governments should in general make policy implementation choices, others actors may aid in determining whether social programs are necessary. A claimant should be able to establish with adequate evidence what would constitute a minimum level of assistance. For the reasons given by the dissenting judge in the Court of Appeal and substantially for the reasons expressed by Arbour J., the s. 7 violation was not justified.

For the reasons given by the dissenting judge in the Court of Appeal, s. 29(a) of the Regulation infringes s. 45 of the Quebec *Charter*.

APPEAL from a judgment of the Quebec Court of Appeal, [1999] R.J.Q. 1033, [1999] Q.J. No. 1365 (QL), affirming a decision of the Superior Court, [1992] R.J.Q. 1647, [1992] Q.J. No. 928 (QL). Appeal dismissed, L'Heureux-Dubé, Bastarache, Arbour and LeBel JJ. dissenting.

Carmen Palardy, Georges Massol and Stéphanie Bernstein, for the appellant.

André Fauteux and Isabelle Harnois, for the respondent.

Janet E. Minor and Peter Landmann, for the intervener the Attorney General for Ontario.

Gabriel Bourgeois, Q.C., for the intervener the Attorney General for New Brunswick.

Sarah Macdonald, for the intervener the Attorney General of British Columbia.

Margaret Unsworth, for the intervener the Attorney General for Alberta.

David Matas, for the intervener Rights and Democracy (also known as International Centre for Human Rights and Democratic Development).

Hélène Tessier, for the intervener Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Gwen Brodsky and Rachel Cox, for the intervener the National Association of Women and the Law (NAWL).

Vincent Calderhead and Martha Jackman, for the intervener the Charter Committee on Poverty Issues (CCPI).

Chantal Masse and Fred Headon, for the intervener the Canadian Association of Statutory Human Rights Agencies (CASHRA).

Solicitors for the appellant: Ouellet, Nadon, Barabé, Cyr, de Merchant, Bernstein, Cousineau, Heap & Palardy, Montréal.

Solicitor for the respondent: The Department of Justice, Montréal and Sainte-Foy.

Solicitor for the intervener the Attorney General for Ontario: The Department of the Attorney General, Toronto.

Solicitor for the intervener the Attorney General for New Brunswick: The Attorney General for New Brunswick, Fredericton.

Solicitor for the intervener the Attorney General of British Columbia: The Department of the Attorney General, Victoria.

Solicitor for the intervener the Attorney General for Alberta: Alberta Justice, Edmonton.

Solicitor for the intervener Rights and Democracy (also known as International Centre for Human Rights and Democratic Development): David Matas, Winnipeg.

Solicitor for the intervener Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse: Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Montréal.

Solicitors for the intervener the National Association of Women and the Law (NAWL): Gwen Brodsky, Vancouver; Rachel Cox, St-Lazare (Quebec).

Solicitors for the intervener Charter Committee on Poverty Issues (CCPI): Nova Scotia Legal Aid, Halifax.

Solicitor for the intervener the Canadian Association of Statutory Human Rights Agencies (CASHRA): McCarthy Tétrault, Montréal.

André Prud'homme, Gilles Prud'homme, Jean-Paul Fortin, André Fortin et Savino Cantatore - c. - Fernand Prud'homme - et - Société Radio-Canada, le journal La Presse Ltée, 3834310 Canada Inc., Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (Qué.) (Civile) (28117)

Répertorié : Prud'homme c. Prud'homme / Indexed as: Prud'homme v. Prud'homme

Référence neutre : 2002 CSC 85. / Neutral citation: 2002 SCC 85.

Jugement rendu le 20 décembre 2002 / Judgment rendered December 20, 2002

Présents : Le juge en chef McLachlin et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel.

Responsabilité civile -- Conseiller municipal -- Diffamation -- Régime de responsabilité civile applicable à l'acte individuel fautif d'un conseiller municipal au Québec -- Code civil du Québec, L.Q. 1991, ch. 64, art. 1376, 1457.

Responsabilité civile -- Conseiller municipal -- Diffamation -- Défenses de common law -- La défense de commentaire loyal et honnête et la défense d'immunité relative sont-elles applicables au régime québécois de la responsabilité civile? -- Code civil du Québec, L.Q. 1991, ch. 64, art. 1457.

Responsabilité civile -- Conseiller municipal -- Diffamation -- Contribuables poursuivant un conseiller municipal en diffamation à la suite de propos tenus lors d'une séance régulière du conseil municipal qui auraient porté atteinte à leur réputation -- Le conseiller municipal a-t-il commis une faute? -- Code civil du Québec, L.Q. 1991, ch. 64, art. 1457.

Une commission scolaire achète un terrain situé dans un secteur de la ville de Repentigny afin d'y construire une école. Le conseil municipal adopte un règlement qui prévoit que seuls les résidents de ce secteur assumeront l'emprunt pour payer les coûts des travaux d'infrastructures. Des contribuables, dont les appelants, intentent une action en annulation du règlement qui sera accueillie par la Cour supérieure. L'intimé, alors conseiller municipal, tente, sans succès, de convaincre les autres conseillers de porter l'affaire en appel. Il décide, lors d'une séance régulière du conseil, de critiquer publiquement et durant 20 minutes l'absence de débat public sur l'opportunité de porter le jugement en appel. Les appelants, blessés par la déclaration qui, à leur avis, est truffée d'insinuations malveillantes à leur endroit et qui les font passer pour de mauvais citoyens, poursuivent l'intimé en dommages-intérêts pour atteinte à leurs réputation, honneur et dignité. La Cour supérieure accueille la requête. La Cour d'appel casse le jugement.

Arrêt : Le pourvoi est rejeté.

Les élus municipaux sont en principe régis par le droit public. Avant de conclure que l'acte individuel fautif d'un élu municipal québécois est assujéti au régime de la responsabilité civile, il faut retrouver dans le droit public une règle qui le prescrit. L'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du *Code civil du Québec*, et de l'art. 1376 plus particulièrement, ne permet plus de retenir la méthode prescrite par l'arrêt *Laurentide Motels*, dans la mesure où celle-ci imposait au particulier l'obligation d'identifier une règle de common law publique rendant le droit privé applicable à son action en responsabilité contre l'administration publique. L'art. 1376 *C.c.Q.*, qui relève du droit public, prévoit expressément que les règles du Livre cinquième du *Code civil du Québec* sur les obligations « s'appliquent à l'État, ainsi qu'à ses organismes et à toute autre personne morale de droit public, sous réserve des autres règles de droit qui leur sont applicables ». Dorénavant, le régime civiliste de la responsabilité s'applique en principe à l'acte fautif de l'administration. Il revient alors à la partie qui entend se prévaloir du droit public pour éviter ou restreindre l'application du régime général de responsabilité civile de démontrer, le cas échéant, que des principes de droit public pertinents priment sur les règles du droit civil. L'application de l'art. 1376 *C.c.Q.* s'étend aussi aux personnes qui composent l'administration publique ou un organe de celle-ci, dans la mesure où les actes posés se rattachent aux fonctions publiques. En l'espèce, l'intimé agissait comme membre d'une administration publique dans l'exercice de fonctions politiques importantes. La poursuite donnait donc naissance à un problème de responsabilité publique, au sens de l'art. 1376 *C.c.Q.*

Puisque le droit civil québécois ne prévoit pas de recours particulier pour l'atteinte à la réputation, les règles générales en matière de responsabilité civile prévues à l'art. 1457 *C.c.Q.* s'appliquent. Dans un tel recours, le demandeur doit démontrer, selon la prépondérance des probabilités, l'existence d'un préjudice, d'une faute et d'un lien de causalité. Pour établir l'existence d'un préjudice, le demandeur doit convaincre le juge que les propos litigieux sont diffamatoires.

Des paroles peuvent être diffamatoires par l'idée qu'elles expriment explicitement ou encore par les insinuations qui s'en dégagent. La nature diffamatoire des propos s'analyse selon une norme objective. Il faut se demander si un citoyen ordinaire estimerait que les propos tenus, pris dans leur ensemble, ont déconsidéré la réputation d'un tiers. La faute en matière de diffamation peut résulter de deux types de conduite, l'une malveillante, l'autre simplement négligente. L'appréciation de la faute demeure contextuelle.

Le recours en diffamation met en jeu deux valeurs fondamentales, soit la liberté d'expression et le droit à la réputation. Aussi libre qu'il soit de discuter de sujets d'intérêt public, l' élu municipal doit agir en personne raisonnable. Le caractère raisonnable de sa conduite sera souvent démontré par sa bonne foi et les vérifications préalables qu'il aura effectuées pour s'assurer de la véracité de ses allégations.

Compte tenu du silence des lois régissant les élus municipaux au Québec quant à la responsabilité personnelle encourue par ces élus pour leurs actes individuels fautifs, toute règle de droit public écartant le droit commun de la responsabilité civile émane donc nécessairement de la common law publique. L'immunité relative de common law qui protège le conseiller municipal lors des séances du conseil est si intimement liée à la nature publique des fonctions exercées par ce conseiller et aux exigences propres à celles-ci qu'elle doit être reconnue comme principe de common law publique, applicable en droit québécois. La défense d'immunité relative applicable aux actions en diffamation en common law repose toutefois sur l'existence d'une présomption de malveillance et ne peut donc s'intégrer telle quelle au régime civiliste, qui repose sur une présomption de bonne foi (art. 2805 C.c.Q.), sans attenter à la cohérence de son application dans le domaine de la responsabilité de l'administration publique.

Puisque le caractère contextuel de la faute et l'existence d'une présomption de bonne foi permettent aux règles québécoises du droit de la responsabilité civile d'assurer une protection équivalente à l' élu municipal et de sauvegarder les valeurs et intérêts sociétaux qu'entend préserver la règle de l'immunité relative applicable à l' élu municipal en common law, l'importation pure et simple de cette immunité relative n'est pas nécessaire. En droit civil québécois, les critères de la défense d'immunité relative sont autant de circonstances à considérer dans l'appréciation de la faute. Les seules règles applicables à l'action en diffamation intentée contre un élu municipal québécois demeurent donc les règles prévues au Code civil, appliquées de façon contextuelle en tenant compte des exigences liées à la fonction d' élu municipal et des contraintes spécifiques de l'administration municipale. De même, pour des raisons qui tiennent à la dynamique de l'action en diffamation en common law, la méthode d'analyse juridique qu'exige le recours à la défense de commentaire loyal et honnête est également incompatible avec l'économie du droit de la responsabilité civile délictuelle. Son importation en droit civil est non seulement injustifiée, mais aussi inutile. Les règles du régime de la responsabilité civile prévoient en effet que le défendeur peut faire valoir toutes les circonstances qui tendent à nier l'existence d'une faute. Dans la mesure où les critères de la défense de commentaire loyal et honnête sont autant de circonstances à prendre en considération dans l'appréciation de l'existence d'une faute, ils font partie intégrante du droit civil québécois.

L'intervention de la Cour d'appel en l'espèce et sa décision d'infirmer le jugement de première instance ne reposent pas sur une réévaluation générale de la preuve. Il s'agit plutôt, dans cet appel, de déterminer la qualification et les effets juridiques des événements. Il faut déterminer si la déclaration de l'intimé, prise dans son contexte et dans son ensemble, avait un caractère diffamatoire et constituait une faute au sens du droit de la responsabilité civile à la lumière du jugement de la Cour supérieure et des constatations de fait qu'il contient. La qualification des déclarations de l'intimé pour déterminer si elles ont un caractère fautif peut constituer, selon les circonstances, une question mixte de fait et de droit. Dans ces circonstances, la Cour d'appel doit agir avec une certaine retenue envers la décision du juge de première instance et se fonder sur l'existence d'erreurs manifestes et dominantes afin de la réviser.

En l'espèce, l'intimé n'a pas commis de faute. La Cour supérieure a concentré son analyse sur des éléments ponctuels de l'intervention de l'intimé au lieu d'en faire un examen global et contextuel, ce qui a faussé son appréciation du contenu de l'intervention et ses conséquences juridiques. En supposant même qu'il se soit agi d'une erreur sur une question mixte de fait et de droit, cette dernière doit être considérée comme une erreur manifeste et dominante. Sa nature et sa gravité justifiaient l'intervention de la Cour d'appel à l'égard de la décision du juge de première instance. L'intimé a pris la parole pour faire savoir aux électeurs de la ville qu'il s'opposait à la décision du conseil de ne pas porter en appel le jugement annulant le règlement. Il avait le droit de remettre en question l'appréciation des faits du juge. Toujours fidèle à sa position initiale, il a soutenu qu'il ne revenait pas à l'ensemble de la population de la ville de payer le coût des travaux

d'infrastructures. Dans le délai qui lui était imparti, au cours d'une intervention ponctuée par des interruptions et des rappels à l'ordre, on ne peut reprocher à l'intimé de ne pas avoir exposé exhaustivement tous les faits du dossier. Dans sa tentative de convaincre les autres conseillers et ses auditeurs, il pouvait insister davantage sur les faits qui auraient milité en faveur d'un appel. Dans l'ensemble, l'intimé a agi de bonne foi, dans le but d'accomplir son devoir d' élu municipal. Ses propos, bien que parfois durs à l'endroit des appelants, ont été prononcés dans l'intérêt public. Ses propos sont demeurés à l'intérieur du cadre de son droit de commentaire, d'opinion et d'expression, comme administrateur, sur les affaires d'intérêt public de sa municipalité. Retenir la faute de l'intimé dans de telles circonstances minerait dangereusement le droit de libre discussion dans l'enceinte politique municipale et affaiblirait la vitalité de la démocratie locale.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel du Québec, [2000] R.R.A. 607, [2000] J.Q. n° 2070 (QL), infirmant une décision de la Cour supérieure. Pourvoi rejeté.

William J. Atkinson, pour les appelants.

Jean-Jacques Rainville et Réjean Rioux, pour l'intimé.

Marc-André Blanchard et Sylvie Gadoury, pour les intervenantes.

Procureurs des appelants : McCarthy Tétrault, Montréal.

Procureurs de l'intimé : Dunton Rainville, Montréal.

Procureurs des intervenantes : Gowling Lafleur Henderson, Montréal.

Present: McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

Civil liability -- Municipal councillor -- Defamation -- Rules of civil liability applicable to wrongful individual act of municipal councillor in Quebec -- Civil Code of Québec, S.Q. 1991, c. 64, arts. 1376, 1457.

Civil liability -- Municipal councillor -- Defamation -- Common law defences -- Whether defence of fair comment and defence of qualified privilege applicable to Quebec rules of civil liability -- Civil Code of Québec, S.Q. 1991, c. 64, art. 1457.

Civil liability -- Municipal councillor -- Defamation -- Ratepayers suing municipal councillor for defamation for remarks made at regular meeting of municipal council that allegedly interfered with their reputation -- Whether municipal councillor committed a fault -- Civil Code of Québec, S.Q. 1991, c. 64, art. 1457.

A school board purchased a lot located in a part of the city of Repentigny on which to build a school. The municipal council passed a bylaw which provided that only residents of that part of the city would have to cover the cost of a loan to pay for the infrastructure work. Some ratepayers, including the appellants, brought an action to have the bylaw quashed and the action was allowed by the Superior Court. The respondent, who was then a municipal councillor, tried unsuccessfully to persuade the other councillors to appeal the judgment. He decided to criticize publicly, for 20 minutes at a regular meeting of the council, the fact that no public debate had been held as to whether the judgment should be appealed. The appellants, offended by the statement, which was, in their opinion, full of malicious insinuations about them that made them out to be bad citizens, brought an action against the respondent in damages for interfering with their reputation, honour and dignity. The Superior Court allowed the action. The Court of Appeal set the judgment aside.

Held: The appeal should be dismissed.

Elected municipal officials are, as a rule, governed by public law. Before finding that the wrongful individual act of an elected municipal official in Quebec is subject to the rules of civil liability, a rule of public law that provides for this must be identified. When the new provisions of the *Civil Code of Québec*, and more particularly art. 1376, came into

force, they no longer allowed the use of the method laid down by *Laurentide Motels*, insofar as that decision imposed an obligation on the individual to identify a public common law rule that made the private law applicable to his or her action in liability against the governmental body. Article 1376 *C.C.Q.*, which is public law, expressly provides that the rules set forth in Book Five of the *Civil Code of Québec* on obligations “apply to the State and public authorities, and to all other legal persons established in the public interest, subject to any other rules of law which may be applicable to them”. The civil law principles of civil liability now apply, as a rule, to wrongful acts by such bodies. It therefore belongs to the party which intends to rely on the public law in order to avoid or limit the application of the general rules of civil liability to establish, where the need arises, that there are relevant public law principles that prevail over the civil law rules. Article 1376 *C.C.Q.* also applies to the persons who make up a public authority or a body of that authority, where their acts are connected with public duties. In this case, the respondent was acting as a member of a public authority in the performance of important political duties. The action thus gave rise to a public liability problem, within the meaning of art. 1376 *C.C.Q.*

Because Quebec civil law does not provide for a specific form of action for interference with reputation, the general rules that apply to questions of civil liability as laid down in art. 1457 *C.C.Q.* apply. In an action of that nature, the plaintiff must establish, on a balance of probabilities, the existence of injury, of a wrongful act, and of a causal connection. To demonstrate the existence of injury, the plaintiff must convince the judge that the impugned remarks were defamatory. Words may be defamatory because of the idea they expressly convey or by the insinuations that may be inferred from them. Whether remarks are defamatory is determined by applying an objective standard. It must be asked whether an ordinary person would believe that the remarks made, when viewed as a whole, brought discredit on the reputation of another person. In defamation cases, the wrongful act may derive from two types of conduct, one malicious and the other merely negligent. Determining fault is a contextual question.

An action in defamation involves two fundamental values: freedom of expression and the right to reputation. While elected municipal officials may be quite free to discuss matters of public interest, they must act as would the reasonable person. The reasonableness of their conduct will often be demonstrated by their good faith and the prior checking they did to satisfy themselves as to the truth of their allegations.

Because the laws governing elected municipal officials in Quebec are silent as to the personal liability of those officials for their wrongful individual acts, any public law rule that deviates from the *jus commune* of civil liability will therefore necessarily derive from the public common law. The common law qualified privilege that protects a municipal councillor at council meetings is so intimately connected to the public nature of the duties of office performed by the councillor, and to the unique requirements of that office, that it must be recognized as a principle of the public common law that is applicable in Quebec law. However, the defence of qualified privilege that applies to defamation actions in common law is based on the existence of a presumption of malice, and therefore cannot be incorporated in that form into the civil law rules, which are based on a presumption of good faith (art. 2805 *C.C.Q.*), without disturbing the coherence of its application in the area of public authority liability.

The fact that fault is determined from the context and that there is a presumption of good faith enables the Quebec rules of civil liability to provide equivalent protection for an elected municipal official and to protect the societal values and interests that the qualified privilege rule which applies to elected municipal officials in common law is designed to preserve; it is therefore not necessary simply to import that qualified privilege. In Quebec civil law, the criteria for the defence of qualified privilege are circumstances that must be considered in assessing fault. The only rules that apply to an action in defamation brought against an elected municipal official in Quebec are therefore still the rules set out in the Civil Code, applied based on the context, having regard to the requirements associated with the office of an elected municipal official and the specific constraints involved in municipal government. As well, for reasons relating to the process followed by an action for defamation in the common law, the method of legal analysis that must be applied to the defence of fair comment is also incompatible with the general scheme of the law of delictual civil liability. It is not only unjustified, but pointless, to import that defence into the civil law. The rules of civil liability already provide that a defendant may rely on all the circumstances that tend to demonstrate the non-existence of fault. Because the criteria for the defence of fair comment are precisely the circumstances to be taken into consideration in determining whether a fault has been committed, those criteria are an integral part of Quebec civil law.

The intervention by the Court of Appeal in this case, and its decision to set aside the trial judgment, were not based on a general reassessment of the evidence. The issue in this appeal is the legal characterization and effects of the events. The issue is whether the respondent's statement, when viewed in its context and in its entirety, was defamatory in nature and constituted a fault within the meaning of the law of civil liability, having regard to the judgment of the Superior Court and the findings of fact in that judgment. The characterization of the respondent's statements for the purpose of determining whether they were wrongful may, depending on the circumstances, be a question of mixed fact and law. In the circumstances, the Court of Appeal must accord a degree of deference to the trial judge's decision, and, in order to review that decision, must find palpable and overriding error.

In this case, the respondent did not commit a fault. The Superior Court focused its analysis on isolated elements of the respondent's speech instead of examining it as a whole and in context, and this vitiated its assessment of the content and legal consequences of the speech. Even assuming that this was an error on a question of mixed fact and law, it must be regarded as a palpable and overriding error. The nature and gravity of the error justified the Court of Appeal's intervention with respect to the trial judge's decision. The respondent spoke to let the voters of the city know that he opposed the council's decision not to appeal the judgment quashing the bylaw. He was entitled to question the assessment of the facts done by the judge. He remained steadfast in his original position, and argued that it was not the responsibility of the entire population of the city to pay the cost of the infrastructure work. The respondent cannot be faulted for failing, in the time that he was allowed and in a speech punctuated by interruptions and calls to order, to present an exhaustive account of all of the facts of the case. In his attempt to persuade the other councillors and his audience, he was entitled to stress the facts that appeared to support an appeal. Overall, the respondent acted in good faith, with the aim of performing his duties as an elected municipal official. While his comments about the appellants were sometimes harsh, they were made in the public interest. His remarks remained within the bounds of his right of comment, opinion and expression, as a municipal official, about the affairs of his municipality that were matters of public interest. If the respondent were to be found to have committed a fault in these circumstances, the right of free discussion within the municipal political precincts would be dangerously undermined, and the vitality of democracy at the local level would be weakened.

APPEAL from a judgment of the Quebec Court of Appeal, [2000] R.R.A. 607, [2000] Q.J. No. 2070 (QL), setting aside a decision of the Superior Court. Appeal dismissed.

William J. Atkinson, for the appellants.

Jean-Jacques Rainville and *Réjean Rioux*, for the respondent.

Marc-André Blanchard and *Sylvie Gadoury*, for the interveners.

Solicitors for the appellants: McCarthy Tétraut, Montréal.

Solicitors for the respondent: Dunton Rainville, Montréal.

Solicitors for the interveners: Gowling Lafleur Henderson, Montréal.

James Chamberlain, Murray Warren, Diane Willcott, Blaine Cook, by his Guardian Ad Litem, Sue Cook and Rosamund Elwin - v. - The Board of Trustees of School District No. 36 (Surrey) - and - EGALE Canada Inc., British Columbia Civil Liberties Association, Families in Partnership, The Board of Trustees of School District no. 34 (Abbotsford), Elementary Teachers' Federation of Ontario, Canadian Civil Liberties Association, Evangelical Fellowship of Canada, the Archdiocese of Vancouver, the Catholic Civil Rights League and the Canadian Alliance for Social Justice and Family Values Association (B.C.) (Civil) (28654)

Indexed as: Chamberlain v. Surrey School District No. 36 /

Répertorié : Chamberlain c. Surrey School District No. 36

Neutral citation: 2002 SCC 86. / Référence neutre : 2002 CSC 86.

Judgment rendered December 20, 2002 / Jugement rendu le 20 décembre 2002

Present: McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour and LeBel JJ.

Administrative law – Judicial review – Standard of review – School boards – Selection of books for use in classrooms – School Board passing resolution declining to approve three books depicting same-sex parented families as supplementary learning resources for use in Kindergarten-Grade One classrooms – Standard of review applicable to Board's decision – Whether Board's decision reasonable – School Act, R.S.B.C. 1996, c. 412, s. 76.

Schools – School boards – Power and duties – Selection of books for use in classrooms – School Board passing resolution declining to approve three books depicting same-sex parented families as supplementary learning resources for use in Kindergarten-Grade One classrooms – Whether Board applied criteria required by School Act, curriculum and its own regulation for approving supplementary learning resources – School Act, R.S.B.C. 1996, c. 412, ss. 76, 85.

Schools – School boards – Power and duties – Selection of books for use in classrooms – Meaning of secularism and non-sectarianism in School Act – School Board passing resolution declining to approve three books depicting same-sex parented families as supplementary learning resources for use in Kindergarten-Grade One classrooms – Whether Board acted in manner that accorded with secular mandate of School Act – Whether requirements of secularism and non-sectarianism preclude Board making decisions based on religious considerations – School Act, R.S.B.C. 1996, c. 412, ss. 76, 85.

The B.C. *School Act* confers on the Minister of Education the power to approve basic educational resource materials to be used in teaching the curriculum in public schools, and confers on school boards the authority to approve supplementary educational resource material, subject to Ministerial direction. A Kindergarten-Grade One ("K-1") teacher asked the Surrey School Board to approve three books as supplementary learning resources, for use in teaching the family life education curriculum. The books depicted families in which both parents were either women or men – same-sex parented families. The Board passed a resolution declining to approve the books. The Board's overarching concern, as found by the trial judge, was that the books would engender controversy in light of some parents' religious objections to the morality of same-sex relationships. The Board also felt that children at the K-1 level should not be exposed to ideas that might conflict with the beliefs of their parents; that children of this age were too young to learn about same-sex parented families; and that the material was not necessary to achieve the learning outcomes in the curriculum.

The British Columbia Supreme Court quashed the Board's resolution, finding the decision offended s. 76 of the *School Act*, because members of the Board who had voted in favour of the resolution were significantly influenced by religious considerations. The Court of Appeal set aside the decision on the basis that the resolution was within the Board's jurisdiction.

Held (Gonthier and Bastarache JJ. dissenting): The appeal should be allowed. The School Board's decision was unreasonable in the context of the educational scheme laid down by the legislature. The question of whether the books should be approved as supplementary learning resources is remanded to the Board, to be considered according to the criteria laid out in the curriculum guidelines and the broad principles of tolerance and non-sectarianism underlying the *School Act*.

Per McLachlin C.J. and L'Heureux-Dubé, Iacobucci, Major, Binnie and Arbour JJ.: The pragmatic and functional approach points to reasonableness as the appropriate standard of review. The School Board is an elected body and a proxy for parents and local community members, which suggests that some deference is owed. However, the absence of a privative clause; the clear commitment of the *School Act* and the Minister to promoting tolerance and respect for diversity; and the fact that the problem before the Board has a human rights dimension, all militate in favour of a stricter standard of review.

The *School Act's* insistence on secularism and non-discrimination lies at the heart of this case. The Act's requirement of secularism in s. 76 does not preclude decisions motivated in whole or in part by religious considerations, provided they are otherwise within the Board's powers. But the Board must act in a way that promotes respect and tolerance for all the diverse groups that it represents and serves.

The Board's decision is unreasonable because the process through which it was made took the Board outside its mandate under the *School Act*. First, the Board violated the principles of secularism and tolerance in s. 76 of the Act. Instead of proceeding on the basis of respect for all types of families, the Board proceeded on an exclusionary philosophy, acting on the concern of certain parents about the morality of same-sex relationships, without considering the interest of same-sex parented families and the children who belong to them in receiving equal recognition and respect in the school system. Second, the Board departed from its own regulation with respect to how decisions on supplementary resources should be made, which required it to consider the relevance of the proposed material to curriculum objectives and the needs of children of same-sex parented families. Third, the Board applied the wrong criteria. It failed to consider the curriculum's goal that children at the K-1 level be able to discuss their family models, and that all children be made aware of the diversity of family models in our society. Instead, the Board applied a criterion of necessity, which was inconsistent with the function of supplementary resources in enriching children's experience through the use of extra materials of local relevance. The Board erred in relying on concerns about cognitive dissonance and age-appropriateness which were foreclosed by the curriculum in this case. In the result, the question of whether to approve the books is remanded to the Board.

Per LeBel J.: The pragmatic and functional approach has proven a useful tool in reviewing adjudicative or quasi-judicial decisions made by administrative tribunals. There are, however, limits to the usefulness of applying this framework to its full extent in a different context. When the administrative body whose decision is challenged is not a tribunal, but an elected body with delegated power to make policy decisions, the primary function of judicial review is to determine whether that body acted within the bounds of the authority conferred on it. The preliminary question is whether the Board acted legally; it could not validly exercise a power it did not have. Although the issue is not directly raised by this appeal, as long as the Board's educational policy decisions are made validly pursuant to its powers, they would be entitled to a very high level of deference. In this case, the Board's decision could not be upheld even on the most deferential standard of review, because it was patently unreasonable. It is, therefore, unnecessary to go through the full analysis of the various factors used to determine the appropriate standard of judicial review.

The Board was authorized to approve or not to approve books for classroom use. But its authority is limited by the requirements in s. 76 of the *School Act* to conduct schools on "strictly secular and non-sectarian principles" and to inculcate "the highest morality" while avoiding the teaching of any "religious dogma or creed". The words "secular" and "non-sectarian" in the Act imply that no single conception of morality can be allowed to deny or exclude opposed points of view. Disagreement with the practices and beliefs of others, while certainly permissible and perhaps inevitable in a pluralist society, does not justify denying others the opportunity for their views to be represented, or refusing to acknowledge their existence. Whatever the personal views of the Board members might have been, their responsibility to carry out their public duties in accordance with strictly secular and non-sectarian principles included an obligation to avoid making policy decisions on the basis of exclusionary beliefs. Section 76 does not prohibit decisions about schools governance that are informed by religious belief. The section is aimed at fostering tolerance and diversity of views, not at shutting religion out of the arena. It does not limit in any way the freedom of parents and Board members to adhere to a religious doctrine that condemns homosexuality but it does prohibit the translation of such doctrine into policy decisions by the Board, to the extent that they reflect a denial of the validity of other points of view.

In this case, the evidence leads to the conclusion that the way the Board dealt with the three books was inconsistent with the *School Act*'s commitment to secularism and non-sectarianism. The overarching concern motivating the Board to decide as it did was accommodation of the moral and religious belief of some parents that homosexuality is wrong, which led them to object to their children being exposed to story books in which same-sex parented families appear. The Board allowed itself to be decisively influenced by certain parents' unwillingness to countenance an opposed point of view and a different way of life. Pedagogical policy shaped by such beliefs cannot be secular or non-sectarian within the meaning of the *School Act*. The Board reached its decision in a way that was so clearly contrary to an obligation set out in its constitutive statute as to be not just unreasonable but illegal. As a result, the decision amounts to a breach of statute, is patently unreasonable, and should be quashed.

Per Gonthier and Bastarache JJ. (dissenting): Based on the nature of the decision being reviewed, the appropriate standard of review for such a decision, and an examination of the totality of the context, the School Board's decision should be affirmed. The decision is consistent with the *Charter*, the *School Act* and the Ministerial directives. It was made within the ambit of the discretion granted by the Act.

The appropriate standard of review in this case is reasonableness. First, the absence of a privative clause should be considered in light of the corresponding absence of a clause expressly allowing the decisions of the Board to be appealed before the courts and of the non-adjudicative nature of the School Board. Second, the decision to approve the books or not requires the Board to balance the interests of different groups, a function which falls within its core area of expertise as a locally elected representative body. While the decision also has a significant human rights dimension, here the Board made a largely factual determination with a view to balancing local parental concerns against the broad objective of promoting *Charter* values. The decision should thus attract greater deference than when administrative tribunals make general determinations of law concerning basic human rights issues affecting numerous future cases. Third, the purpose for which the legislature granted the Board authority to approve supplementary learning materials was to allow for local input in choosing such materials. Fourth, the nature of the problem does not involve the strict application of legal rules or the interpretation of law, but a highly contextual and polycentric analysis.

Charter values are to be respected in the school context generally. That context, however, involves a need to respect both the right of homosexual persons to be free from discrimination and parental rights to make the decisions they deem necessary to ensure the well-being and moral education of their children. The privileged role of parents to determine what is in their children's well-being, including their moral upbringing, and their right to raise their children in accordance with their conscience, religious or otherwise, is central to analyzing the reasonableness of the School Board's decision. The common law has long recognized that parents are in the best position to take care of their children and make all the decisions necessary to ensure their well-being providing they act in accordance with the best interests of their children. This Court has reiterated the paramount parental role by construing the nature of the authority schools and teachers have over children as a delegated authority. The notion of a school's authority being delegated, if it allows parents to remove their children from the public school system, must also guarantee to parents the role of having input with regard to the values which their children will receive in school. This is generally brought about by electing representatives to school boards who will develop consensus and govern on matters pertaining to public education. These local school boards are empowered by the *School Act* to approve or not approve complementary educational resource materials. They do not, however, have an unfettered discretion. They must act in a manner consistent with the *School Act* and the evaluation, selection criteria and procedures adopted by the Board. Here, the Board's criteria for approving complementary educational resource materials contained reference to concepts such as "age-appropriateness" and envisaged that the existence of parental concern in the community would be a factor to be considered.

A school board is a branch of government and thus subject to the *Charter* by operation of s. 32. It not appropriate, however, in this case, to embark upon a complete s. 15 analysis to establish a direct breach of the *Charter* by the School Board. The s. 15 issues and those concerning standing were not addressed by the courts below, and none of the appellants are same-sex parents or children of such parents, who could allege having been exposed to differential treatment based on their personal characteristics by not being represented alongside other family types in Surrey K-1 classrooms. The relevant *Charter* values are nevertheless incorporated in the requirements of the *School Act*. Therefore, approaching this case as one of accommodation or balancing between competing *Charter* rights adequately addresses the impact of the *Charter*. The *Charter* reflects a commitment to equality and protects all persons from discrimination. It

also protects freedom of religion and freedom of expression. Where belief claims seem to conflict, s. 15 cannot be used to eliminate beliefs, whether popular or unpopular. An acceptable resolution is accommodating or balancing. The relationship between ss. 2 and 15 of the *Charter*, in a truly free society, must permit persons who respect the fundamental and inherent dignity of others and who do not discriminate, to still disagree with others and even disapprove of the conduct or beliefs of others. Thus, persons who believe, on religious or non-religious grounds, that homosexual behaviour, manifest in the conduct of persons involved in same-sex relationships is immoral, and those who believe that homosexual behaviour is morally equivalent to heterosexual behaviour, are entitled to hold and express their view. Both groups, however, are not entitled to act in a discriminatory manner. The distinction between actions and beliefs is present in Canada's constitutional case law: persons are entitled to hold such beliefs as they choose, but their ability to act on them, whether in the private or public sphere, may be narrower. This approach reflects the fact that ss. 2(a) and 2(b) of the *Charter* coexist with s. 15, which extends protection against discrimination to both religious persons and homosexual persons. Here, there is no evidence that the parents who felt that the three books were inappropriate for five- and six-year-old children fostered discrimination against persons in any way.

The Board's decision is reasonable. The practice of approving or not approving books was clearly within the purview of the School Board's authority and its decision did not offend the requirement under s. 76 of the *School Act* that the "highest morality must be inculcated". That notion ought to be defined as a principle that maintains the allegiance of the whole of society including the plurality of religious adherents and those who are not religious. The values expressed in the *Charter* derive from a wide social consensus and should be considered as principles of the "highest morality" within the meaning of s. 76 of the *School Act*. The Board's decision is consistent with the *Charter*. It reflects a constitutionally acceptable balance and a position which is respectful of the views of both sides. The three books will not be employed in the two earliest grades, but this subject matter, like the issue of homosexuality as a general topic of human sexuality, is present in later aspects of the curriculum. Further, the failure to approve these books does not necessarily preclude the issue of same-sex parents being discussed in the classroom. While the best interests of children includes education about "tolerance", "tolerance" did not require the mandatory approval of the books. "Tolerance" ought not be employed as a cloak for the means of obliterating disagreement.

The Board's decision is also consistent with a proper understanding of "strictly secular and non-sectarian principles" in s. 76. Section 76 provides general direction as to how all schools are to be conducted. The assumption that "secular" effectively means non-religious is incorrect. The religiously informed conscience should not be placed at a public disadvantage or disqualification. To do so would be to distort liberal principles in an illiberal fashion and would provide only a feeble notion of pluralism. The dual requirements that education be "secular" and "non-sectarian" refer to keeping the schools free from inculcation or indoctrination in the precepts of any religion, and do not prevent persons with religiously based moral positions on matters of public policy from participating in deliberations concerning moral education in public schools. Regardless of the personal convictions of individual members, the reasons invoked by the Board for refusing to approve the books – that parents in the community held certain religious and moral views and the need to respect their constitutional right to freedom of religion and their primary role as educators of their children – raise secular concerns that could properly be considered by the Board.

Lastly, the considerations taken into account by the Board were appropriate. The moral status of same-sex relationships is controversial and the School Board was caught between two vocal and passionate sides. While it would not have been unconstitutional to approve the three books for use as educational resources, it is similarly not unconstitutional to not approve the books. The *Charter* does not demand that five- and six- year-olds be exposed to parents in same-sex relationships within a dimension of a school curriculum, especially when there is significant parental concern that these materials may be confusing for these young children. The Board's decision was generally motivated by concerns related to age-appropriateness and parental concern. The parental concern to which the School Board was responding revolves around the nature of the portrayal of same-sex parents in the three books and the capacity of Kindergarten and Grade One age students to interpret this portrayal. It was a difficult choice between permitting the three books to be taught in K-1 against the wishes of some parents and then provide for the exclusion of certain children from the class, or to teach a general lesson about tolerance and respect for people by less controversial means and leave the issue of parents in same-sex relationships and homosexuality for a time when students are better positioned to address the issues involved and better positioned to reconcile the potentially incongruous messages they may be receiving. That choice, however, was specifically intended to be made locally, as the *School Act* envisages. The majority of the trustees were of

the view that the three books were not appropriate for K-1 students and were unable to conclude, based on their perception of parental concern and the demands of the curriculum, that such educational materials ought to be approved for K-1. Of particular importance to the Board's decision was that the recommended K-1 learning resources set out by the Ministry of Education did not, at that time, include any other resources expressly dealing with homosexuality or same-sex couples or families. The family life education curriculum suborganizer refers to students being expected to identify a variety of models for family organization but does not indicate that parents in a same-sex relationship are to be addressed in K-1. The prescribed learning outcomes for the K-1 family life curriculum suborganizer include having children draw and write about their own families, and having children talk about each others' families. In a situation where there is a child in the classroom that has same-sex parents, these activities and others would raise the issue of same-sex parented families and teachers may feel it necessary to discuss it. Even in such a situation it is not necessary that educational resource materials which portray same-sex parents be generally approved for use in all classrooms in a particular school district. Other options exist. Furthermore, the School Board has a stringent anti-discrimination policy, one that is taken seriously. The totality of the context tends, therefore, towards a conclusion that the *Charter* values of equality and non-discrimination are being fostered by the School Board.

APPEAL from a judgment of the British Columbia Court of Appeal (2000), 191 D.L.R. (4th) 128, 10 W.W.R. 393, 143 B.C.A.C. 162, 235 W.A.C. 162, 80 B.C.L.R. (3d) 181, 26 Admin. L.R. (3d) 297, [2000] B.C.J. No. 1875 (QL), 2000 BCCA 519, reversing a judgment of the British Columbia Supreme Court (1998), 168 D.L.R. (4th) 222, 60 B.C.L.R. (3d) 311, 12 Admin. L.R. (3d) 77, 60 C.R.R. 311, [1998] B.C.J. No. 2923 (QL). Appeal allowed, Gonthier and Bastarache JJ. dissenting.

Joseph J. Arvay, Q.C., and Catherine J. Parker, for the appellants.

John G. Dives and Kevin L. Boonstra, for the respondent.

Cynthia Petersen and Kenneth W. Smith, for the intervener EGALE Canada Inc.

Chris W. Sanderson, Q.C. and Keith B. Bergner, for the intervener the British Columbia Civil Liberties Association.

Susan Ursel and David A. Wright, for the intervener Families in Partnership.

Daniel R. Bennett and Paul A. Craven, for the intervener the Board of Trustees of School District No. 34 (Abbotsford).

Written submission by *Howard Goldblatt, for the intervener Elementary Teachers' Federation of Ontario.*

Andrew K. Lokan and Stephen L. McCammon, for the intervener the Canadian Civil Liberties Association.

D. Geoffrey G. Cowper, Q.C., and Cindy Silver, for the interveners the Evangelical Fellowship of Canada, the Archdiocese of Vancouver, the Catholic Civil Rights League and the Canadian Alliance for Social Justice and Family Values Association.

Solicitors for the appellants: Arvay Finlay, Victoria.

Solicitors for the respondent: Dives, Grauer & Harper, Vancouver.

Solicitors for the intervener EGALE Canada Inc.: Sack Goldblatt Mitchell, Toronto.

Solicitors for the intervener the British Columbia Civil Liberties Association: Lawson, Lundell, Vancouver.

Solicitors for the intervener Families in Partnership: Green & Chercover, Toronto.

Solicitors for the intervener the Board of Trustees of School District No. 34 (Abbotsford): Bull, Housser & Tupper, Vancouver.

Solicitors for the intervener Elementary Teachers' Federation of Ontario: Sack Goldblatt Mitchell, Toronto.

Solicitors for the intervener the Canadian Civil Liberties Association: Paliare, Roland, Rosenberg, Rothstein, Toronto.

Solicitors for the interveners the Evangelical Fellowship of Canada, the Archdiocese of Vancouver, the Catholic Civil Rights League and the Canadian Alliance for Social Justice and Family Values Association: Fasken Martineau DuMoulin, Vancouver.

Présents : Le juge en chef McLachlin et les juges L'Heureux-Dubé, Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour et LeBel.

Droit administratif – Contrôle judiciaire – Norme de contrôle – Conseil scolaire – Sélection de manuels pour utilisation en classe – Adoption par le conseil d'une résolution par laquelle il refuse d'approuver, comme ressources d'apprentissage complémentaires pour utilisation en maternelle et en première année, trois manuels illustrant des familles homoparentales – Norme de contrôle applicable à la décision du conseil scolaire – La décision du conseil scolaire est-elle raisonnable? – School Act, R.S.B.C. 1996, ch. 412, art. 76.

Écoles – Conseils scolaires – Pouvoir et obligations – Sélection de manuels pour utilisation en classe – Adoption par le conseil scolaire d'une résolution par laquelle il refuse d'approuver, comme ressources d'apprentissage complémentaires pour la maternelle et la première année, trois manuels illustrant des familles homoparentales – Le conseil scolaire a-t-il appliqué les critères qu'exigent la School Act, le programme d'études et son propre règlement pour l'approbation des ressources d'apprentissage complémentaires – School Act, R.S.B.C. 1996, ch. 412, art. 76, 85.

Écoles – Conseils scolaires – Pouvoir et obligations – Sélection de manuels pour utilisation en classe – Signification de laïcité et de non-confessionnalisme dans la School Act – Adoption par le conseil scolaire d'une résolution par laquelle il refuse d'approuver, comme ressources d'apprentissage complémentaires pour la maternelle et la première année, trois manuels illustrant des familles homoparentales – Le conseil scolaire a-t-il agi d'une manière conforme au mandat de laïcité que lui confère la School Act? – Les exigences de laïcité et de non-confessionnalisme empêchent-elles le conseil scolaire de prendre des décisions d'après des considérations religieuses – School Act, R.S.B.C. 1996, ch. 412, art. 76, 85.

La *School Act* de la Colombie-Britannique confère au ministre de l'Éducation le pouvoir d'approuver les ressources documentaires éducatives de base qui seront utilisées dans l'enseignement du programme d'études des écoles publiques et elle investit les conseils scolaires du pouvoir d'approuver des ressources documentaires éducatives complémentaires, sous réserve des directives du ministre. Un enseignant de la maternelle et de la première année demande au conseil scolaire de Surrey d'approuver trois manuels comme ressources d'apprentissage complémentaires pour l'enseignement du programme Éducation à la vie familiale. Les livres illustrent des familles dont les deux parents sont de même sexe, c'est-à-dire des familles homoparentales. Le conseil scolaire adopte une résolution par laquelle il refuse d'approuver les manuels. La principale préoccupation du conseil scolaire, comme le juge de première instance l'a constaté, est que les livres provoqueraient une controverse, étant donné que certains parents, pour des considérations religieuses, considèrent comme immorales les unions homosexuelles. Le conseil scolaire estime aussi que les enfants en maternelle et en première année ne devraient pas être exposés à des idées qui peuvent entrer en conflit avec les convictions de leurs parents, que les enfants de cet âge sont trop jeunes pour être exposés à la question des familles homoparentales et que le matériel n'est pas nécessaire à l'atteinte des résultats d'apprentissage prescrits dans le programme d'études.

La Cour suprême de la Colombie-Britannique annule la résolution du conseil scolaire, jugeant qu'elle va à l'encontre de l'art. 76 de la *School Act*, parce que les membres du conseil qui ont voté en faveur de la résolution étaient très influencés par des considérations religieuses. La Cour d'appel annule la décision au motif que la résolution relève de la compétence du conseil.

Arrêt (les juges Gonthier et Bastarache sont dissidents.): Le pourvoi est accueilli. La décision du conseil scolaire est déraisonnable dans le contexte du système d'enseignement prescrit par le législateur. La question de savoir si les manuels devraient être approuvés comme ressources d'apprentissage complémentaires est renvoyée au conseil pour qu'il tranche en fonction des critères établis dans les lignes directrices afférentes au programme d'études et des principes généraux de tolérance et de non-confessionnalisme qui sous-tendent la *School Act*.

Le juge en chef **McLachlin** et les juges L'Heureux-Dubé, Iacobucci, Major, Binnie et Arbour : L'approche pragmatique et fonctionnelle milite en faveur de l'application de la norme de la décision raisonnable. Le conseil scolaire est un corps élu et le fondé de pouvoir des parents et des membres de la collectivité locale, ce qui indique qu'il faut faire preuve d'une certaine retenue. Toutefois, l'absence de clause privative, l'engagement clair exprimé dans la *School Act* et par le ministre de favoriser la tolérance et le respect à l'égard de la diversité et le fait que le problème dont est saisi le conseil scolaire comporte une dimension touchant les droits de la personne militent tous en faveur d'une norme de contrôle plus stricte.

L'accent que met la *School Act* sur la laïcité et la non-discrimination est au coeur du présent pourvoi. La laïcité exigée à l'art. 76 de la Loi n'empêche pas qu'une décision puisse être fondée, en partie ou en totalité, sur des considérations religieuses, à la condition qu'elle soit prise dans les limites du pouvoir du conseil scolaire. Toutefois, le conseil scolaire doit agir de manière à promouvoir respect et tolérance envers les différents groupes qu'il représente et qu'il sert.

La décision du conseil scolaire est déraisonnable, car son processus décisionnel l'a entraîné à l'extérieur du mandat conféré par la *School Act*. Premièrement, le conseil n'a pas respecté les principes de laïcité et de tolérance énoncés à l'art. 76 de la Loi. Au lieu d'agir dans le respect de tous les types de familles, il a agi suivant un principe d'exclusion, donnant suite aux doutes de certains parents quant à la moralité des unions homosexuelles, sans tenir compte du droit des familles homoparentales et des enfants qui en font partie de bénéficier de la même reconnaissance et du même respect au sein du système scolaire. Deuxièmement, il a dérogé à son propre règlement quant au fondement de la décision d'approuver ou non des ressources complémentaires, lequel règlement l'oblige à examiner la pertinence du matériel proposé eu égard aux objectifs du programme d'études et aux besoins des enfants des familles homoparentales. Troisièmement, il a appliqué les mauvais critères. Il n'a pas tenu compte de l'objectif du programme d'études qui est de faire en sorte que les enfants de maternelle et de première année soient en mesure de discuter de leurs propres modèles familiaux et que tous les enfants soient sensibilisés à la diversité des modèles familiaux dans notre société. Il a plutôt appliqué à tort le critère de la nécessité, qui est incompatible avec la fonction des ressources complémentaires d'enrichir l'expérience des enfants par l'utilisation d'autres ressources présentant un intérêt pour la collectivité. Il a commis une erreur en se fondant sur des préoccupations de dissonance cognitive et de catégorie d'âge visée, qui ne sont pas justifiées selon le programme d'études en l'espèce. La question de l'approbation des manuels est donc renvoyée au conseil scolaire.

Le juge **LeBel** : L'approche pragmatique et fonctionnelle s'est révélée utile dans le cas des décisions juridictionnelles ou quasi judiciaires de tribunaux administratifs. Cependant, il existe des limites à l'utilité de l'appliquer intégralement dans un autre contexte. Lorsque l'organisme administratif dont les décisions sont contestées est non pas un tribunal administratif, mais plutôt un corps élu doté du pouvoir délégué de prendre des décisions de politique générale, la fonction première des cours de justice consiste à décider s'il a agi dans les limites du pouvoir dont il est investi. Il faut d'abord se demander si le conseil a agi légalement; il ne pouvait pas exercer valablement un pouvoir qu'il ne possédait pas. Bien que la question n'ait pas été directement soulevée dans le présent pourvoi, les décisions du conseil scolaire en matière de politique de l'enseignement ont droit à une très grande retenue judiciaire, pourvu qu'il les ait prises dans les limites de ses pouvoirs. En l'espèce, la décision du conseil scolaire ne peut être confirmée même selon la norme qui commande la plus grande retenue, car elle est manifestement déraisonnable. Il est donc inutile de procéder à l'analyse complète des divers facteurs servant à déterminer la norme de contrôle judiciaire applicable.

Le conseil scolaire pouvait approuver ou refuser d'approuver l'utilisation en classe de manuels. Cependant, l'exercice de ce pouvoir est limité par l'art. 76 de la *School Act*, qui exige que les écoles fonctionnent selon « des principes strictement laïques et non confessionnels », que « les plus hautes valeurs morales » y soient inculquées et qu'aucun « dogme religieux » ni « aucune croyance religieuse » n'y soient enseignés. Les termes « laïques » et « non confessionnels » dans la Loi signifient qu'aucune conception particulière de la moralité ne doit servir à rejeter ou à écarter des points de vue opposés. Dans une société pluraliste, il est sûrement acceptable, voire inévitable, de désapprouver les pratiques et les croyances d'autrui. Cela ne justifie pas pour autant que l'on refuse à d'autres la possibilité de faire valoir leur point de vue ou que l'on refuse de reconnaître leur existence. Quelles que soient les opinions personnelles des membres du conseil scolaire, leur obligation de s'acquitter de leurs tâches publiques selon des principes strictement laïques et non confessionnels comporte celle d'éviter de prendre des décisions de politique générale fondées sur des croyances prônant l'exclusion. L'article 76 n'interdit pas les décisions relatives à l'administration scolaire fondées sur des croyances religieuses. Il vise à promouvoir la tolérance et la diversité d'opinions, et non à faire en sorte que la religion disparaisse de l'échiquier. Il ne limite aucunement la liberté des parents et des membres du conseil scolaire d'adhérer à une doctrine religieuse qui condamne l'homosexualité, mais il interdit au conseil scolaire de prendre des décisions de politique générale reflétant cette doctrine, dans la mesure où elles traduisent le refus de reconnaître la validité d'autres points de vue.

En l'espèce, la preuve appuie la conclusion que le conseil scolaire a traité les trois manuels d'une manière incompatible avec l'engagement de laïcité et de non-confessionnalisme que l'on constate dans la *School Act*. La principale préoccupation qui a motivé la décision du conseil scolaire est de tenir compte des croyances religieuses et morales de certains parents — l'homosexualité est répréhensible — qui les amènent à refuser que leurs enfants soient exposés à des livres d'histoires illustrant des familles homoparentales. Le conseil scolaire s'est laissé décisivement influencer par le refus de certains parents d'approuver un point de vue et un mode de vie différents des leurs. Toute politique pédagogique fondée sur de telles croyances ne saurait être laïque ou non confessionnelle au sens de la *School Act*. Le conseil scolaire a pris sa décision d'une manière si contraire à sa loi constitutive qu'elle est non seulement déraisonnable, mais encore illégale. En conséquence, la décision contrevient à la loi, est manifestement déraisonnable et doit être annulée.

Les juges **Gonthier** et Bastarache (dissidents) : Vu la nature de la décision en cause, la norme de contrôle applicable et l'ensemble du contexte, la décision du conseil scolaire devrait être confirmée. Elle ne va pas à l'encontre de la *Charte*, de la *School Act* ou des directives du ministre. Elle a été prise dans les limites du pouvoir discrétionnaire conféré par la Loi.

La norme de contrôle applicable en l'espèce est celle de la décision raisonnable. Premièrement, l'absence de clause privative devrait être prise en compte à la lumière de l'absence correspondante d'une clause autorisant expressément d'interjeter appel des décisions du conseil devant les tribunaux et du caractère non juridictionnel du conseil. Deuxièmement, la décision d'approuver ou non les manuels oblige le conseil à pondérer les intérêts de différents groupes, fonction qui est au cœur même de son expertise en tant qu'organisme représentatif élu localement. Bien que la décision comporte aussi une importante dimension qui touche aux droits de la personne, le conseil s'est largement appuyé sur les faits pour trouver un compromis entre les inquiétudes des parents et l'objectif général de promouvoir les valeurs consacrées par la *Charte*. La décision appelle donc un degré de retenue plus important que lorsque des tribunaux administratifs rendent des décisions générales sur des points de droit concernant des droits fondamentaux de la personne et touchant de nombreuses décisions ultérieures. Troisièmement, c'est pour permettre la participation locale dans le choix des ressources d'apprentissage complémentaires que le législateur a conféré au conseil le pouvoir d'approuver de telles ressources. Quatrièmement, la nature du problème n'exige pas l'application stricte de règles juridiques ni l'interprétation de la loi, mais plutôt une analyse éminemment contextuelle et polycentrique.

Les valeurs de la *Charte* doivent être respectées dans le contexte scolaire en général, lequel exige toutefois le respect à la fois du droit d'une personne homosexuelle d'être protégée contre la discrimination et du droit des parents de prendre les décisions qu'ils jugent nécessaires au bien-être et à l'éducation morale de leurs enfants. Le rôle privilégié qu'ont les parents de décider de ce qui contribue au bien-être de leurs enfants, y compris leur éducation morale, et leur droit d'élever leurs enfants selon leurs croyances personnelles, religieuses ou autres, est au cœur de l'analyse du caractère raisonnable de la décision du conseil scolaire. La common law reconnaît depuis longtemps que les parents sont les mieux placés pour prendre soin de leurs enfants et pour prendre toutes les décisions nécessaires à leur bien-être, à condition qu'ils agissent dans l'intérêt de leurs enfants. La Cour a confirmé le rôle prépondérant des parents en assimilant l'autorité de

l'école et de l'enseignant sur l'enfant à une autorité déléguée. Le concept que l'autorité de l'école est déléguée fait que, s'il leur est permis de retirer leurs enfants du système d'enseignement public, les parents doivent aussi avoir leur mot à dire en ce qui concerne les valeurs transmises à l'école. Cela se concrétise généralement par l'élection de représentants aux conseils scolaires appelés à établir un consensus et à régler les questions se rapportant à l'instruction publique. Ces conseils scolaires locaux peuvent, en vertu de la *School Act*, approuver ou non des ressources documentaires éducatives complémentaires. Leur pouvoir discrétionnaire n'est toutefois pas absolu. Ils doivent agir d'une manière compatible avec la *School Act* et avec les critères et procédures d'évaluation et de sélection établis par le conseil scolaire. En l'espèce, les critères d'approbation des ressources documentaires éducatives complémentaires du conseil scolaire renvoient à des notions comme la catégorie d'âge visée et indiquent que la manifestation d'inquiétudes de la part des parents est un facteur qu'il faut prendre en considération.

Un conseil scolaire est un organe du gouvernement, donc assujéti à la *Charte* en vertu de l'art. 32. Il n'y a pas lieu, toutefois, d'entreprendre en l'espèce une analyse exhaustive fondée sur l'art. 15 pour établir que le conseil scolaire a porté directement atteinte à la *Charte*. Les questions relatives à l'art. 15 et celles concernant la qualité pour agir n'ont pas été abordées par les tribunaux d'instance inférieure, et les appelants ne comptent ni parents de même sexe ni enfants de tels parents, qui pourraient prétendre avoir été exposés à un traitement différent fondé sur leurs caractéristiques personnelles parce qu'ils n'ont pas été représentés comme d'autres types de familles dans les classes de maternelle et de première année du district de Surrey. Les valeurs constitutionnelles en cause imprègnent toutefois les exigences de la *School Act*. Par conséquent, analyser la présente affaire sous l'angle de l'accommodement ou de la pondération de droits constitutionnels opposés permet de circonscrire convenablement l'incidence de la *Charte*. Celle-ci traduit un engagement envers l'égalité et protège tout citoyen contre la discrimination. Elle protège aussi la liberté de religion et la liberté d'expression. Dans le cas où des revendications fondées sur des croyances paraissent s'opposer, l'art. 15 ne peut pas fonder la suppression de croyances, qu'elles soient répandues ou non. La solution acceptable est celle de l'accommodement ou de la pondération. Dans une société véritablement libre, l'interaction entre l'art. 2 et l'art. 15 de la *Charte* doit permettre aux personnes qui respectent la dignité fondamentale et inhérente d'autrui et qui s'abstiennent de toute discrimination d'être néanmoins en désaccord avec autrui et même de désapprouver le comportement ou les croyances d'autrui. Par conséquent, la personne qui, pour des motifs religieux ou non, croit que le comportement homosexuel, manifeste chez les couples de même sexe, est immoral et celle qui croit que l'homosexualité est moralement équivalente à l'hétérosexualité ont le droit d'avoir ce point de vue et de l'exprimer. Ni l'une ni l'autre ne peuvent cependant agir de manière discriminatoire. La jurisprudence constitutionnelle canadienne atteste cette distinction entre le comportement et la croyance : chacun peut adhérer à la croyance de son choix, mais sa liberté d'agir conformément à sa croyance, que ce soit dans le domaine privé ou public, peut être moins grande. Cette interprétation est compatible avec le fait que les al. 2a) et b) de la *Charte* coexistent avec l'art. 15, lequel protège contre la discrimination tant les personnes qui ont des croyances religieuses que celles qui sont homosexuelles. En l'espèce, rien ne prouve que les parents qui estiment que les trois manuels ne conviennent pas aux enfants de cinq et six ans ont favorisé d'une manière quelconque la discrimination à l'égard des personnes.

La décision du conseil scolaire est raisonnable. L'approbation des manuels ressortit clairement au pouvoir du conseil scolaire et la décision ne va pas à l'encontre de l'exigence de l'art. 76 de la *School Act* que « les plus hautes valeurs morales soient inculquées ». Il faut définir cette notion comme étant un principe auquel adhère l'ensemble de la société, autant les adeptes des diverses religions que les personnes sans religion. Les valeurs exprimées dans la *Charte* découlent d'un large consensus social et devraient être considérées comme des principes des « plus hautes valeurs morales » évoquées à l'art. 76 de la *School Act*. La décision du conseil scolaire est compatible avec la *Charte*. Elle reflète une pondération acceptable sur le plan constitutionnel et les points de vue des uns et des autres. Les trois manuels ne seront pas employés pour les deux premières années d'études, mais ce sujet, tout comme la question de l'homosexualité dans le cadre de la sexualité humaine en général, sera abordé au cours des années suivantes. De plus, le refus d'approuver les trois manuels n'empêche pas nécessairement que la question des parents de même sexe soit abordée en classe. Bien qu'il soit dans l'intérêt des enfants de leur enseigner la tolérance, celle-ci n'exige pas l'approbation obligatoire des manuels. La « tolérance » ne devrait pas servir à effacer tout désaccord.

La décision du conseil scolaire est aussi compatible avec une bonne interprétation des « principes strictement laïques et non confessionnels » mentionnés à l'art. 76. Celui-ci énonce les principes généraux devant régir toutes les écoles. C'est une erreur que de présumer que le terme « laïque » signifie en réalité « non religieux ». Les personnes ayant

des convictions religieuses devraient pouvoir s'exprimer sur la place publique et ne devraient pas être pénalisées ou exclues. Sinon, on dénaturerait les principes du libéralisme d'une manière qui fragiliserait la notion de pluralisme. La double exigence que l'éducation soit « laïque » et « non confessionnelle » signifie que les écoles ne doivent pas servir à l'endoctrinement ou à l'inculcation de préceptes de quelque religion, et elle n'empêche pas les personnes qui, sur des questions d'intérêt public, ont des positions morales d'inspiration religieuse de débattre de l'enseignement moral dans les écoles publiques. Par delà les convictions personnelles de ses membres, les motifs invoqués par le conseil pour refuser d'approuver les manuels, notamment les valeurs morales et religieuses de certains parents de la collectivité et la nécessité de respecter leur droit constitutionnel à la liberté de religion ainsi que leur rôle prépondérant dans l'éducation de leurs enfants, soulèvent des considérations laïques que le conseil pouvait à juste titre examiner.

Enfin, les éléments pris en considération par le conseil scolaire étaient appropriés. La valeur morale de l'union de deux personnes de même sexe est controversée, et le conseil scolaire était clairement pris entre deux groupes passionnés et actifs. Même s'il n'aurait pas été inconstitutionnel d'approuver les trois manuels comme ressources éducatives, il n'est pas non plus inconstitutionnel de ne pas les approuver. La *Charte* n'exige pas que l'on aborde avec les enfants de cinq et six ans, dans le cadre d'un programme scolaire, la question des parents formant un couple de même sexe, surtout lorsque des parents craignent que ces ressources ne soient déroutantes pour ces jeunes enfants. La décision du conseil était de façon générale motivée par des considérations liées à la catégorie d'âge visée et aux préoccupations des parents. L'inquiétude des parents dont le conseil scolaire a tenu compte repose sur la façon dont sont représentés les parents de même sexe dans les trois manuels et la capacité des élèves de maternelle et de première année de comprendre cette représentation. Le choix est difficile : permettre que les trois manuels soient utilisés en maternelle et en première année à l'encontre des désirs de certains parents et ensuite exclure certains enfants de la classe ou enseigner la tolérance et le respect d'autrui par des méthodes moins controversées et n'aborder la question de l'homosexualité et celle des parents formant un couple de même sexe qu'à un moment où les élèves sont plus aptes à les comprendre et plus en mesure de concilier les messages potentiellement contradictoires qu'ils peuvent recevoir sur ces questions. Toutefois, ce choix doit essentiellement être fait au niveau local, comme le prévoit la *School Act*. La plupart des conseillers estimaient que les trois manuels ne convenaient pas pour des élèves de maternelle et de première année et étaient incapables de conclure, en se fondant sur ce qu'ils comprenaient des inquiétudes des parents et des exigences du programme d'études, que de tels documents éducatifs devaient être approuvés pour la maternelle et la première année. Ce qui a beaucoup influé sur la décision du conseil, c'est que les ressources d'apprentissage recommandées par le ministère de l'Éducation ne comprenaient pas à l'époque d'autres ressources traitant expressément de l'homosexualité ou des couples de même sexe ou familles homoparentales. La sous-composante « Éducation à la vie familiale » du programme d'études mentionne qu'on s'attend à ce que l'élève puisse décrire divers types de familles, mais n'indique pas que la question des parents formant un couple de même sexe doit être abordée en maternelle et en première année. Pour atteindre les résultats d'apprentissage prescrits pour cette sous-composante, il faut demander aux élèves de dessiner et de décrire par écrit leur famille ainsi que de parler entre eux de leurs familles. Dans le cas où un enfant de la classe a des parents de même sexe, ces activités soulèveraient la question des parents de même sexe et les enseignants peuvent juger nécessaire d'en discuter. Même dans un tel cas, il n'est pas nécessaire que l'utilisation de ressources documentaires éducatives illustrant des parents de même sexe soit approuvée pour toutes les classes dans un district scolaire donné. Il existe d'autres options. De plus, le conseil scolaire a une politique antidiscrimination sévère, une politique qui est prise au sérieux. Le contexte de l'affaire amène donc à conclure que le conseil scolaire favorise de façon générale les valeurs d'égalité et de non-discrimination consacrées par la *Charte*.

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (2000), 191 D.L.R. (4th) 128, 10 W.W.R. 393, 143 B.C.A.C. 162, 235 W.A.C. 162, 80 B.C.L.R. (3d) 181, 26 Admin. L.R. (3d) 297, [2000] B.C.J. No. 1875 (QL), 2000 BCCA 519, infirmant un jugement de la Cour suprême de la Colombie-Britannique (1998), 168 D.L.R. (4th) 222, 60 B.C.L.R. (3d) 311, 12 Admin. L.R. (3d) 77, 60 C.R.R. 311, [1998] B.C.J. No. 2923 (QL). Pourvoi accueilli, les juges Gonthier et Bastarache sont dissidents.

Joseph J. Arvay, c.r., et Catherine J. Parker, pour les appelants.

John G. Dives et Kevin L. Boonstra, pour l'intimé.

Cynthia Petersen et Kenneth W. Smith, pour l'intervenante EGALE Canada Inc.

Chris W. Sanderson, c.r., et Keith B. Bergner, pour l'intervenante British Columbia Civil Liberties Association.

Susan Ursel et David A. Wright, pour l'intervenant Families in Partnership.

Daniel R. Bennett et Paul A. Craven, pour l'intervenant Board of Trustees of School District No. 34 (Abbotsford).

Argumentation écrite par *Howard Goldblatt*, pour l'intervenante la Fédération des enseignantes et enseignants de l'élémentaire de l'Ontario.

Andrew K. Lokan et Stephen L. McCammon, pour l'intervenante l'Association canadienne des libertés civiles

D. Geoffrey G. Cowper, c.r., et Cindy Silver, pour les intervenants l'Alliance évangélique du Canada, l'Archidiocèse de Vancouver, la Ligue catholique des droits de l'homme et Canadian Alliance for Social Justice and Family Values Association.

Procureurs des appelants : Arvay Finlay, Victoria.

Procureurs de l'intimé : Dives, Grauer & Harper, Vancouver.

Procureurs de l'intervenante EGALE Canada Inc. : Sack Goldblatt Mitchell, Toronto.

Procureurs de l'intervenante British Columbia Civil Liberties Association : Lawson, Lundell, Vancouver.

Procureurs de l'intervenant Families in Partnership : Green & Chercover, Toronto.

Procureurs de l'intervenant Board of Trustees of School District No. 34 (Abbotsford) : Bull, Housser & Tupper, Vancouver.

Procureurs de l'intervenante la Fédération des enseignantes et enseignants de l'élémentaire de l'Ontario : Sack Goldblatt Mitchell, Toronto.

Procureurs de l'intervenante l'Association canadienne des libertés civiles : Paliare, Roland, Rosenberg, Rothstein, Toronto.

Procureurs des intervenants l'Alliance évangélique du Canada, l'Archidiocèse de Vancouver, la Ligue catholique des droits de l'homme et Canadian Alliance for Social Justice and Family Values Association : Fasken Martineau DuMoulin, Vancouver.

The next session of the Supreme Court of Canada commences on January 13, 2003.
La prochaine session de la Cour suprême du Canada débute le 13 janvier 2003.

The next bulletin of proceedings will be published on January 10, 2003.
Le prochain bulletin des procédures sera publié le 10 janvier 2003.

SEASON'S GREETINGS!

MEILLEURS VOEUX!

AGENDA for the weeks of January 13 and 20, 2003.**CALENDRIER de la semaine du 13 janvier et de celle du 20 janvier 2003.**

The Court will not be sitting during the week of January 27, 2003.

La Cour ne siègera pas pendant la semaine du 27 janvier 2003.

<u>Date of Hearing/ Date d'audition</u>	<u>Case Number and Name/ Numéro et nom de la cause</u>
2003/01/13	Motions / Requêtes
2003/01/15	Her Majesty the Queen v. Terry Steven Owen (Ont.) (Criminal) (By Leave) (28700)
2003/01/15	Dr. Russel Fleming v. Scott Starson a.k.a. Scott Jeffery Schutzman (Ont.) (Civil) (By Leave) (28799)
2003/01/16	Her Majesty the Queen v. Jerimiah Josia Johnson (B.C.) (Criminal) (By Leave) (28945)
2003/01/16	Her Majesty the Queen v. Daniel George Edgar (B.C.) (Criminal) (By Leave) (28946)
2003/01/16	Her Majesty the Queen v. Steven Keith Mitchell (B.C.) (Criminal) (By Leave) (29083)
2003/01/16	Her Majesty the Queen v. Michael Edward Kelly (B.C.) (Criminal) (By Leave) (29140)
2003/01/16	Her Majesty the Queen v. Stewart James Smith (B.C.) (Criminal) (By Leave) (29043)
2003/01/20	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c. Maksteel Inc., société administrée par Ernst & Young Inc., séquestre intérimaire nommé par le tribunal, et al. (Qué.) (Civile) (Autorisation) (28402)
2003/01/21	Her Majesty the Queen v. Mark Wise (B.C.) (Criminal) (As of Right) (29061)
2003/01/21	Michael Pelletier v. Her Majesty the Queen (B.C.) (Criminal) (As of Right) (29062)
2003/01/22	Billy Taillefer c. Sa Majesté la Reine (Qué.) (Criminelle) (Autorisation) (28899)
2003/01/22	Hugues Duguay c. Sa Majesté la Reine (Qué.) (Criminelle) (Autorisation) (28903)
2003/01/23	Bell Canada v. Canadian Telephone Employees Association, et al. (FC) (Civil) (By Leave) (28743)
2003/01/24	District of Parry Sound Social Services Administration Board v. Ontario Public Service Employees Union, Local 324 (Ont.) (Civil) (By Leave) (28819)

NOTE

This agenda is subject to change. Hearings normally commence at 9:45 a.m. each day. Where there are two cases scheduled on a given day, the second case may be heard immediately after the first case, or at 2:00 p.m. Hearing dates and times should be confirmed with Registry staff at (613) 996-8666.

Ce calendrier est sujet à modification. Les audiences débutent normalement à 9h45 chaque jour. Lorsque deux affaires doivent être entendues le même jour, l'audition de la deuxième affaire peut avoir lieu immédiatement après celle de la première ou encore à 14h. La date et l'heure d'une audience doivent être confirmées auprès du personnel du greffe au (613) 996-8666.

28700 *Her Majesty The Queen v. Terry Steven Owen*

Criminal law - Administrative law - Appeal - Detention - Not criminally responsible person - Detention under Lieutenant-Governor's warrant - Ontario Review Board considering detention and finding that detention in psychiatric facility should continue - Court of Appeal allowing appeal from that decision and ordering absolute discharge - Appropriate standard of appellate review of Review Board's finding that a particular NCR accused a significant threat to the safety of the public - Whether that standard exercised here - Whether appeal court must order an absolute discharge even if there is fresh evidence of dangerousness - Whether Court of Appeal erred by ordering an absolute discharge notwithstanding the fresh evidence of the Respondent's dangerousness.

The Respondent was charged with second degree murder after killing a friend in 1978. He was found not guilty by reason of insanity and was detained for the most part at Penetanguishene Mental Health Centre under a Lieutenant-Governor's warrant until his transfer to North Bay Psychiatric Hospital in 1986. Annual Board hearings from 1986 to 1989 resulted in increased community access, progressing from day passes to permission to live in the community on stated conditions. In 1990, the Respondent was convicted of assault causing bodily harm. He had been drinking heavily at the time. He was sentenced to 14 months' imprisonment and two years' probation. Prior to his release from jail, the Respondent was assessed by a psychiatrist: he was not depressed, showed no evidence of anxiety, had no disorder of thought or speech and demonstrated no evidence of hallucinations or delusional thinking. After completing his sentence he was transferred to the secure unit of the Kingston Psychiatric Hospital. The hospital reports noted his history of substance abuse. After a period of gradually integrating into the community (1991 through 1999), he was charged with impaired driving and readmitted shortly after to hospital as an in-patient. In January 2000 he tested positive for cannabis and cocaine. He had been substituting urine in earlier tests and so had avoided detection.

Following a hearing in March 2000, the Ontario Review Board concluded that his drug-induced psychosis was in remission but that he continued to suffer from a very serious antisocial personality disorder complicated by alcoholism and substance abuse. It ordered the Respondent detained at the Kingston Psychiatric Hospital. At the Court of Appeal the Appellant tried to introduce fresh evidence by affidavit. This evidence, which was untested, alleged that the accused had punched another patient, threatened to kill a patient, and was found in possession of marijuana. The Court of Appeal reviewed the Review Board's order, allowed an appeal from it, set aside the Board's order and directed that the Respondent be absolutely discharged.

Origin of the case: Ontario

File No.: 28700

Judgment of the Court of Appeal: May 8, 2001

Counsel: Riun Shandler for the Appellant
Brian Snell for the Respondent

28700 *Sa Majesté la Reine c. Terry Steven Owen*

Droit criminel - Droit administratif - Appel - Détention - Personne non criminellement responsable - Détention selon un mandat du lieutenant-gouverneur - La Commission d'examen de l'Ontario a examiné la détention et estimé que la détention dans un établissement psychiatrique devrait continuer - La Cour d'appel a fait droit à l'appel formé contre cette décision et a ordonné une libération inconditionnelle - Norme de contrôle à appliquer à la décision de la Commission d'examen selon laquelle un accusé non criminellement responsable constitue une menace sérieuse pour la sécurité du public - Cette norme a-t-elle été appliquée ici? - La Cour d'appel doit-elle ordonner une libération inconditionnelle même s'il existe une preuve nouvelle de dangerosité? - La Cour d'appel a-t-elle erré en ordonnant une libération inconditionnelle malgré l'existence d'une preuve nouvelle de la dangerosité de l'intimé?

L'intimé avait été accusé de meurtre au second degré après l'assassinat d'un ami en 1978. Il a été déclaré non coupable pour cause d'aliénation mentale, puis détenu la plupart du temps au Centre de santé mentale de Penetanguishene, à la faveur d'un mandat du lieutenant-gouverneur, jusqu'à son transfert à l'Hôpital psychiatrique de North Bay en 1986. Les audiences annuelles de la Commission de 1986 à 1989 s'étaient soldées par un accroissement de l'accès à la collectivité, accès qui avait évolué du laissez-passer journalier à l'autorisation de vivre dans la collectivité à certaines conditions. En 1990, l'intimé fut reconnu coupable d'agression causant des lésions corporelles. Il avait bu énormément. Il fut condamné à 14 mois d'emprisonnement et à deux ans de probation. Avant son élargissement, l'intimé fut évalué par un psychiatre : il n'était pas déprimé, il ne montrait aucune anxiété, il n'avait aucun trouble mental ni trouble de la parole et il ne montrait aucun signe d'hallucination ni d'interprétation délirante. Après avoir purgé sa peine, il a été transféré à l'unité de garde en milieu fermé de l'Hôpital psychiatrique de Kingston. Les rapports de l'hôpital faisaient état de son passé de toxicomane. Après une période d'intégration graduelle dans la collectivité (de 1991 à 1999), il fut accusé de conduite avec facultés affaiblies, puis réadmis peu après à l'hôpital en tant que malade hospitalisé. En janvier 2000, il réagit positivement à un test de cannabis et de cocaïne. Il avait fait une substitution d'urines dans des tests antérieurs et avait pu ainsi éviter d'être découvert.

À la suite d'une audience tenue en mars 2000, la Commission d'examen de l'Ontario a conclu que sa psychose provoquée par la drogue était en rémission, mais qu'il continuait de souffrir d'une très grave propension aux comportements antisociaux, propension qu'exacerbaient l'alcoolisme et la toxicomanie. Elle a ordonné que l'intimé soit détenu à l'Hôpital psychiatrique de Kingston. Devant la Cour d'appel, l'appelante a tenté de produire une preuve nouvelle par affidavit. Cette preuve, qui n'a pas été mise en doute, affirmait que l'accusé avait frappé un autre patient et avait menacé de tuer un patient, et qu'il avait été trouvé en possession de marijuana. La Cour d'appel a examiné l'ordonnance de la Commission d'examen, a accueilli un appel formé contre cette ordonnance, a annulé l'ordonnance et a ordonné la libération inconditionnelle de l'intimé.

Origine de l'affaire : Ontario
Dossier n° : 28700
Arrêt de la Cour d'appel : le 8 mai 2001
Avocats : Riun Shandler, pour l'appelante
Brian Snell, pour l'intimé

28799 *Dr. Russel Fleming v. Professor Scott Starson a.k.a. Scott Jeffery Schutzman*

Administrative law - Judicial review - Consent and Capacity Review Board - Capacity to consent to treatment - Standard of review - Hearsay - Subjective considerations - New evidence on appeal - Whether the standard of appellate review of treatment capacity orders by review tribunals under provincial legislation was properly determined by the lower courts - Whether the courts below erred in reversing the decision of the Consent and Capacity Board by, in effect, applying a standard of correctness and a strict application of the hearsay rule, rather than a standard of reasonableness - Whether the Board improperly allowed its subjective assessment of the choices made by the Respondent to influence its decision - Whether the Court of Appeal erred in refusing to admit new evidence on the current condition and prognosis of the Respondent.

The Respondent is an extraordinarily intelligent man, excelling in physics, particularly in the measurement of time, anti-gravity and the theory of relativity. At the time of the hearing before the Ontario Consent and Capacity Review Board (the "Board"), he was 43 years old and an in-patient at the Centre for Addiction and Mental Health, Queen Street Division. He was admitted to the Queen Street facility pursuant to a detention order by the Ontario Review Board after being found not criminally responsible on two charges of uttering death threats.

While he was at the Queen Street facility, Dr. Ian Swayze and Dr. Paul Posner, psychiatrists at the Centre, proposed that the Respondent be treated with anti-psychotic medication, mood stabilizers, anti-anxiety medication, and anti-parkinsonian medication. The Respondent rejected the proposed treatment, preferring to continue with his ongoing psycho-therapy with Dr. Posner.

Dr. Swayze declared the Respondent to be incapable of consenting to the proposed treatment on December 24, 1998. The Respondent appealed, but the Consent and Capacity Board found that the Respondent was not capable of making his own decisions about treatment. The Respondent appealed the Board's finding. Molloy J. concluded that the Board's finding was unreasonable and set it aside. On appeal, the Court of Appeal dismissed the appeal.

Origin of the case:	Ontario
File No.:	28799
Judgment of the Court of Appeal:	June 14, 2001
Counsel:	Leslie M. McIntosh/Diana Schell for the Appellant Anita Szigeti <i>Amicus curiae</i>

28799 D' Russel Fleming c. Professeur Scott Starson, également appelé Scott Jeffery Schutzman

Droit administratif - Contrôle judiciaire - Commission d'examen du consentement et de la capacité - Capacité de consentir à un traitement - Norme de contrôle - Ouï-dire - Considérations subjectives - Preuve nouvelle en appel - La norme de contrôle des ordonnances rendues par les juridictions de contrôle en vertu de la loi provinciale en ce qui a trait à la capacité de consentir à un traitement a-t-elle été validement établie par les tribunaux inférieurs? - Les tribunaux inférieurs ont-ils erré en infirmant la décision de la Commission d'examen du consentement et de la capacité, lorsqu'ils ont appliqué la norme de la décision correcte plutôt que la norme de la décision raisonnable, et lorsqu'ils ont appliqué rigoureusement la règle du ouï-dire? - La Commission a-t-elle, à tort, laissé son évaluation subjective des choix de l'intimé influencer sa décision? - La Cour d'appel a-t-elle erré en refusant d'admettre une preuve nouvelle de l'état actuel et du pronostic de l'intimé?

L'intimé est un homme extrêmement intelligent, qui excelle en physique, en particulier dans la mesure du temps, l'antigravité et la théorie de la relativité. Lors de l'audience tenue devant la Commission d'examen du consentement et de la capacité de l'Ontario (la Commission), il était âgé de 43 ans et il était hospitalisé au Centre pour la santé mentale et l'aide aux toxicomanes, Division de la rue Queen. Il a été admis à l'établissement de la rue Queen conformément à une ordonnance de détention de la Commission d'examen de l'Ontario après qu'il eut été jugé non criminellement responsable à la suite de deux accusations d'avoir proféré des menaces de mort.

Alors qu'il était à l'établissement de la rue Queen, le D^r Ian Swayze et le D^r Paul Posner, psychiatres du Centre, ont proposé que l'intimé soit traité aux antipsychotiques, aux psychorégulateurs, aux tranquillisants et aux médicaments antiparkinsoniens. L'intimé a refusé le traitement proposé, préférant poursuivre sa psychothérapie avec le D^r Posner.

Le D^r Swayze a déclaré que l'intimé était incapable le 24 décembre 1998 de consentir au traitement proposé. L'intimé a fait appel, mais la Commission d'examen du consentement et de la capacité a jugé qu'il n'était pas en mesure de prendre lui-même ses décisions en matière de traitement. L'intimé a fait appel de la décision de la Commission. Le juge Molloy a estimé que la décision de la Commission était déraisonnable et l'a annulée. En appel, la Cour d'appel a rejeté l'appel.

Origine de l'affaire : Ontario
Dossier n^o : 28799
Arrêt de la Cour d'appel : le 14 juin 2001
Avocats : Leslie M. McIntosh/Diana Schell, pour l'appelant
Anita Szigeti, *amicus curiae*

28945 *Her Majesty The Queen v. Jerimiah Josia Johnson*

Criminal law - Sentencing - Dangerous offender - Long term offender - Retrospectivity - Whether the amendments to the *Criminal Code* made by Bill C-55 in 1997 apply retrospectively to persons being sentenced for offences that occurred prior to August 1, 1997 - Whether the Court of Appeal erred in law in deciding that under the new provisions, a judge hearing a dangerous offender application must first consider whether the offender could properly be declared a long-term offender before deciding whether to designate him a dangerous offender - Under the new provisions, must a judge hearing a dangerous offender application consider the offender's prospects for future treatment before designating him a dangerous offender? - If the sentencing judge erred in his application of Part XXIV of the *Criminal Code* should the Respondent's dangerous offender designation and indeterminate sentence nevertheless be upheld?

On February 12, 1998, the Respondent was convicted of one count of sexual assault after a re-trial in the Supreme Court of British Columbia. The Respondent had earlier been tried and convicted of this offence in March 1995, and thereafter declared to be a dangerous offender on October 31, 1995. The verdict and sentence were set aside on appeal in 1997. The first dangerous offender hearing had proceeded under the dangerous offender provisions of the *Criminal Code* as they stood in October 1995. The second dangerous offender hearing took place in October 1998. However, on August 1, 1997, the provisions of the *Code* relating to dangerous offenders had been amended. The second dangerous offender proceedings were based on a combination of the repealed and new provisions of Part XXIV of the *Code*.

At the start of the second dangerous offender hearing, counsel for the Crown advised the sentencing judge that Part XXIV of the *Code* relating to dangerous offenders had been significantly amended since the commission of the offence and that in keeping with established practice the Crown would utilize the procedural sections of the new provisions but rely on the substantive sections of the former provisions. The former provisions provided the court with a discretion to impose an indeterminate sentence with a review to determine eligibility for parole after three years. It was thought that this provided for a lesser punishment than the 1997 amendments, which do not provide a similar discretion and delay the first review to seven years. Counsel agreed that the court was thus required to proceed under the former provisions. In addition, both counsel agreed that if the court declined to designate the Respondent a dangerous offender, the Respondent would not be subject to being declared a long term offender, a new designation created by the amendments. Both counsel were of the view that providing for an offender to be designated as a long term offender after having been found not to be a dangerous offender created a more severe scheme of punishment.

The sentencing judge concluded that the Respondent was a dangerous offender. The judge had no confidence that treatment during the appropriate length of a determinate sentence would rehabilitate the Respondent. The Respondent was accordingly sentenced to an indeterminate period of incarceration. The Respondent appealed his sentence. The appeal was allowed, Saunders J.A. dissenting.

Origin of the case: British Columbia

File No.: 28945

Judgment of the Court of Appeal: October 4, 2001

Counsel: William F. Ehrcke Q.C./Beverly MacLean for the Appellant
Gil McKinnon Q.C./James S.I. Sutherland for the Respondent

28945 *Sa Majesté la Reine c. Jerimiah Josia Johnson*

Droit criminel - Détermination de la peine - Délinquant dangereux - Délinquant visé par une surveillance de longue durée - Rétroactivité - Les modifications apportées au *Code criminel* par le projet de loi C-55 en 1997 s'appliquent-elles rétroactivement aux personnes condamnées pour des infractions commises avant le 1^{er} août 1997? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en décidant qu'en vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit d'abord déterminer si le délinquant pourrait plutôt être déclaré délinquant visé par une surveillance de longue durée avant de le déclarer délinquant dangereux? - En vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit-il évaluer les chances de réhabilitation future d'un délinquant à la suite d'un traitement avant de le déclarer délinquant dangereux? - Si le juge qui a imposé la peine a commis une erreur dans l'application de la partie XXIV du *Code criminel*, la déclaration de délinquant dangereux prononcée à l'encontre de l'intimé et la peine d'emprisonnement pour une durée indéterminée doivent-elles être néanmoins maintenues?

Le 12 février 1998, l'intimé a été déclaré coupable relativement à un chef d'agression sexuelle à la suite d'un nouveau procès devant la Cour suprême de Colombie-Britannique. L'intimé avait déjà été jugé et déclaré coupable de cette infraction en mars 1995 et il avait, par la suite, été déclaré délinquant dangereux le 31 octobre 1995. Le verdict et la sentence ont été annulés en appel en 1997.

La première audience visant à déterminer si l'intimé était un délinquant dangereux s'était déroulée en vertu des dispositions du *Code criminel* visant les délinquants et qui étaient en vigueur en octobre 1995. La deuxième audience a eu lieu en octobre 1998. Toutefois, le 1^{er} août 1997, les dispositions du *Code* relatives aux délinquants dangereux ont été modifiées. La deuxième audience visant à déterminer si l'intimé était un délinquant dangereux s'est déroulée en tenant compte d'une combinaison des anciennes et des nouvelles dispositions de la partie XXIV du *Code*.

Au début de la deuxième audience, le substitut du procureur général a informé le juge du procès que la partie XXIV du *Code* relative aux délinquants dangereux avait été modifiée de façon importante depuis la perpétration de l'infraction et que, conformément à la politique établie, la poursuite utiliserait les articles des nouvelles dispositions ayant trait à la procédure mais que, pour le droit substantiel, elle s'en remettrait aux anciennes dispositions. Les anciennes dispositions accordaient au tribunal le pouvoir discrétionnaire d'infliger une peine d'emprisonnement pour une période indéterminée et d'imposer un moratoire de trois ans quant à toute décision sur l'admissibilité à la libération conditionnelle. On a estimé que ces dispositions infligeaient une sentence moins sévère que celle prévue dans les modifications de 1997 qui, elles, ne prévoient pas un pouvoir discrétionnaire semblable et reportent à sept ans le réexamen du dossier. Les avocats ont admis que le tribunal était par conséquent obligé de s'en tenir aux anciennes dispositions. De plus, les deux avocats ont convenu que si le tribunal refusait de déclarer l'intimé délinquant dangereux, celui-ci ne serait pas susceptible d'être déclaré délinquant visé par une surveillance de longue durée, cette nouvelle désignation ayant été créée par les modifications. Les deux avocats ont estimé que permettre qu'un délinquant soit déclaré délinquant visé par une surveillance de longue durée après que l'on eut jugé qu'il n'était pas un délinquant dangereux aurait pour effet de créer un régime pénal plus sévère.

Le juge du procès a conclu que l'intimé était un délinquant dangereux. Le juge n'était pas convaincu que le fait de faire suivre un traitement à l'intimé au cours d'une peine d'emprisonnement à durée déterminée permettrait de réhabiliter ce dernier. L'intimé a par conséquent été condamné à une période d'incarcération indéterminée. L'intimé a interjeté appel de sa sentence. L'appel a été accueilli. Le juge Saunders était dissident.

Origine :	Colombie-Britannique
N° du greffe :	28945
Arrêt de la cour d'appel :	le 4 octobre 2001
Avocats :	William F. Ehrcke c.r./Beverly MacLean pour l'appelante Gil McKinnon c.r./James S.I. Sutherland pour l'intimé

28946 *Her Majesty The Queen v. Daniel George Edgar*

Criminal law - Sentencing - Dangerous offender - Long term offender - Retrospectivity - Whether the amendments to the *Criminal Code* made by Bill C-55 in 1997 apply retrospectively to persons being sentenced for offences that occurred prior to August 1, 1997 - Whether the Court of Appeal erred in law in deciding that under the new provisions, a judge hearing a dangerous offender application must first consider whether the offender could properly be declared a long-term offender before deciding whether to designate him a dangerous offender - Under the new provisions, must a judge hearing a dangerous offender application consider the offender's prospects for future treatment before designating him a dangerous offender? - If the sentencing judge erred in his application of Part XXIV of the *Criminal Code* should the Respondent's dangerous offender designation and indeterminate sentence nevertheless be upheld?

On November 19, 1998, the Respondent was found to be a dangerous offender by a Provincial Court judge. He was sentenced to detention for an indeterminate period. The hearing before the sentencing judge proceeded on the basis that the long term offender provisions were not available to the Respondent because he had been convicted of the predicate offence prior to the enactment of the long term offender provisions, which came into effect on August 1, 1997 as a result of amendments to Part XXIV of the *Criminal Code*. The Respondent appealed his sentence. His appeal was heard as a companion case to *R. v. Johnson*. The Court of Appeal allowed the appeal. Saunders J.A., dissenting, would have dismissed the appeal.

Origin of the case: British Columbia

File No.: 28946

Judgment of the Court of Appeal: October 4, 2001

Counsel: William F. Ehrcke Q.C./Beverly MacLean for the Appellant
Gil McKinnon Q.C./James S.I. Sutherland for the Respondent

28946 *Sa Majesté la Reine c. Daniel George Edgar*

Droit criminel - Détermination de la peine - Délinquant dangereux - Délinquant visé par une surveillance de longue durée - Rétroactivité - Les modifications apportées au *Code criminel* par le projet de loi C-55 en 1997 s'appliquent-elles rétroactivement aux personnes condamnées pour des infractions commises avant le 1^{er} août 1997? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en décidant qu'en vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit d'abord déterminer si le délinquant pourrait plutôt être déclaré délinquant visé par une surveillance de longue durée avant de le déclarer délinquant dangereux? - En vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit-il évaluer les chances de réhabilitation future d'un délinquant à la suite d'un traitement avant de le déclarer délinquant dangereux? - Si le juge qui a imposé la peine a commis une erreur dans l'application de la partie XXIV du *Code criminel*, la déclaration de délinquant dangereux prononcée à l'encontre de l'intimé et la peine d'emprisonnement pour une durée indéterminée doivent-elles être néanmoins maintenues?

Le 19 novembre 1998, l'intimé a été déclaré délinquant dangereux par un juge de la Cour provinciale. Il a été condamné à une période d'emprisonnement pour une période indéterminée. Lors de l'audience devant le juge du procès, il a été pris en compte que l'intimé ne pouvait pas se prévaloir des dispositions relatives aux délinquants visés par une surveillance de longue durée, parce qu'il avait été condamné de l'infraction sous-jacente avant la promulgation de ces dispositions, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} août 1997, à la suite des modifications apportées à la partie XXIV du *Code criminel*. L'intimé a interjeté appel de sa sentence. Son appel a été entendu avec l'appel *R. c. Johnson*. La Cour d'appel a accueilli l'appel. Le juge Saunders, dissident, aurait rejeté l'appel.

Origine :	Colombie-Britannique
N° du greffe :	28946
Arrêt de la Cour d'appel :	le 4 octobre 2001
Avocats :	William F. Ehrcke c.r./Beverly MacLean pour l'appelante Gil McKinnon c.r./James S.I. Sutherland pour l'intimé

29083 *Her Majesty The Queen v. Steven Keith Mitchell*

Criminal law - Sentencing - Dangerous offender - Long term offender - Retrospectivity - Whether the amendments to the *Criminal Code* made by Bill C-55 in 1997 apply retrospectively to persons being sentenced for offences that occurred prior to August 1, 1997 - Whether the Court of Appeal erred in law in deciding that under the new provisions, a judge hearing a dangerous offender application must first consider whether the offender could properly be declared a long-term offender before deciding whether to designate him a dangerous offender - Under the new provisions, must a judge hearing a dangerous offender application consider the offender's prospects for future treatment before designating him a dangerous offender? - If the sentencing judge erred in his application of Part XXIV of the *Criminal Code* should the Respondent's dangerous offender designation and indeterminate sentence nevertheless be upheld?

The two offences leading to the Crown's application to have the Respondent, Steven Keith Mitchell declared a dangerous offender occurred in 1990 and 1993 when he was 21 and 23 years of age, respectively. Charges were not laid until late 1994 when the two complainants, who were acquaintances, revealed their experiences with Mr. Mitchell to one another. Mr. Mitchell was arrested in February 1995. He was convicted of the 1990 sexual assault in May 1996 and was sentenced to two years imprisonment and probation for one year. He was convicted of the 1993 sexual assault in February 1997 (the "predicate offence"). These assaults were considerably more serious than those committed by Mr. Mitchell as a teenager. Following Mr. Mitchell's conviction for the predicate offence, the Crown brought an application pursuant to s. 753 of the *Criminal Code* seeking to have Mr. Mitchell declared a dangerous offender. Thereafter, with the exception of the assessment ordered by the sentencing judge pursuant to s. 752.1 of the *Code*, the proceedings were carried out under the former provisions of the *Code*. The proceedings were initiated in May 1997, prior to the 1997 amendments, but the hearing was conducted after the amended provisions came into effect. The sentencing judge found Mr. Mitchell to be a dangerous offender and sentenced him to an indeterminate sentence. The sentencing judge did not consider whether the circumstances merited treating Mr. Mitchell as a long-term offender, rather than as a dangerous offender. The Court of Appeal set aside the dangerous offender designation and the indeterminate sentence and ordered a new hearing.

Origin of the case: British Columbia

File No.: 29083

Judgment of the Court of Appeal: January 25, 2002

Counsel: William F. Ehrcke Q.C./Beverly MacLean for the Appellant
Robert A. Mulligan Q.C./Michael T. Mulligan for the Respondent

29083 *Sa Majesté la Reine c. Steven Keith Mitchell*

Droit criminel - Détermination de la peine - Délinquant dangereux - Délinquant visé par une surveillance de longue durée - Rétroactivité - Les modifications apportées au *Code criminel* par le projet de loi C-55 en 1997 s'appliquent-elles rétroactivement aux personnes condamnées pour des infractions commises avant le 1^{er} août 1997? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en décidant qu'en vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit d'abord déterminer si le délinquant pourrait plutôt être déclaré délinquant visé par une surveillance de longue durée avant de le déclarer délinquant dangereux? - En vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit-il évaluer les chances de réhabilitation future d'un délinquant à la suite d'un traitement avant de le déclarer délinquant dangereux? - Si le juge qui a imposé la peine a commis une erreur dans l'application de la partie XXIV du *Code criminel*, la déclaration de délinquant dangereux prononcée à l'encontre de l'intimé et la peine d'emprisonnement pour une durée indéterminée doivent-elles être néanmoins maintenues?

Les deux infractions qui sont à l'origine de la demande de la poursuite visant à faire déclarer l'intimé, Steven Keith Mitchell, délinquant dangereux, ont été commises en 1990 et 1993 alors qu'il était âgé respectivement de 21 et de 23 ans. Ce n'est qu'à la fin de 1994, alors que les deux plaignantes, qui étaient des connaissances, se sont racontées leurs expériences mutuelles avec M. Mitchell, que des accusations ont été portées. Celui-ci a été arrêté en février 1995. En mai 1996, il a été déclaré coupable des agressions sexuelles commises en 1990, et il a été condamné à deux ans d'emprisonnement et à une période de probation d'un an. En février 1997, il a été déclaré coupable de l'agression sexuelle commise en 1993 (l'« infraction sous-jacente »). Ces agressions étaient beaucoup plus graves que celles que M. Mitchell avaient commises alors qu'il était adolescent. Après que M. Mitchell eut été déclaré coupable de l'infraction sous-jacente, la poursuite a déposé une demande fondée sur l'art. 753 du *Code criminel* visant à faire déclarer M. Mitchell délinquant dangereux. Par la suite, les procédures se sont déroulées en vertu des anciennes dispositions du *Code*, sauf en ce qui concerne le renvoi pour évaluation ordonné par le juge du procès en vertu de l'art. 752.1 du *Code*. Les procédures ont été entreprises en mai 1997, avant les modifications législatives de 1997, mais l'audience s'est déroulée après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions. Le tribunal chargé de déterminer la peine a estimé que M. Mitchell était un délinquant dangereux et il lui a imposé une peine d'emprisonnement pour une période indéterminée. Il ne s'est pas demandé si les circonstances nécessitaient que l'on déclare M. Mitchell délinquant visé par une surveillance de longue durée plutôt que délinquant dangereux. La Cour d'appel a annulé la déclaration de délinquant dangereux et la peine d'emprisonnement pour une durée indéterminée, et elle a ordonné la tenue d'une nouvelle audience.

Origine : Colombie-Britannique

N° du greffe : 29083

Arrêt de la Cour d'appel : le 25 janvier 2002

Avocats : William F. Ehrcke c.r./Beverly MacLean pour l'appelante
Robert A. Mulligan c.r./Michael T. Mulligan pour l'intimé

29140 *Her Majesty The Queen v. Michael Edward Kelly*

Criminal law - Sentencing - Dangerous offender - Long term offender - Whether the Court of Appeal for British Columbia erred in deciding that under the provisions of Bill C-55 in 1997 a judge hearing a dangerous offender application must first consider whether the offender could properly be declared a long-term offender before deciding whether to designate him a dangerous offender - Under the new provisions, must a judge hearing a dangerous offender application consider the offender's prospects for future treatment before designating him a dangerous offender? - If the sentencing judge erred in his application of Part XXIV of the *Criminal Code* should the Respondent's dangerous offender designation and indeterminate sentence nevertheless be upheld?

The Respondent, Michael Edward Kelly, pleaded guilty on September 24, 1998 to the charge that he did break and enter a dwelling house and commit a robbery contrary to s. 348(1)(b) of the *Criminal Code*. An application was subsequently commenced pursuant to s. 753 of the *Criminal Code* for a declaration that Mr. Kelly be found a dangerous offender and given an indeterminate sentence. There were two other convictions which formed the basis for the Crown's application, including the charge of robbery for which Mr. Kelly was sentenced to five years in prison on May 1, 1992 and the charge of sexual assault for which he was sentenced to four years in prison in July 1987. On May 3, 2000, Mr. Kelly was found to be a dangerous offender and sentenced to an indeterminate sentence. On appeal, the dangerous offender designation and the indeterminate sentence were set aside and a new hearing was ordered.

Origin of the case: British Columbia

File No.: 29140

Judgment of the Court of Appeal: February 14, 2002

Counsel: William F. Ehrcke Q.C./Beverly MacLean for the Appellant
Jeffrey R. Ray/Letitia Sears for the Respondent

29140 *Sa Majesté la Reine c. Michael Edward Kelly*

Droit criminel - Détermination de la peine - Délinquant dangereux - Délinquant visé par une surveillance de longue durée - Rétroactivité - Les modifications apportées au *Code criminel* par le projet de loi C-55 en 1997 s'appliquent-elles rétroactivement aux personnes condamnées pour des infractions commises avant le 1^{er} août 1997? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en décidant qu'en vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit d'abord déterminer si le délinquant pourrait plutôt être déclaré délinquant visé par une surveillance de longue durée avant de le déclarer délinquant dangereux? - En vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit-il évaluer les chances de réhabilitation future d'un délinquant à la suite d'un traitement avant de le déclarer délinquant dangereux? - Si le juge qui a imposé la peine a commis une erreur dans l'application de la partie XXIV du *Code criminel*, la déclaration de délinquant dangereux prononcée à l'encontre de l'intimé et la peine d'emprisonnement pour une durée indéterminée doivent-elles être néanmoins maintenues?

L'intimé, Michael Edward Kelly, a plaidé coupable le 24 septembre 1998 à une accusation d'introduction par effraction dans une maison d'habitation et de vol qualifié, infraction commise aux termes de l'al. 348(1)b) du *Code criminel*. Une demande visant à ce que M. Kelly soit déclaré délinquant dangereux et condamné à une peine d'emprisonnement pour une période indéterminée a par la suite été faite en vertu de l'art. 753 du *Code criminel*. Deux autres déclarations de culpabilité ont été à l'origine de la demande de la poursuite, soit l'accusation de vol qualifié, pour laquelle M. Kelly a été condamné à une peine d'emprisonnement de cinq ans le 1^{er} mai 1992, et l'accusation d'agression sexuelle pour laquelle il a été condamné à une peine d'emprisonnement de quatre ans en juillet 1987. Le 3 mai 2000, M. Kelly a été déclaré délinquant dangereux et condamné à une peine d'emprisonnement pour une période indéterminée. En appel, la déclaration de délinquant dangereux et la peine d'emprisonnement pour une période indéterminée ont été annulées et la Cour d'appel a ordonné la tenue d'une nouvelle audience.

Origine :	Colombie-Britannique
N° du greffe :	29140
Arrêt de la Cour d'appel :	le 14 février 2002
Avocats :	William F. Ehrcke c.r./Beverly MacLean pour l'appelante Jeffrey R. Ray/Letitia Sears pour l'intimé

29043 *Her Majesty The Queen v. Stewart James Smith*

Criminal law - Sentencing - Dangerous offender - Long term offender - Retrospectivity - Whether the amendments to the *Criminal Code* made by Bill C-55 in 1997 apply retrospectively to persons being sentenced for offences that occurred prior to August 1, 1997 - Whether the Court of Appeal erred in law in deciding that under the new provisions, a judge hearing a dangerous offender application must first consider whether the offender could properly be declared a long-term offender before deciding whether to designate him a dangerous offender - Under the new provisions, must a judge hearing a dangerous offender application consider the offender's prospects for future treatment before designating him a dangerous offender? - If the sentencing judge erred in his application of Part XXIV of the *Criminal Code* should the Respondent's dangerous offender designation and indeterminate sentence nevertheless be upheld?

The Respondent, Stewart James Smith, was convicted of uttering threats and assault causing bodily harm. The Respondent had a lengthy criminal record comprising some 45 convictions over the span of about 20 years. The Crown brought a dangerous offender application. The trial judge granted the application and found the Respondent to be a dangerous offender. He sentenced the Respondent to an indeterminate period of imprisonment. The Respondent appealed the sentence. The appeal was allowed and the Court of Appeal ordered a new sentencing hearing.

Origin of the case: British Columbia

File No.: 29043

Judgment of the Court of Appeal: December 4, 2001

Counsel: William F. Ehrcke Q.C./Beverly MacLean for the Appellant
Joseph J. Blazina for the Respondent

29043 *Sa Majesté la Reine c. Stewart James Smith*

Droit criminel - Détermination de la peine - Délinquant dangereux - Délinquant visé par une surveillance de longue durée - Rétroactivité - Les modifications apportées au *Code criminel* par le projet de loi C-55 en 1997 s'appliquent-elles rétroactivement aux personnes condamnées pour des infractions commises avant le 1^{er} août 1997? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en décidant qu'en vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit d'abord déterminer si le délinquant pourrait plutôt être déclaré délinquant visé par une surveillance de longue durée avant de le déclarer délinquant dangereux? - En vertu des nouvelles dispositions, un juge qui entend une demande de déclaration de délinquant dangereux doit-il évaluer les chances de réhabilitation future d'un délinquant à la suite d'un traitement avant de le déclarer délinquant dangereux? - Si le juge qui a imposé la peine a commis une erreur dans l'application de la partie XXIV du *Code criminel*, la déclaration de délinquant dangereux prononcée à l'encontre de l'intimé et la peine d'emprisonnement pour une durée indéterminée doivent-elles être néanmoins maintenues?

L'intimé, Stewart James Smith, a été déclaré coupable d'avoir proféré des menaces et d'avoir commis des voies de fait causant des lésions corporelles. L'intimé possédait un lourd casier judiciaire qui comptait quelque 45 déclarations de culpabilité en l'espace d'environ 20 ans. La Couronne a fait une demande de déclaration de délinquant dangereux. Le juge du procès a accueilli la demande et a estimé que l'intimé était un délinquant dangereux. Il a condamné l'intimé à une peine d'emprisonnement pour une période indéterminée. L'intimé a interjeté appel de cette sentence. L'appel a été accueilli et la Cour d'appel a ordonné la tenue d'une nouvelle audience de détermination de la peine.

Origine : Colombie-Britannique

N° de greffe : 29043

Arrêt de la Cour d'appel : le 4 décembre 2001

Avocats : William F. Ehrcke c.r./Beverly MacLean pour l'appelante
Joseph J. Blazina pour l'intimé

28402 *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse v. Maksteel et al.*

Charter of Human Rights and Freedoms, R.S.Q., c. C-12 - Right to equality - Employment discrimination - Dismissal - Is a dismissal consecutive to a conviction? - Did the Court of Appeal err in ruling that the protection under s. 18.2 of the *Charter* did not apply to a situation of discrimination by harmful effect? - Did the Court of Appeal err in refusing to apply s. 18.2 of the *Charter* on the ground that the expression “owing to the mere fact” excluded the situation of a person convicted of an offence for which he was incarcerated? - Did the Court of Appeal err in ruling that the evidence in this case had not demonstrated an infringement of an employee’s right not to be dismissed from his employment owing to the mere fact that he was convicted of a criminal offence?

Mr. Yvon Roy had been employed by the Respondent Maksteel Québec Inc. since March 1989 as a maintenance mechanic. On June 26, 1991, he was sentenced to imprisonment for six months less a day for fraud and bribery offences committed in September 1985. From June 25 to July 10, 1991, the uncontested evidence indicates that Mr. Roy was taking his annual vacation. On July 15, 1991, the Respondent Gareau - the Respondent company’s vice-president for finance - wrote to Mr. Roy informing him that his employment was being terminated since he had not returned to work on July 11, 1991. In his letter, the Respondent stated that no news had been received from Mr. Roy since the end of his vacation and that a new mechanic had been hired to ensure the smooth functioning of the business.

The *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse* (the “Commission”) referred the matter to the *Tribunal des droits de la personne*. The Commission alleged that on or about June 15, 1991, the Respondents had infringed Mr. Roy’s right not to be dismissed owing to the mere fact that he had been convicted of a criminal offence. Since this offence had no relationship to Mr. Roy’s employment, the Commission argued that the Respondents had breached s. 18.2 of the *Charter*.

The *Tribunal des droits de la personne* allowed the Commission’s application. The Court of Appeal overturned the decision of the Tribunal and dismissed the Commission’s application.

Origin: Québec

Registry No.: 28402

Court of Appeal judgment: December 5, 2000

Counsel: Christian Baillargeon for the Appellant
Alexander Daoussis for the Respondents

28402 *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c. Maksteel et al.*

Charte des droits et libertés de la personne, L.R.Q., ch. C-12 - Droit à l'égalité - Discrimination en matière d'emploi - Congédiement - Un congédiement est-il consécutif à une condamnation? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en décidant que la protection offerte par l'art. 18.2 de la *Charte* ne visait pas une situation de discrimination par effet préjudiciable? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en rejetant l'application de l'art. 18.2 de la *Charte* au motif que l'expression « du seul fait » écartait la situation d'une personne trouvée coupable d'une infraction pour laquelle elle a été incarcérée? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en décidant que la preuve, en l'espèce, n'avait pas démontré une atteinte au droit d'un employé de ne pas être congédié de son emploi du seul fait qu'il a été déclaré coupable d'une infraction criminelle?

Monsieur Yvon Roy est à l'emploi de l'intimée Maksteel Québec Inc. depuis mars 1989 à titre de mécanicien d'entretien. Le 26 juin 1991, il est condamné à une peine d'incarcération de six mois moins un jour pour des délits de fraude et de pots-de-vin survenus en septembre 1985. Du 25 juin au 10 juillet 1991, la preuve non contestée indique que monsieur Roy prenait ses vacances annuelles. Le 15 juillet 1991, l'intimé Gareau - vice-président aux finances de l'intimée - écrivait à monsieur Roy pour l'informer qu'on mettait fin à son emploi, puisqu'il n'était pas retourné au travail le 11 juillet 1991. Dans sa lettre, l'intimé mentionnait n'avoir reçu aucune nouvelle de la part de monsieur Roy depuis la fin de ses vacances et qu'on avait embauché un nouveau mécanicien pour assurer la bonne marche de l'entreprise.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (la « Commission ») a saisi le Tribunal des droits de la personne d'une demande. Dans cette demande, la Commission alléguait que vers le 15 juillet 1991, les intimés ont porté atteinte au droit de monsieur Roy de ne pas être congédié du seul fait qu'il avait été déclaré coupable d'une infraction criminelle. Puisque cette infraction n'avait aucun lien avec l'emploi du mis en cause, la Commission était d'avis que les intimés avaient enfreint les dispositions de l'art. 18.2 de la *Charte*.

Le Tribunal des droits de la personne a accueilli la demande de la Commission. La Cour d'appel a infirmé le jugement du Tribunal et a rejeté la demande de la Commission.

Origine:	Québec
N° du greffe:	28402
Arrêt de la Cour d'appel:	Le 5 décembre 2000
Avocats:	Me Christian Baillargeon pour l'appelante Me Alexander Daoussis pour les intimés

29061 *Her Majesty The Queen v. Mark Wise*

Criminal law - Break and enter and robbery - Victim killed - Crown's case based almost entirely on circumstantial evidence - Fingerprint of Respondent found on inside of passenger window of car used to escape scene of crime - Whether the majority of the British Columbia Court of Appeal erred in law in deciding that the verdict of guilty on the offences of which the jury convicted the Respondent was unreasonable.

Charges against the Respondent, Mark Wise, arose from a home invasion and the brutal killing of Anna Lippucci on May 2, 1997. These offences occurred at a Vancouver residence where the deceased lived with her husband. The Crown's case, based almost entirely on circumstantial evidence, was that Mark Wise, Michael Troy Pelletier and Debra Pelletier broke into the Lippucci home shortly before midnight, kicked Mrs. Lippucci to death, stole a number of items from the home and beat Mr. Lippucci, before they were frightened off by the sound of approaching emergency vehicles. The Crown claims the three made their getaway in a stolen red Camaro vehicle. All three suspects were arrested at the same time on May 4, 1997. All three were tried together for second degree murder and other offences.

The Crown's evidence included shoe print marks on the head of the deceased; bloody footprints in the kitchen, back deck and stairs; and blood stains found in the Camaro on May 8, 1997 matched through DNA analysis to Mrs. Lippucci. One fingerprint matched to Wise was found on the inside of the passenger side window of the Camaro. Shoes were seized from the three accused. Footprints on the deck were described by an identification officer, as being consistent in general size, shape, style and tread pattern with the shoes seized from Wise. Shoe prints both within and outside the house were identified as made by shoes consistent in size, shape, style and tread pattern with the shoes worn by Debra Pelletier and Michael Pelletier. The three accused were convicted of second degree murder, the included offence of aggravated assault and break and entering a dwelling house and committing robbery. Debra Pelletier committed suicide shortly after the verdict.

On appeal, the accused contended the trial judge erred in her instructions to the jury on the provisions of s. 21(2) of the *Criminal Code*. Counsel for Pelletier (see appeal no. 29062) submitted that Crown counsel at trial used inappropriate and inflammatory language in addressing the jury in his closing address. Counsel for Wise asserted that the verdict was unreasonable because there was no, or insufficient, evidence to establish Wise's involvement in any of the offences and there was no, or insufficient, evidence to establish the requisite intention on Wise's part, either as a principal or as a party, to commit any of the offences. The majority of the Court of Appeal allowed Wise's appeal and entered a verdict of acquittal. Ryan J.A. dissented on the question of law of whether the verdict of guilty was unreasonable or not supported by the evidence.

Origin of the case: British Columbia

File No.: 29061

Judgment of the Court of Appeal: February 7, 2002

Counsel: Alexander Budlovsky for the Appellant
John O. Richardson for the Respondent

29061 *Sa Majesté la Reine c. Mark Wise*

Droit criminel - Introduction par effraction et vol qualifié - Victime tuée - Presque toute la preuve du ministère public est circonstancielle - On a trouvé une empreinte digitale de l'intimé sur la face intérieure de la fenêtre du passager de l'automobile utilisée pour fuir les lieux du crime - La Cour d'appel de la Colombie-Britannique à la majorité a-t-elle commis une erreur de droit en décidant que le verdict de culpabilité prononcé relativement aux infractions pour lesquelles le jury a déclaré coupable l'intimé était déraisonnable?

Les accusations portées contre l'intimé, Mark Wise, découlent d'un braquage au foyer et du meurtre brutal d'Anna Lippucci le 2 mai 1997. Ces infractions ont été commises dans une résidence de Vancouver où la victime vivait avec son mari. Selon la preuve du ministère public, presque entièrement circonstancielle, Mark Wise, Michael Troy Pelletier et Debra Pelletier se sont introduits par effraction dans la résidence des Lippucci peu avant minuit, ont donné des coups de pieds à Mme Lippucci jusqu'à ce que mort s'ensuive, ont volé un certain nombre d'objets dans la maison et ont battu M. Lippucci. Le son de véhicules d'urgence qui approchaient les a fait déguerpir. Le ministère public prétend qu'ils ont tous trois pris la fuite dans une Camaro rouge volée. Les trois suspects ont été arrêtés en même temps le 4 mai 1997. Ils ont subi leur procès ensemble relativement à l'infraction de meurtre au deuxième degré et à d'autres infractions.

La preuve du ministère public comportait des empreintes de chaussures sur la tête de la victime, des traces de pas sanglantes dans la cuisine, sur le balcon arrière et dans les escaliers ainsi qu'une analyse d'empreintes génétiques selon laquelle le sang découvert dans la Camaro le 8 mai 1997 correspondait à celui de Mme Lippucci. Une empreinte digitale correspondant à celles de M. Wise a été trouvée sur la face intérieure de la fenêtre du passager de la Camaro. On a saisi les chaussures des trois accusés. Un agent d'identification a décrit les traces de pas sur le balcon comme correspondant de façon générale à celles des chaussures saisies à M. Wise, tant pour ce qui est de la taille, de la forme, du style et du dessin de la semelle. On a déterminé que les empreintes de chaussures à l'intérieur et à l'extérieur de la maison étaient celles de chaussures correspondant à celles que portaient Debra Pelletier et Michael Pelletier, tant pour ce qui est de la taille, de la forme, du style et du dessin de la semelle. Les trois accusés ont été déclarés coupables de meurtre au deuxième degré et de l'infraction incluse de voies de fait graves, d'introduction par effraction dans une maison d'habitation et de vol qualifié. Debra Pelletier s'est suicidée peu après le prononcé du verdict.

En appel, l'accusé a prétendu que le juge du procès avait commis une erreur dans les directives qu'elle avait données au jury relativement aux dispositions du par. 21(2) du *Code criminel*. L'avocat de M. Pelletier (voir appel n° 29062) a soutenu que le substitut du procureur général au procès avait tenu des propos inopportuns et incendiaires lorsqu'il s'était adressé au jury dans sa plaidoirie. L'avocat de M. Wise affirmait que le verdict était déraisonnable parce qu'il n'y avait pas ou pas suffisamment d'éléments de preuve pour établir la participation de son client aux infractions et qu'il n'y avait pas ou pas suffisamment d'éléments de preuve pour établir que son client avait l'intention requise pour commettre les infractions, que ce soit comme auteur principal ou comme participant. La Cour d'appel à la majorité a fait droit à l'appel de M. Wise et a inscrit un verdict d'acquiescement. Le juge Ryan a exprimé une opinion dissidente sur la question de droit de savoir si le verdict de culpabilité était déraisonnable ou ne s'appuyait pas sur la preuve.

Origine :	Colombie-Britannique
N° du greffe :	29061
Arrêt de la Cour d'appel :	Le 7 février 2002
Avocats :	Alexander Budlovsky pour l'appelante John O. Richardson pour l'intimé

29062 *Michael Troy Pelletier v. Her Majesty The Queen*

Criminal law - Charge to the jury - Crown's closing address - Break and enter and robbery - Victim killed - Crown's case based almost entirely on circumstantial evidence - Whether the Court of Appeal erred in failing to hold that the trial judge's erroneous charge to the jury on s. 21(2) of the *Criminal Code*, in combination with Crown counsel's inflammatory comments, occasioned a miscarriage of justice, requiring a new trial.

Charges against the Respondent, Michael Pelletier, arose from a home invasion and the brutal killing of Anna Lippucci on May 2, 1997. These offences occurred at a Vancouver residence where the deceased lived with her husband. The Crown's case, based almost entirely on circumstantial evidence, was that Mark Wise, Michael Troy Pelletier and Debra Pelletier broke into the Lippucci home shortly before midnight, kicked Mrs. Lippucci to death, stole a number of items from the home and beat Mr. Lippucci, before they were frightened off by the sound of approaching emergency vehicles. The Crown claims the three made their getaway in a stolen red Camaro vehicle. All three suspects were arrested at the same time on May 4, 1997. All three were tried together for second degree murder and other offences.

The Crown's evidence included shoe print marks on the head of the deceased; bloody footprints in the kitchen, back deck and stairs; and blood stains found in the Camaro on May 8, 1997 matched through DNA analysis to Mrs. Lippucci. One fingerprint matched to Wise was found on the inside of the passenger side window of the Camaro. Shoes were seized from the three accused. Footprints on the deck were described by an identification officer, as being consistent in general size, shape, style and tread pattern with the shoes seized from Wise. Shoe prints both within and outside the house were identified as made by shoes consistent in size, shape, style and tread pattern with the shoes worn by Debra Pelletier and Michael Pelletier. The three accused were convicted of second degree murder, the included offence of aggravated assault and break and entering a dwelling house and committing robbery. Debra Pelletier committed suicide shortly after the verdict.

On appeal, the accused contended the trial judge erred in her instructions to the jury on the provisions of s. 21(2) of the *Criminal Code*. Counsel for Pelletier submitted that Crown counsel at trial used inappropriate and inflammatory language in addressing the jury in his closing address. Counsel for Wise (see appeal no. 29061) asserted that the verdict was unreasonable because there was no, or insufficient, evidence to establish Wise's involvement in any of the offences and there was no, or insufficient, evidence to establish the requisite intention on Wise's part, either as a principal or as a party, to commit any of the offences. The majority of the Court of Appeal dismissed Pelletier's appeal and affirmed the convictions of all counts. Rowles J.A. dissented on the ground that the charge to the jury on s. 21(2) of the *Criminal Code* was erroneous and the Crown counsel's comments to the jury were inflammatory.

Origin of the case: British Columbia
File No.: 29062
Judgment of the Court of Appeal: February 7, 2002
Counsel: Matthew Nathanson for the Appellant
Alexander Budlovsky for the Respondent

29062 *Michael Troy Pelletier c. Sa Majesté la Reine*

Droit criminel - Exposé au jury - Plaidoirie du ministère public - Introduction par effraction et vol qualifié - Victime tuée - Presque toute la preuve du ministère public est circonstancielle - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en ne concluant pas que l'exposé erroné que le juge du procès avait fait au jury relativement à l'art. 21(2) du *Code criminel*, combiné aux propos incendiaires du substitut du procureur général, avait occasionné une erreur judiciaire, ce qui exigeait la tenue d'un nouveau procès?

Les accusations portées contre Michael Pelletier découlent d'un braquage au foyer et du meurtre brutal d'Anna Lippucci le 2 mai 1997. Ces infractions ont été commises dans une résidence de Vancouver où la victime vivait avec son mari. Selon la preuve du ministère public, presque entièrement circonstancielle, Mark Wise, Michael Troy Pelletier et Debra Pelletier se sont introduits par effraction dans la résidence des Lippucci peu avant minuit, ont donné des coups de pieds à Mme Lippucci jusqu'à ce que mort s'ensuive, ont volé un certain nombre d'objets dans la maison et ont battu M. Lippucci. Le son de véhicules d'urgence qui approchaient les a fait déguerpir. Le ministère public prétend qu'ils ont tous trois pris la fuite dans une Camaro rouge volée. Les trois suspects ont été arrêtés en même temps le 4 mai 1997. Ils ont subi leur procès ensemble relativement à l'infraction de meurtre au deuxième degré et à d'autres infractions.

La preuve du ministère public comportait des empreintes de chaussures sur la tête de la victime, des traces de pas sanglantes dans la cuisine, sur le balcon arrière et dans les escaliers ainsi qu'une analyse d'empreintes génétiques selon laquelle le sang découvert dans la Camaro le 8 mai 1997 correspondait à celui de Mme Lippucci. Des empreintes digitales correspondant à celles de M. Wise ont été trouvées sur la face intérieure de la fenêtre du passager de la Camaro. On a saisi les chaussures des trois accusés. Un agent d'identification a décrit les traces de pas sur le balcon comme correspondant de façon générale à celles des chaussures saisies à M. Wise, tant pour ce qui est de la taille, de la forme, du style et du dessin de la semelle. On a déterminé que les empreintes de chaussures à l'intérieur et à l'extérieur de la maison étaient celles de chaussures correspondant à celles que portaient Debra Pelletier et Michael Pelletier, tant pour ce qui est de la taille, de la forme, du style et du dessin de la semelle. Les trois accusés ont été déclarés coupables de meurtre au deuxième degré et de l'infraction incluse de voies de fait graves, d'introduction par effraction dans une maison d'habitation et de vol qualifié. Debra Pelletier s'est suicidée peu après le prononcé du verdict.

En appel, l'accusé a prétendu que le juge du procès avait commis une erreur dans les directives qu'elle avait données au jury relativement aux dispositions du par. 21(2) du *Code criminel*. L'avocat de M. Pelletier a soutenu que le substitut du procureur général au procès avait tenu des propos inopportuns et incendiaires lorsqu'il s'était adressé au jury dans sa plaidoirie. L'avocat de M. Wise (voir appel n° 29061) affirme que le verdict est déraisonnable parce qu'il n'y a pas ou insuffisamment d'éléments de preuve pour établir la participation de son client aux infractions et qu'il n'y a pas ou insuffisamment d'éléments de preuve pour établir que son client avait l'intention requise pour commettre les infractions, que ce soit comme auteur principal ou comme participant. La Cour d'appel à la majorité a rejeté l'appel de M. Pelletier et a confirmé les déclarations de culpabilité relativement à tous les chefs d'accusation. Le juge Rowles a exprimé une opinion dissidente au motif que l'exposé au jury au sujet du par. 21(2) du *Code criminel* était erroné et que le substitut du procureur général avait tenu des propos incendiaires lorsqu'il s'était adressé au jury.

Origine :	Colombie-Britannique
N° du greffe :	29062
Arrêt de la Cour d'appel :	7 février 2002
Avocats :	Matthew Nathanson pour l'appelant Alexander Budlovsky pour l'intimée

28899 *Billy Taillefer v. Her Majesty the Queen*

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Criminal law - Evidence - Disclosure - Right to make full answer and defence - Admissibility of fresh evidence - What approach Court of Appeal should take in determining whether fresh evidence should be admitted when contradictions exist between version at trial and version contained in fresh evidence - Whether, on issue of admissibility of fresh evidence, Court of Appeal erred in imposing burden on Appellant that evidence must prove or tend to prove his innocence - Whether Court of Appeal, in context of violations of constitutional rights of an accused, must decide whether interests of justice under s. 683(1)(d) of the *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46, require that evidence be admitted because excluding it would cause prejudice to integrity of judicial system and call into question fairness of trial.

In April 1990, the Appellant, Billy Taillefer, and Hugues Duguay were charged with first degree murder in a death that occurred in Val d'Or on March 10, 1990. On February 1, 1991, they were found guilty by a jury of the offence as charged and were sentenced to life imprisonment with no possibility of parole for 25 years. The two co-accused appealed their convictions. On June 12, 1995, the Court of Appeal dismissed the Appellant's appeal. However, Duguay's appeal was allowed, and the Court of Appeal ordered that a new trial be held on the charge of second degree murder.

Because his appeal had been dismissed, the Appellant brought an application for leave to appeal to the Supreme Court of Canada. The application was dismissed on February 21, 1996. Duguay pleaded guilty to the offence of involuntary manslaughter in August 1995, and was sentenced to 12 years' imprisonment.

In February 1999, while the Appellant was in custody, he received a letter from Quebec's Assistant Deputy Minister of Justice as well as a copy of the report by the Commission of Inquiry into the Sûreté du Québec (the "Poitras Commission") and its appendices dealing with the Appellant's case. The report of the Poitras Commission stated that the Appellant and Duguay did not have access to all of the relevant information that supported their arguments that they did not murder Sandra Gaudet.

As the Appellant had exhausted all of his avenues of appeal, he applied to the Minister of Justice under s. 690 of the *Code*. On October 16, 2000, the Minister of Justice referred the Appellant's case to the Court of Appeal for Quebec for hearing and determination as if it were an appeal by the Appellant of his conviction. On September 10, 2001, the Court of Appeal dismissed the Appellant's appeal.

Origin of the case:	Quebec
File No.:	28899
Judgment of the Court of Appeal:	September 10, 2001
Counsel:	Johanne St-Gelais for the Appellant Pierre Lapointe for the Respondent

28899 *Billy Taillefer c. Sa Majesté la Reine*

Charte canadienne des droits et libertés - Droit criminel - Preuve - Divulgence de la preuve - Droit à une défense pleine et entière - Admissibilité d'une nouvelle preuve - Quelle est l'approche que la Cour d'appel doit adopter pour déterminer l'admissibilité d'une nouvelle preuve lorsque'elle est en présence de versions contradictoires entre celles recueillies au procès et celles recueillies lors de la nouvelle preuve? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en imposant à l'appelant, lors de l'admissibilité de la nouvelle preuve, le fardeau de démontrer que cette preuve doit établir ou doit tendre à établir son innocence? - La Cour d'appel doit-elle, lorsqu'elle est en présence de violations des droits constitutionnels d'un accusé, décider si l'intérêt de la justice, en vertu de l'art. 683(1)d) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, ch. C-46, commande d'admettre la preuve car son exclusion entraînerait une atteinte à l'intégrité du système judiciaire et remettrait en question l'équité du procès?

En avril 1990, l'appelant, Billy Taillefer, et Hugues Duguay sont accusés de meurtre au premier degré survenu à Val d'Or le 10 mars 1990. Le 1^{er} février 1991, ils sont déclarés coupables par un jury de l'accusation telle que portée et sont condamnés à une peine d'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans. Les deux coaccusés portent leur condamnation en appel. Le 12 juin 1995, la Cour d'appel rejette l'appel de l'appelant. Cependant, le pourvoi de Duguay est accueilli et la Cour d'appel ordonne qu'un nouveau procès soit tenu sur une inculpation de meurtre au deuxième degré.

Vu le rejet de son appel, l'appelant présente une demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada. Cette demande est rejetée le 21 février 1996. Quant à Duguay, ce dernier plaide coupable au crime d'homicide involontaire coupable en août 1995 et est condamné à 12 ans d'emprisonnement.

En février 1999, alors qu'il est détenu, l'appelant reçoit une lettre du sous-ministre associé de la Justice du Québec ainsi que le rapport de la Commission d'enquête chargée de faire enquête sur la Sûreté du Québec (la « Commission Poitras ») et ses annexes portant sur le dossier de l'appelant. Dans son rapport, la Commission Poitras indique que l'appelant et Duguay n'ont pas eu accès à toute l'information pertinente qui était de nature à appuyer leurs prétentions qu'ils n'étaient pas les auteurs du meurtre de Sandra Gaudet.

Puisque l'appelant avait épuisé les voies de recours devant les tribunaux, il présente une demande au ministre de la Justice en vertu de l'art. 690 du *Code*. Le 16 octobre 2000, le ministre de la Justice renvoie la cause de l'appelant devant la Cour d'appel du Québec pour audition et décision comme s'il s'agissait d'un appel par l'appelant de sa déclaration de culpabilité. Le 10 septembre 2001, la Cour d'appel rejette le pourvoi de l'appelant.

Origine:	Québec
N° du greffe:	28899
Arrêt de la Cour d'appel:	Le 10 septembre 2001
Avocats:	Me Johanne St-Gelais pour l'appelant Me Pierre Lapointe pour l'intimée

28903 *Hugues Duguay v. Her Majesty the Queen*

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Criminal law - Evidence - Disclosure - Right to make full answer and defence - Withdrawal of guilty plea - What is burden on accused seeking to withdraw guilty plea when plea entered in circumstances where Crown failed to comply with constitutional duty to disclose? - Whether Court of Appeal can disregard statements whose existence and authenticity were established solely on ground witnesses did not testify before the Clerk of Court of Appeal - What standard should be applied by Court of Appeal to resolve credibility conflicts between evidence taken at first trial and fresh evidence? - When considering request to withdraw plea based on non-disclosure by Crown, whether Court of Appeal can assume guilt of Appellant as basis for analysis of issue of prejudice to overall fairness of his trial.

In April 1990, the Appellant, Hugues Duguay, and Billy Taillefer were charged with first degree murder in a death that occurred in Val d'Or on March 10, 1990. On February 1, 1991, they were found guilty by a jury of the offence as charged and were sentenced to life imprisonment with no possibility of parole for 25 years. The two co-accused appealed their convictions. On June 12, 1995, the Court of Appeal dismissed Taillefer's appeal. However, the Appellant's appeal was allowed. The Court of Appeal ordered a new trial on the charge of second degree murder on the sole ground that the judge's instructions were in error with respect to accessorial responsibility in the commission of a first degree murder under s. 231(5) of the *Criminal Code* and also in light of *R. v. Harbottle*, [1993] 3 S.C.R. 306.

On August 16, 1995, when faced with a charge of second degree murder, the Appellant offered to plead guilty to the offence of manslaughter. With the consent of the Crown, the guilty plea was accepted. The Appellant was found guilty and sentenced to twelve years' imprisonment.

In February 1999, while the Appellant was in custody, he received a letter from Quebec's Assistant Deputy Minister of Justice as well as a copy of the report by the Commission of Inquiry into the Sûreté du Québec (the "Poitras Commission") and its appendices dealing with the Appellant's case. The report of the Poitras Commission stated that the Appellant and Duguay did not have access to all of the relevant information that supported their arguments that they were not the murderers.

The Appellant therefore brought a motion to extend the time for filing an appeal and a motion for leave to appeal his conviction. The Appellant's motions were granted. Before the Court of Appeal, the Appellant argued that the Crown's failure to comply with its duty to disclose led to a serious violation of his right to make full answer and defence, and deprived him of the possibility of making an informed choice when he decided to plead guilty. Accordingly, he asked the Court of Appeal for leave to withdraw his guilty plea. On September 10, 2001, the Court of Appeal refused to allow the guilty plea to be withdrawn, and dismissed the Appellant's appeal.

Origin of the case:	Quebec
File No.:	28903
Judgment of the Court of Appeal:	September 10, 2001
Counsel:	Louis Bellau for the Appellant Pierre Lapointe for the Respondent

28903 *Hugues Duguay c. Sa Majesté la Reine*

Charte canadienne des droits et libertés - Droit criminel - Preuve - Divulgence de la preuve - Droit à une défense pleine et entière - Retrait de plaider de culpabilité - Quel est le fardeau d'un accusé qui recherche le retrait d'un plaider de culpabilité lorsque ce plaider a été enregistré dans des circonstances où la poursuite a omis de respecter son obligation constitutionnelle de divulguer la preuve? - La Cour d'appel peut-elle écarter des déclarations dont l'existence et l'authenticité ont été établies pour le seul motif que les témoins n'ont pas témoigné devant le greffier de la Cour d'appel? - Quelle norme la Cour d'appel doit-elle appliquer pour résoudre les conflits de crédibilité entre la preuve présentée au premier procès et la nouvelle preuve? - Lorsqu'elle se penche sur une demande de retrait de plaider fondée sur l'omission par la poursuite de divulguer la preuve, la Cour d'appel peut-elle postuler la culpabilité de l'appelant comme prémisse de l'analyse de la question de l'atteinte à l'équité globale de son procès?

En avril 1990, l'appelant, Hugues Duguay, et Billy Taillefer sont accusés de meurtre au premier degré survenu à Val d'Or le 10 mars 1990. Le 1^{er} février 1991, ils sont déclarés coupables par un jury de l'accusation telle que portée et sont condamnés à une peine d'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans. Les deux coaccusés portent leur condamnation en appel. Le 12 juin 1995, la Cour d'appel rejette l'appel de Taillefer. Cependant, le pourvoi de l'appelant est accueilli. La Cour d'appel ordonne qu'un nouveau procès soit tenu sur une inculpation de meurtre au deuxième degré pour le seul motif que les directives du juge sur la responsabilité d'un complice dans la commission d'un meurtre au premier degré aux termes de l'art. 231(5) du *Code criminel* et à la lumière de l'arrêt *R. c. Harbottle*, [1993] 3 R.C.S. 306, sont erronées.

Le 16 août 1995, faisant face à une accusation de meurtre au deuxième degré, l'appelant offre de plaider coupable au crime d'homicide involontaire coupable. Avec le consentement du poursuivant, le plaider de culpabilité est accepté, l'appelant est déclaré coupable et est condamné à une peine de 12 ans d'emprisonnement.

En février 1999, alors qu'il est détenu, l'appelant reçoit une lettre du sous-ministre associé de la Justice du Québec ainsi que le rapport de la Commission d'enquête chargée de faire enquête sur la Sûreté du Québec (la « Commission Poitras ») et ses annexes portant sur le dossier de l'appelant. Dans son rapport, la Commission Poitras indique que l'appelant et Taillefer n'ont pas eu accès à toute l'information pertinente qui était de nature à appuyer leurs prétentions qu'ils n'étaient pas les auteurs du meurtre.

L'appelant présente donc une requête pour prorogation des délais d'appel et une requête pour permission d'en appeler de sa déclaration de culpabilité. Les requêtes de l'appelant sont accueillies. Devant la Cour d'appel, l'appelant plaide que le défaut de la poursuite de se conformer à son obligation de divulgation de la preuve a mené à une violation grave de son droit à une défense pleine et entière et l'a privé de la possibilité de faire un choix éclairé lorsqu'il a décidé de plaider coupable. Ainsi, il demande à la Cour d'appel qu'il soit autorisé à retirer son plaider de culpabilité. Le 10 septembre 2001, la Cour d'appel refuse le retrait du plaider de culpabilité et rejette le pourvoi de l'appelant.

Origine:	Québec
N° du greffe:	28903
Arrêt de la Cour d'appel:	Le 10 septembre 2001
Avocats:	Me Louis Belleau pour l'appelant Me Pierre Lapointe pour l'intimée

28743 *Bell Canada v. Canadian Telephone Employees Association et al*

Administrative law - Judicial review - Administrative tribunals - Institutional independence - Reasonable apprehension of bias - Circumstances which deprive administrative tribunal of appearance of institutional independence - Whether ss. 27(2) and (3) of the *Canadian Human Rights Act*, R.S.C.1985, c. H-6, as amended, are inconsistent with s. 2(e) of the *Canadian Bill of Rights*, S.C. 1960, c. 44, and the constitutional principle of adjudicative independence and therefore inoperable or inapplicable - Whether ss. 48.1 and 48.2 of the *Canadian Human Rights Act*, as amended, are inconsistent with s. 2(e) of the *Canadian Bill of Rights*, and the constitutional principle of adjudicative independence and therefore inoperable and inapplicable.

Between 1990 and 1994, the Respondents filed seven complaints against the Appellant, alleging that it was paying its female employees lower wages than its male employees for work of the same value, contrary to s. 11 of the *Canadian Human Rights Act*, (The “Act” or “CHRA”). In May of 1996, the Canadian Human Rights Commission (the “CHRC”) requested that the President of the Human Rights Tribunal Panel appoint a Tribunal pursuant to s. 44(3)(a) of the *Act* to inquire into the complaints. The Appellant successfully applied to quash the request, but the decision was overturned by the Federal Court of Appeal on November 17, 1998. After the Tribunal was appointed, the Appellant moved for a ruling that it was not institutionally capable of providing a fair hearing in accordance with the principles of natural justice. The Tribunal dismissed the motion, but on application for judicial review, McGillis J. quashed the decision, having identified problems with the tribunal with respect to security of tenure and financial security of the tribunal members. She also had serious reservations concerning the power of the Commission to issue guidelines which were binding on a Tribunal in a particular case.

The defects in the institutional arrangements of the tribunal found by McGillis J., which compromised its independence and impartiality, were addressed in amending legislation which came into force on June 1, 1999. Specifically, the power to extend the appointment of a Tribunal member whose term expires during the currency of an inquiry was shifted from the Minister of Justice to the Chairperson of the Tribunal, and the method of remuneration of the members was changed from a negotiation with the CHRC to an amount to be fixed by the Governor in Council. Finally, the *Act* was amended so that any guidelines issued by the CHRC would be binding in a “class of cases” rather than in a “particular case.”

The Respondents then urged the Chairperson to appoint a tribunal to hear the complaints, but the Appellant argued that a reasonable apprehension of institutional bias continued to exist. In a hearing, the Vice-Chairperson of the Tribunal concluded that the problems that had been the subject of the amending legislation had been satisfactorily corrected, ruling that the tribunal was institutionally independent and impartial. The Appellant’s application for judicial review was granted. The Federal Court of Appeal overturned this judgment.

Origin of the case: Federal Court of Appeal

File No.: 28743

Judgment of the Court of Appeal: May 24, 2001

Counsel: Roy L. Heenan O.C./John Murray/Thomas Brady for the Appellant
Larry Steinberg for the Respondent Employees Association
Peter Engelmann/Jula Hughes/Fiona Campbell for the Respondent Communications, Energy and Paperworkers Union
Ian Fine/Philippe Dufresne for the Respondent Canadian Human Rights Commission

28743 *Bell Canada c. Association canadienne des employés de téléphone et autres*

Droit administratif - Contrôle judiciaire - Tribunaux administratifs - Indépendance institutionnelle - Crainte raisonnable de partialité - Circonstances privant un tribunal administratif de l'apparence d'indépendance institutionnelle - Les par. 27(2) et (3) de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R.C. 1985, ch. H-6, et ses modifications, sont-ils incompatibles avec l'al. 2e) de la *Déclaration canadienne des droits*, S.C. 1960, ch. 44, ainsi qu'avec le principe constitutionnel de l'indépendance juridictionnelle et, en conséquence, sans effet ou inapplicables? - Les art. 48.1 et 48.2 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, et ses modifications, sont-ils incompatibles avec l'al. 2e) de la *Déclaration canadienne des droits*, ainsi qu'avec le principe constitutionnel de l'indépendance juridictionnelle et, en conséquence, sans effet ou inapplicables?

Entre 1990 et 1994, les intimés ont déposé sept plaintes contre l'appelante, alléguant qu'elle payait à ses employées de sexe féminin des salaires inférieurs à ceux que touchaient les employés de sexe masculin qui exerçaient des fonctions équivalentes, violant ainsi l'art. 11 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, (la *Loi* ou la *LCDP*). En mai 1996, la Commission canadienne des droits de la personne (la *CCDP*) a demandé au président du Comité du Tribunal des droits de la personne de constituer un tribunal, conformément à l'alinéa 44(3)a) de la *Loi*, chargé d'examiner ces plaintes. L'appelante a demandé avec succès l'annulation de la demande, mais la Cour d'appel fédérale a infirmé cette décision le 17 novembre 1998. Après que le tribunal eut été constitué, l'appelante lui a demandé qu'il rende une décision selon laquelle il n'était pas en mesure, sur le plan institutionnel, de procéder à une audition équitable et conforme aux principes de justice naturelle. Le tribunal a rejeté la requête, mais à la suite d'une demande de contrôle judiciaire, le juge McGillis a annulé la décision, ayant relevé des problèmes relativement à l'inamovibilité et à la sécurité financière des membres du tribunal. Elle avait également de « sérieuses réserves » concernant le pouvoir conféré à la Commission d'adopter des directives qui lient le tribunal dans un cas donné.

Une loi modificative entrée en vigueur le 1^{er} juin 1999 a remédié aux lacunes qu'a constatées le juge McGillis dans la procédure du tribunal et qui compromettaient l'indépendance et l'impartialité de ce dernier. Plus particulièrement, le pouvoir de prolonger le mandat d'un membre du tribunal qui aurait expiré au cours d'une enquête est passé du ministre de la Justice au président du tribunal, et la rémunération des membres du tribunal, qui auparavant faisait l'objet d'une négociation avec la *CCDP*, est maintenant fixée par le gouverneur en conseil. Enfin, la *Loi* a été modifiée de façon à ce que toutes les directives adoptées par la *CCDP* soient impératives « dans une catégorie de cas donnés » et non plus « dans un cas donné ».

Les intimés ont par la suite pressé le président de constituer un tribunal chargé d'entendre les plaintes, mais l'appelante a prétendu qu'il y avait toujours une crainte raisonnable de partialité sur le plan institutionnel. Dans une audience, le vice-président du tribunal a conclu que les problèmes ayant donné lieu à l'adoption de la loi modificative avaient été réglés de façon satisfaisante et il a conclu que le tribunal était indépendant et impartial sur le plan institutionnel. La demande de contrôle judiciaire de l'appelante a été accueillie. La Cour d'appel fédérale a infirmé ce jugement.

Origine : Cour d'appel fédérale

N° du greffe : 28743

Arrêt de la Cour d'appel : 24 mai 2001

Avocats : Roy L. Heenan, O.C./John Murray/Thomas Brady pour l'appelante
Larry Steinberg pour l'intimée l'Association canadienne des employés de téléphone
Peter Engelmann/Jula Hughes/Fiona Campbell pour l'intimé le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier
Ian Fine/Philippe Dufresne pour l'intimée la Commission canadienne des droits de la personne

28819 *District of Parry Sound Social Services Administration Board v. Ontario Public Service Employees Union, Local 324 et al*

Labour law - Arbitration - Collective agreement - Statutes - Interpretation - Grievor, a probationary employee, discharged shortly after return from maternity leave - Grievance brought alleging discharge constituted discrimination on basis of family status - Collective agreement providing discharge of probationary employees not subject to grievance and arbitration procedures - Whether discharge alleging discrimination in violation of *Human Rights Code* subject to grievance and arbitration procedures pursuant to arbitrator's jurisdiction under *Labour Relations Act* notwithstanding contrary provision in collective agreement - *Labour Relations Act, 1995*, S.O. 1995, c.1, ss.48(1), 48(12)(j), 54 - *Employment Standards Act*, R.S.O. 1990, c.E.14, as amended, ss. 44,64.5.

The grievance in issue was brought by a probationary employee of the Appellant who had been discharged shortly after her return from maternity leave. The grievor and the Respondent, Union, alleged, *inter alia*, that the discharge was discriminatory on the basis of family status, contrary to s. 5(1) of the Ontario *Human Rights Code*, R.S.O. 1990, c.H.19. The collective agreement provided that probationary employees could be discharged at the sole discretion of and for any reason satisfactory to the employer and that such discharge is not subject to grievance and arbitration procedures.

In its interim award, the board of arbitration held that it had jurisdiction to consider a grievance based on the discharge of a probationary employee. On judicial review, the Divisional Court unanimously quashed the board's award, finding that the grievor's complaint should have been before the Ontario Human Rights Commission and not the Board of Arbitration. The Ontario Court of Appeal allowed the Respondent's appeal, set aside the order of the Divisional Court and dismissed the application for judicial review.

The issue considered by the board of arbitration and the Divisional Court was the proper effect to be given to s. 5(1) of the *Human Rights Code*, having regard to s. 48(12)(j) of the *Labour Relations Act, 1995*, S.O. 1995, c.1. On appeal, the Ontario Court of Appeal also requested and heard submissions on the bearing of ss. 44 and 65.5(1)-(5) of the *Employment Standards Act*, R.S.O. 1990, c.E.14, as amended. The Court of Appeal allowed the appeal, set aside the decision of the Divisional Court and dismissed the application for judicial review.

Origin of the case: Ontario

File No.: 28819

Judgment of the Court of Appeal: June 19, 2001

Counsel: William Horton/Robert B. Budd/Catherine Beagan Flood for the Appellant
Timothy G.M. Hadwen/Peggy E. Smith/Karen Schucher for the Respondent

28819 *Conseil d'administration des services sociaux du district de Parry Sound c. Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario, section locale 324 et al.*

Droit du travail - Arbitrage - Convention collective - Lois - Interprétation - L'auteur du grief, une employée en probation, a été renvoyée peu après son retour de congé de maternité - Dans son grief, elle allègue que son renvoi constitue de la discrimination fondée sur l'état familial - Selon la convention collective, la procédure de grief et la procédure d'arbitrage ne s'appliquent pas au renvoi d'un employé en probation - La personne qui fait l'objet d'un renvoi prétendument discriminatoire en violation du *Code des droits de la personne* peut-elle, malgré les dispositions contraires de la convention collective, se prévaloir des procédures de grief et d'arbitrage devant un arbitre conformément à la *Loi sur les relations de travail?* - *Loi de 1995 sur les relations de travail*, L.O. 1995, ch. 1, art. 48(1), 48(12j), 54 - *Loi sur les normes d'emploi*, L.R.O. 1990, ch. E.14, et ses modifications, art. 44, 64.5.

Le grief en cause a été déposé par une employée en probation de l'appelant qui avait été renvoyée peu après son retour de congé de maternité. L'auteur du grief et l'intimé (le Syndicat) ont allégué notamment que le renvoi constituait de la discrimination fondée sur l'état familial, contrairement au par. 5(1) du *Code des droits de la personne* de l'Ontario, L.R.O. 1990, ch. H.19. Selon la convention collective, l'employeur peut renvoyer un employé en probation à son entière discrétion et pour toute raison qu'il estime satisfaisante, et un tel renvoi n'est pas soumis aux procédures de grief et d'arbitrage.

Dans une décision provisoire, le conseil d'arbitrage a déclaré avoir compétence pour examiner un grief fondé sur le renvoi d'un employé en probation. Dans le cadre d'un contrôle judiciaire, la Cour divisionnaire a, à l'unanimité, annulé la décision du conseil d'arbitrage, concluant que le grief aurait dû être soumis à la Commission ontarienne des droits de la personne plutôt qu'au conseil d'arbitrage. La Cour d'appel de l'Ontario a fait droit à l'appel de l'intimé, a annulé l'ordonnance de la Cour divisionnaire et a rejeté la demande de contrôle judiciaire.

Le conseil d'arbitrage et la Cour divisionnaire ont examiné la question de l'effet qu'il convient de reconnaître au par. 5(1) du *Code des droits de la personne*, en tenant compte de l'al. 48(12j) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, L.O. 1995, ch. 1. En appel, la Cour d'appel de l'Ontario a également demandé et entendu des observations quant à l'incidence de l'art. 44 et des par. 65.5(1) à (5) de la *Loi sur les normes d'emploi*, L.R.O. 1990, ch. E.14, et ses modifications. La Cour d'appel a accueilli l'appel, a annulé la décision de la Cour divisionnaire et a rejeté la demande de contrôle judiciaire.

Origine : Ontario

N° du greffe : 28819

Arrêt de la Cour d'appel : 19 juin 2001

Avocats : William Horton/Robert B. Budd/Catherine Beagan Flood pour l'appelant
Timothy G.M. Hadwen/Peggy E. Smith/Karen Schucher pour l'intimé

DEADLINES: APPEALS

The Fall Session of the Supreme Court of Canada started September 30, 2002.

The Supreme Court of Canada has enacted new rules that came into force on June 28, 2002.

Pursuant to the *Supreme Court Act and Rules*, the following requirements for filing must be complied with before an appeal can be heard:

1) For notices of appeal filed on and after June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within 12 weeks of the filing of the notice of appeal or 12 weeks from decision on the motion to state a constitutional question.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks after the service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, (if any), must be filed within eight weeks of the order granting leave to intervene or within 20 weeks of the filing of a notice of intervention under subrule 61(4).

Parties' condensed book, if required, must be filed on the day of hearing of the appeal.

2) For notices of appeal filed before June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within four months of the filing of the notice of appeal.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks of the date of service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, if any, must be filed within four weeks of the date of service of the respondent's factum, unless otherwise ordered.

Parties' condensed book, if required, must be filed on or before the day of hearing of the appeal.

The Registrar shall enter the appeal on a list of cases to be heard after the respondent's factum is filed or at the end of the eight-week period referred to in Rule 36.

DÉLAIS : APPELS

La session d'automne de la Cour suprême du Canada a commencé le 30 septembre 2002.

La Cour suprême du Canada a adopté de nouvelles règles qui sont entrées en vigueur le 28 juin 2002.

Conformément à la *Loi sur la Cour suprême* et aux *Règles*, il faut se conformer aux exigences suivantes avant qu'un appel puisse être entendu:

1) Pour les avis d'appel déposés le ou après le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les douze semaines du dépôt de l'avis d'appel ou douze semaines de la décision de la requête pour formulation d'une question constitutionnelle.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les huit semaines suivant l'ordonnance autorisant l'intervention ou dans les vingt semaines suivant le dépôt de l'avis d'intervention visé au paragraphe 61(4).

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés le jour de l'audition de l'appel.

2) Pour les avis d'appel déposés avant le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les quatre mois du dépôt de l'avis d'appel.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les quatre semaines suivant la signification du mémoire de l'intimé, sauf ordonnance contraire.

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés au plus tard le jour de l'audition de l'appel.

Le registraire inscrit l'appel pour audition après le dépôt du mémoire de l'intimé ou à l'expiration du délai de huit semaines prévu à la règle 36.

SUPREME COURT OF CANADA SCHEDULE
CALENDRIER DE LA COUR SUPREME

- 2002 -

OCTOBER - OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	M 30	1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	H 14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

NOVEMBER - NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	M 4	5	6	7	8	9
10	H 11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

DECEMBER - DECEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	M 2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	H 25	H 26	27	28
29	30	31				

- 2003 -

JANUARY - JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			H 1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	M 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

FEBRUARY - FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	

MARCH - MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

APRIL - AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	M 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	H 18	19
20	H 21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

MAY - MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	M 5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	H 19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

JUNE - JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	M 2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

Sittings of the court: 18 sitting weeks / semaines séances de la cour

Séances de la cour:

Motions:

Requêtes:

Holidays:

Jours fériés:

M

H

80 sitting days / journées séances de la cour

9 motion and conference days / journées requêtes, conférences

1 holidays during sitting days / jours fériés durant les sessions